

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

1996: LA RUPTURE DANS LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ AUSTRALIENNE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MARIE-PIER DÉRY-OUELLETTE

PROFESSEUR CHARLES-PHILIPPE DAVID
MAI 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je voudrais tout d'abord remercier Marie-Paule Déry et Pierre Ouellette, mes parents qui m'ont encouragé fortement dans cette démarche. Ils sont des modèles pour moi, des gens qui travaillent fort et qui m'ont appris, dès l'enfance, à toujours terminer les projets que je commençais.

Je voudrais ensuite remercier Caroline Robillard et Emmanuelle Desrosiers, mes deux grandes amies, à qui je dois beaucoup. Elles sont pour moi des exemples, des personnes ayant du caractère, elles foncent et s'affirment dans la vie. Caroline, tu m'as encouragé quand j'en avais besoin, tu m'as permis d'avoir confiance en moi, tu as cru en mes capacités bien avant que j'y croie moi-même. Tu as été présente dans toutes les difficultés durant ces deux dernières années. De l'Australie, je t'ai appelée pour avoir tes conseils. Caroline, je te dis merci pour tout ces encouragements et merci simplement d'avoir été là! Emmanuelle, je te remercie d'être mon amie et de toujours avoir le bon mot pour me faire foncer dans la vie. Si je ne me laisse pas impressionner par les gens autour de moi et que je fonce vers la direction de mes rêves, c'est grâce à vous deux.

Je voudrais remercier ma sœur, Marie-Anik Chateauneuf, parce que même si nos intérêts sont souvent aux antipodes, tu m'as démontré que c'est en faisant ce que l'on aime que le bonheur suit. Tu ne te laisses pas influencer par l'opinion des autres et c'est une leçon qui m'inspire tous les jours.

Je voudrais remercier Anne-Marie Vézina, mon ancienne collègue de travail, mon professeur de français dévouée. Malgré ses deux emplois, elle a trouvé du temps pour m'aider à améliorer la qualité du français de ce travail. Merci beaucoup Anne-Marie, j'apprécie tout ce que tu as fait pour moi.

Je voudrais remercier Cassandra et Fabio pour m'avoir laissé étudier à leur café

Starbuck presque tous les jours durant ces deux dernières années d'étude. Je crois que l'ambiance, les employés (en outre Nikki et James) et le café m'ont permis d'accomplir toutes les étapes de la réalisation de ce mémoire.

Je voudrais remercier mes amis et anciens collègues de travail du Chapters. Je pense à Jessica Tilden, Fadi, Pascy, Valérie Rachubinski, Chapters Next Top Model alias Charles, Sami, Karla, Joey alias Pedro, Kristina, Stéphanie Perrin. Quand j'étais stressée, découragée et que je doutais de la qualité de ce mémoire, vous avez eu les bons mots pour me motiver.

Je voudrais remercier Marie-Chantal Locas, chercheuse à la Chaire. Merci de ton écoute attentive. Je t'en dois plusieurs notamment pour ton soutien en ce 22 janvier 2008.

Je souhaite remercier Élisabeth Vallet pour ses précieux conseils concernant la méthodologie de la recherche, c'était une aide grandement appréciée. Je souhaite aussi la remercier car, lorsque je la vois s'exprimer lors de conférences, je vois l'incarnation de ce que j'aimerais être plus tard. Une personne qui s'exprime très bien, qui explique clairement ses idées et une personne très humble et grandement sympathique.

Je souhaite remercier mon titulaire de recherche, Monsieur Charles-Philippe David. Je vous remercie de m'avoir donné la chance d'étudier la politique de sécurité australienne. Ce sujet n'est pas très populaire et vous avez quand même accepté d'être mon superviseur durant ce projet. Grâce à vous, j'ai remis les pieds en Australie et j'ai découvert une nouvelle passion, soit l'étude de leur politique. J'ai grandement apprécié toutes vos suggestions et remarques et je crois qu'elles m'ont permis de devenir une meilleure étudiante.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	P.Vii
INTRODUCTION	P.1
CHAPITRE 1- PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ AUSTRALIENNE APRÈS LA GUERRE FROID	P.25
A- La politique de sécurité australienne avant 1996	P.25
1.1 1994-1996 Période de crise entre la Chine et l’Australie	P.25
1.1.1 Le développement de l’ARF dans le but de favoriser la coopération régionale	P.27
1.1.2 Le cauchemar australien, un conflit entre la Chine et Taiwan	P.30
1.2 1991-1996 L’Indonésie surpasse les États-Unis dans l’ordre d’importance des alliés dans les politiques de sécurité australiennes	P.31
1.2.1 L’origine de la politique de sécurité australienne en place envers le Timor Oriental et l’Indonésie	P.31
1.2.2 L’accord sur le maintien de la sécurité entre l’Australie et l’Indonésie signé en 1995.....	P.34
1.2.3 La situation des droits humains en Indonésie et en Chine : objet de compromis entre l’Australie et les États-Unis.....	P.36
B- La politique de sécurité australienne de 1996-2000	P.38
2.1 1996-2000 Lente amélioration dans la relation entre l’Australie et la Chine.....	P.38
2.1.1 Première phase l’année 1996 marquée par la divergence d’intérêts entre les deux pays.....	P.38
2.1.2 1997-2000 période d’amélioration de la relation entre la Chine et l’Australie.....	P.40

2.2 L'Australie et l'Indonésie, les relations deviennent tumultueuses à partir de 1997.....	P.41
2.2.1 L'influence américaine contrecarre l'engagement australien dans la région de l'Asie Pacifique	P.41
2.2.2 1997-1998 l'amorce du changement de politique de sécurité australienne envers l'Indonésie.....	P.43
2.2.3 1999 l'effet dévastateur du référendum du Timor Oriental.....	P.44
2.3 1996-2000 Retour de l'importance américaine dans la relation de sécurité australienne.....	P.48
2.3.1 La déclaration de Sydney du 27 juillet 1996 permet le renforcement de l'Alliance.....	P.49
2.3.2 L'élection de George W. Bush intensifie la relation entre l'Australie et les Etats-Unis.....	P.50
C- La politique de sécurité australienne de 2001-2007.....	P.52
3.1 Le faible impact du 11 septembre 2001 sur la relation australienne entretenue avec l'Asie.....	P.52
3.1.1 La relation entre l'Australie et l'Indonésie reste mouvementée.....	P.52
3.1.2 L'Australie et la Chine, une relation en amélioration constante.....	P.54
3.2 Le renforcement notable du 11 septembre 2001 et l'effet démultiplicateur de Bali sur la relation avec les Etats-Unis.....	P.56
3.2.1 Les effets de la l'engagement australien à la guerre contre le terrorisme.....	P.56
3.2.2 La participation australienne contestée à la guerre en Irak.....	P.58

CHAPITRE 2- LES CAUSES DE LA RUPTURE DE 1996 DANS LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ AUSTRALIENNE..	P.63
A- L’’influence du facteur décisionnel sur les causes internes de la rupture de 1996.....	P.63
4.1 Vision du monde opposée des deux décideurs.....	P.63
4.1.1 La vision de Paul Keating, « Régionaliste », multilatéraliste et la défense continentale.....	P.67
4.1.2 La vision de John Howard, « Allianciste », bilatéraliste et la « forward défense ».....	P.69
4.2 L’influence du changement du personnel politique sur la formulation de politiques de sécurité.....	P.76
4.2.1 L’impact de l’homogénéité du Cabinet de Howard.....	P.76
4.2.2 La disparition de l’influence internationaliste de Gareth Evans et de la croyance dans les organisations internationales	P.80
B- L’influence du facteur régional sur les causes externes de la rupture de 1996	P.83
5.1 Accentuation de la prédominance américaine sur l’agenda régional australien concernant la politique de sécurité dès 1996.....	P.84
5.1.1 La réaction pro américaine de John Howard face à la crise opposant Taiwan à la Chine de 1996.....	P.85
5.1.2 L’influence de la position américaine lors de la crise régionale des îles Salomon.....	P.85
5.2 D’une perception positive à négative de l’Australie dans la sphère asiatique.....	P.87
5.2.1 L’influence du phénomène de Pauline Hanson sur la sphère asiatique.....	P.89
5.2.2 La crise du Timor Oriental.....	P.94
5.2.3 Les attentats de Bali en 2002.....	P.97
CONCLUSION.....	P100
BIBLIOGRAPHIE.....	P116

RÉSUMÉ

La problématique de ce mémoire interroge la façon dont l'Australie a redéfini ses menaces et son identité depuis la fin de la guerre froide. Depuis la fin de la guerre froide, peut-on parler de rupture dans les relations de sécurité australienne et si oui, quand se produit-elle et comment l'expliquer? Telle est la question de ce mémoire. Concernant la période donnée, deux pistes de recherche sont selon nous, plausibles. La première piste de recherche est que ce sont les attentats du 11 septembre qui sont l'événement déclencheur de cette rupture. La deuxième hypothèse soutient que la rupture date plutôt de 1996. Dans ce mémoire, c'est cette hypothèse qui sera étudiée. L'invalidité de la première hypothèse sera démontrée dans l'introduction. Depuis la fin de la guerre froide, il est possible d'observer une rupture dans la politique de sécurité australienne. La rupture a lieu en 1996 lors de l'élection de John Howard. Nous avons choisi d'illustrer cette rupture en démontrant le changement de politique qui survient lors de l'alternance du gouvernement en étudiant précisément les relations de sécurité entre l'Australie et l'Indonésie, la Chine et les États-Unis. Ce mémoire, dans sa première partie le chapitre 1, présente la politique de sécurité australienne depuis la fin de la guerre froide. Ensuite, dans sa deuxième partie chapitre 2, il explique la rupture de 1996 à l'aide de nos outils conceptuels, le facteur décisionnel et le facteur régional. Concernant le facteur décisionnel, nous croyons que l'approche perceptuelle s'est ainsi imposée pour expliquer les causes internes de la rupture de 1996, car elle permet de reconstituer l'univers des décideurs. La clé pour comprendre les agissements d'un État réside dans la perception des chefs d'États. Aussi l'influence du changement de personnel politique sur la formulation de la politique de sécurité est un facteur utilisé dans notre explication de cette rupture. Le Cabinet est un élément important, puisque le Premier ministre est à sa tête et décide de l'agenda et des sujets de discussions. Ensuite, nous avons utilisé le facteur régional dans ce deuxième chapitre pour expliquer les causes externes de cette rupture. L'accentuation de la prédominance américaine sur l'agenda de sécurité, ainsi que le changement de la perception australienne dans la sphère asiatique ont été des concepts utilisés pour expliquer les causes externes de cette rupture.

Mots clés : Politique de sécurité, Australie, 11 septembre 2001, Chine, États-Unis, Indonésie, régionalisme, alliancisme, John Howard, Paul Keating, alternance politique.

Introduction

En 1790, l'Australie, pays de l'hémisphère sud qui couvre la plus grande île du continent océanien, est colonisé. L'Angleterre revendique officiellement la moitié orientale de l'île. Le pays est habité par une peur provenant du fait qu'il est perçu comme une enclave occidentale isolée dans un environnement géopolitique différent et menaçant¹. Historiquement, l'Australie perçoit souvent son environnement international comme une menace. Cette situation implique que le pays se tourne vers l'Occident, où sont situés ses alliés, l'Angleterre et les États-Unis, afin d'obtenir une certaine protection².

Historique de la relation en dent de scie de l'Australie envers ses alliés

En 1908, lorsque le Premier ministre Alfred Deakin (en fonction de 1903 à 1910) permet à une flotte américaine d'accoster dans un port australien, celui-ci laisse présager l'existence d'une relation de confiance entre les deux pays. Toutefois, il faut attendre le 18 mai 1942, date où le Premier ministre Robert Menzies (en fonction de 1939 à 1941 et entre 1944 à 1966) livre un discours dans lequel il explique que la Grande-Bretagne ne peut plus soutenir les Australiens : « When Japan struck, she struck at the point she chose. Ships could not be sent from Atlantic or troops from Britain. With Malaya going and Russia asking for planes, Britain ... was incapable of sending help to Australia »³. L'Australie devient une responsabilité exclusive des États-Unis, c'est-à-dire que les Américains prennent la place des Anglais en ce qui a trait à la défense face aux Japonais⁴. Menacé par l'Asie, abandonné par les

¹ Olivier Leblanc, *La politique étrangère de l'Australie et le cas de l'intervention au Timor-Oriental en 1999 dans le cadre de l'INTERFET*, Mémoire : UQAM, 2004, p.5.

² Derek McDougall, *Australian Foreign Relations*, Melbourne: Addison Wesley Longman, 1998, p.3.

³ Ravindra Varma, *Australia and Southeast Asia: the crystallization of a relationship*, New Delhi : Abhinav Publications, 1974, p.48.

⁴ Ravindra Varma, *Australia and Southeast Asia: the crystallization of a relationship*, *Op.Cit.*, p.51.

Européens, le continent australien se tourne vers les États-Unis afin d'obtenir son soutien⁵.

Pendant la période du 4 au 8 mai 1942, les Américains portent secours aux Australiens dans la bataille de la mer de Corail. Des avions basés dans le Queensland découvrent la flotte japonaise à Tulagi, dans les îles Salomons. Pour la première fois depuis Pearl Harbor, le Japon subit une défaite : vingt bateaux japonais contre trois américains coulent.⁶ Ce conflit démontre qu'une alliance solide est née entre l'Australie et les États-Unis. L'alliance avec les États-Unis entre les années 1950-1960 offre à l'Australie une nouvelle conception de la sphère internationale, celle de l'Ouest versus l'Est. Selon cette structure les grandes puissances occidentales sont constituées en autres des États-Unis, de l'Angleterre, du Canada et du Japon. De leur côté, les puissances orientales communistes sont constituées de l'Union Soviétique et de la Chine. Une structure dans laquelle la menace est représentée par le communisme.⁷ Pendant cette campagne menée contre le communisme, l'ANZUS⁸

⁵ Ravindra Varma, *Australia and Southeast Asia: the crystallization of a relationship*, *Op. Cit.*, p.47.

⁶ G.W Warnecke, "Suetsugu's Fence-Key to Pacific Strategy", *Pacific Affair*, Vol. 15, no.4, (1942), p.442.

⁷ Gary Smith, Dave Cox et Scott Burchill, *Australia in the world: an introduction to Australia Foreign Policy*, Melbourne: Oxford University Press, 1996, p.80.

⁸ L'ANZUS est une alliance de sécurité avec les États-Unis qui date de 1951 où il y a signature du traité de Australie-Nouvelle-Zélande-États-Unis (ANZUS). Ce sont Percy Spender et Allan Watt, selon Coral Bell, les principaux architectes de l'ANZUS et non pas Menzies comme plusieurs auteurs citent. Percy Spender voulait une alliance similaire à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contenant l'article V qui amène les membres à reconnaître qu'une attaque contre un des membres est une attaque contre tous les membres.⁸ Malheureusement cette idée fut rejetée par les États-Unis et l'ANZUS contraint les membres à prendre des actions dans la région du Pacifique seulement. Pour les australiens, l'ANZUS est un arrangement qui lie l'Australie au monde occidental (incarnée par les États-Unis) et l'ANZUS permet la contribution australienne à la campagne contre le monde communiste. Pour en savoir plus sur cette alliance de sécurité, nous conseillons les ouvrages suivants : Cheeseman, Graeme et Robert Bruce. *Discourses of danger & dread frontiers : Australian defence and security thinking after the Cold War*. Canberra : Allen & Unwin in association with the Department of International Relations and the Peace Research Centre, 1996, 317p. Bercovitch, Jacob. *ANZUS in*

est signée en 1951. Cette perception de l'Asie, comme source de menace, existe depuis longtemps et son apogée date de la période émergente du communisme⁹. La Chine est d'ailleurs considéré un adversaire de l'Australie jusqu'à ce que le président Nixon proclame la fin de la guerre froide avec ce pays en 1972.

Coral Bell, universitaire et partisan de l'alliance occidentale, qualifie la période des années 1960 de dépendance australienne. Par exemple, lorsqu'en février 1962, le département d'État américain invite l'Australie à s'engager dans la guerre au Vietnam en envoyant des instructeurs d'aviation sur place, en mars, l'Australie répond favorablement à cette demande¹⁰. En 1964, le Premier ministre Menzies introduit la conscription militaire pour les opérations en dehors du continent australien. Le 29 avril 1965 les premières troupes australiennes de combat sont envoyées au Vietnam¹¹. Le niveau des troupes est augmenté en trois étapes : le 8 mars 1966, il y a 4500 hommes, le 20 décembre 1966 il y a 6300 hommes et finalement le 17 octobre il y a 8000 hommes au Vietnam¹².

Ensuite, les élections de 1966 sont menées sur le thème de la conscription et de la guerre. Harold Holt(en fonction de 1966 à 1967) succède à Robert Menzies et il annonce, le 29 juin 1966, que l'Australie ira jusqu'au bout avec Lyndon B Johnson¹³.

crisis: alliance management in international affairs. Basingstoke : Macmillan, 1988, 267p. Bell, Coral. *Dependent Ally: A Study in Australia Foreign Policy*. St-Leonard: Allen & Unwin Australia Pty Ltd, 1984, 196p.

⁹ Derek McDougall, *Australian Foreign Relations*, Melbourne: Addison Wesley Longman, 1998, p.7.

¹⁰ Norman Harper, *A great and powerful friend: a study of Australian American relations between 1900-1975*, St-Lucia: University of Queensland Press, 1987, p.315.

¹¹ Norman Harper, *A great and powerful friend: a study of Australian American relations between 1900-1975*, *Op. Cit.*, p.318.

¹² Glen Barclay, *Friends in high places: Australian-American diplomatic relations since 1945*, Melbourne: Oxford University Press, 1985, p.319.

Le Président Johnson se présente ensuite en Australie pour une courte visite du 20 octobre 1966 au 23 octobre. Durant ce voyage, le président insiste pour que l'Australie se tienne à leur côtés et le Premier ministre Holt lui répond par l'affirmative : « I want to assure my visitor that I saw our destiny being linked together for as long as our two countries survive »¹⁴. En plus de l'ANZUS et de la participation australienne à la guerre du Vietnam, il existe en sol australien trois sites d'installation militaire américaine. En 1967, North West Cape est construit et se spécialise dans la transmission des communications entre les sous-marins américains dans les océans Pacifique et Indien¹⁵. En 1969, Pine Gap est construit et se spécialise dans la reconnaissance des informations satellites américaines et en 1970, c'est au tour de Nurrungar d'être construit¹⁶. Ces installations ont pour but d'assurer que les États-Unis puissent répondre à une attaque nucléaire rapidement en cas de menace. Sachant que leur présence en sol australien représente une source de menace potentielle à la sécurité et que le gouvernement accepte le risque, ces installations représentent donc la plus grande contribution de l'Australie à l'alliance. En échange de ce risque, les États-Unis fournissent la technologie et l'aide militaire nécessaires pour protéger l'Australie¹⁷.

La doctrine Nixon élaborée à Guam en juillet 1969 est le point de rupture durant cette période de la relation australo américaine. Cette doctrine promet une

¹³ Colin A. Hughes, *Mr. Prime Minister: Australian Prime Ministers, 1901-1972.*, Melbourne: Oxford University Press, 1976. p.168.

¹⁴ Glen Barclay, *Friends in high places: Australian-American diplomatic relations since 1945*, Op. Cit., p.153.

¹⁵ Derek McDougall, *Australian Foreign Relations, Op. Cit.*, p.53.

¹⁶ Derek McDougall, *Ibid*, p.53.

¹⁷ Desmond Ball, *The US-Australian Alliance: History and prospects, Working paper no 330*, Canberra: Strategic and Defence Studies centre, Australia National University, 1999, p.1.

présence américaine moins importante en Asie. « No More Vietnam »¹⁸ c'est-à-dire que le Président Nixon veut s'assurer qu'il n'y aura plus de gros débarquements de militaires en sol asiatique. L'opinion publique américaine soutient cette vision d'une diminution du budget de la défense ainsi qu'une réduction des effectifs militaires à l'étranger, particulièrement en Asie¹⁹. La logique de la doctrine est d'encourager les leaders d'Asie à veiller sur leur propre sécurité²⁰. Il est certain que les États-Unis vont continuer de défendre des pays comme la Corée du Sud où la frontière les sépare d'un pays communiste²¹. Ces pays sont plus à risque que d'autres mais le mot d'ordre est de prendre ses responsabilités et de devenir plus indépendants face à la grande nation américaine. Lors d'un discours, Nixon précise sa pensée : "We cannot expect United States military forces to cope with the entire spectrum of threats facing allies or potential allies throughout the world"²² c'est-à-dire qu'il ne faut pas s'attendre à ce que les États-Unis puissent protéger tous leurs alliés de leurs problèmes. Vers la fin de 1969, environ 60 000 soldats américains se retirent du Vietnam et en 1973, leur départ du Vietnam sera définitif.

En 1971, le gouvernement australien reconnaît que le pays doit aspirer à ses propres intérêts sécuritaires par des efforts individuels²³. Le rapprochement entre la Chine et les États-Unis, avec la visite de Nixon 1972, donne l'occasion à l'Australie de développer une politique de sécurité qui favorise les interactions avec la région de

¹⁸ J.L.S. Girling., « The Guam Doctrine », *International Affairs*, Vol.46, No. 1,(Jan 1970), p.48.

¹⁹ Earl C Ravenal, *Large-scale foreign policy change: the Nixon doctrine as history*, Berkeley : Institute of International Studies, University of California, c1989, p.17.

²⁰ J.L.S. Girling., « The Guam Doctrine », *Op.Cit.*, p.57.

²¹ Ibid. p.53.

²² Earl C. Ravenal, *Large-scale foreign policy change: the Nixon doctrine as history*, *Op. Cit.*, p.17.

²³ Hawke, Allan, "Australian's defence policy: From dependence to independence in our strategy" Royal United Service Institutes of Brisbane, June 21 2000 (En ligne) à l'adresse suivante: <http://www.defence.gov.au/media/2000/210600.doc> (page consultée le 15 juillet 2007).

l'Asie Pacifique²⁴. Durant cette décennie, se produit une révolution dans la politique de défense australienne où on passe de la dépendance envers les États-Unis à une attitude plus indépendante²⁵. Pendant cette période, on reconnaît que l'Australie doit se concentrer sur sa région. Cette idée qu'une alliance avec les États-Unis va protéger le pays n'est plus appropriée²⁶. On note dans le Livre Blanc de 1976, que l'Australie est près de se retrouver seule et qu'il est important de se souvenir que les États-Unis, fidèles alliés, sont plusieurs autres intérêts et obligations²⁷. Le Premier ministre Whitlam (en fonction de 1972 à 1975) favorise la région de l'Asie Pacifique en négociant des accords, par exemple avec la Russie et la Corée du Nord, causant de la frustration de la part du gouvernement américain. Cette période constitue, selon Coral Bell, la période la plus tendue entre Washington et Canberra²⁸. L'ANZUS n'est pas remise en question. Cependant Washington a toutes les raisons d'espérer un retour de la Coalition du Parti Libéral et du Parti National au pouvoir, un vœu exaucé avec l'élection de Malcolm Fraser en 1975²⁹. Pendant cette période sous l'administration de Fraser (en fonction de 1975 à 1983), la relation entre les deux pays alliés se remet complètement de l'influence du Premier ministre précédent³⁰.

²⁴ Derek McDougall, *Australian Foreign Relation, Op. Cit.*, p.51.

²⁵ Paul Dibb, "Self-reliance defence of Australia: The history of an Idea". *Strategic and Defense Study Center*, (En ligne), http://rspas.anu.edu.au/papers/sdsc/Anniversary_paper_Dibb.pdf (consultée le 13 juillet 2007).

²⁶ Derek McDougall, *Australian Foreign Relations, Op. Cit.*, p.136.

²⁷ Richard Brabin-Smith., *Australia's International Defence Relationships with the United States, Indonesia and New Zealand Strategic and Defense Study Center* Disponible, (En ligne) http://rspas.anu.edu.au/papers/sdsc/wp/wp_sdsc_400.pdf (page consultée le 25 juillet 2007).

²⁸ Coral Bell. *A world out of balance: American ascendancy & international politics in the 21st century*, Double Bay: Longueville Media, 2003, p.97.

²⁹ Glen Barclay, *Friends in high places: Australian-American diplomatic relations since 1945*, Melbourne: Oxford University Press, 1985, p.26.

³⁰ Coral Bell, *A world out of balance: American ascendancy & international politics in the 21st century, Op. Cit.*, p.145.

Le gouvernement de Hawke est élu en 1983 avec l'idée de donner priorité à la région de l'Asie Pacifique dans la conduite de la politique étrangère. Le slogan des premiers ministres Hawke (en fonction de 1983 à 1991) et Keating (en fonction de 1991 à 1996), explique que c'est dans sa propre région que l'Australie peut construire son avenir³¹. Selon Hugh White, sous l'administration de John Howard (1996-2007), l'Australie se réaligne complètement avec les États-Unis et se distance quelque peu de l'Asie³². Paul Keating a engagé l'Australie dans une relation tellement intime avec la région de l'Asie Pacifique, que John Howard n'avait d'autre choix que d'adopter une position plus distante³³.

La proximité de l'Asie ainsi que les liens entre l'Europe et les États-Unis sont deux facteurs qui influencent l'évolution de l'Australie en tant que nation³⁴. Ce bref aperçu de la politique de sécurité australienne permet d'illustrer cette relation en dent de scie. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Australie passe d'une grande dépendance envers ses alliés occidentaux à des périodes d'indépendance marquée où elle semble en grande coopération avec sa région de l'Asie Pacifique. Selon Olivier Leblanc, il existe deux types de Premier ministre, les « régionalistes » et les « alliancistes »³⁵. Il les décrit ainsi : « Les premiers priorisent la consolidation d'un espace géographique dans lequel l'Australie doit occuper sa place naturelle et

³¹ Hugh White, "Australia-U.S Relations Mr. Howard Goes to Washington: The U.S. and Australia in the Age of Terror", The center for Strategic and International studies, (Juillet 2003), p.138.

³² Hugh White, "Australia-U.S Relations Mr. Howard Goes to Washington: The U.S. and Australia in the Age of Terror", *Op. Cit.*, p.137.

³³ *Ibid.* p.138.

³⁴ Bruce Vaughn, "Australia s Strategic Identity Post-September 11 in context: Implication for the war against terror in Southeast Asia", *Contemporary Southeast Asia*. No.1,(2004), p.104.

³⁵ Olivier Leblanc, *La politique étrangère de l'Australie et le cas de l'intervention au Timor-Oriental en 1999 dans le cadre de l'INTERFET*, *Op. Cit.*, p.10.

s'engager dans un processus d'asianisation. Les seconds privilégient la revitalisation et la consolidation de l'alliance avec les États-Unis. ».³⁶ Ces deux types de Premier ministre reflètent bien la nature du débat australien.

La nature du débat ; quelle est la priorité que l'Australie doit accorder à sa région?

Les premiers ministres Ben Chifley, Gough Whitlam, Bob Hawke et Paul Keating font partie de la première catégorie tandis que les premiers ministres Robert Menzies, Harold Holt, John Gorton, Malcolm Fraser et John Howard font partie de la seconde catégorie. Les gens qui croient que l'Australie doit choisir entre les États-Unis et sa région alimentent un mythe³⁷. Le débat n'est pas de déterminer si l'Australie doit décider de devenir asiatique, parce que les Australiens ne sont évidemment pas asiatiques³⁸, mais plutôt dans sa façon de prioriser sa région. Les propos de monsieur Ian McLachlan, ministre de la Défense de 1996 à 1998, illustrent bien la nature du débat : « We are not asian ... but we are part of Asia »³⁹. Certains auteurs croient que la politique de sécurité australienne doit prioriser la région et d'autres croient que la géographie importe peu et que la sécurité australienne doit inclure les alliances occidentales⁴⁰.

³⁶ Olivier Leblanc, *La politique étrangère de l'Australie et le cas de l'intervention au Timor-Oriental en 1999 dans le cadre de l'INTERFET*. Op.Cit., p.11.

³⁷ William Tow, *Australian-American relations: Looking toward the next century*, South Yarra: Macmillan Education Australia Pty Ltd., 1998, p.27.

³⁸ Richard Higgott et J.L. Richardson, *International relations: global and Australian perspectives on an evolving discipline*, Canberra: Dept. of International Relations, Australian National University, c1991, p.336.

³⁹ Graeme Dobell, *Australia finds home: the choices and chances of an Asia Pacific journey*, Sydney: ABC Books for the Australian Broadcasting Corporation, 2000, p.257.

⁴⁰ William Tow, *Changing Utterly?, Australian International policy in an uncertain age*, Sydney: Lowy Institute for International Policy, 2004, p.42.

Hugh White, un auteur aux croyances régionalistes, pense que les intérêts sécuritaires doivent prendre plus de place. Selon lui, les capacités militaires sont en meilleure position pour favoriser les intérêts sécuritaires australiens dans la région de l'Asie Pacifique⁴¹. Gareth Evans, ancien ministre des Affaires étrangères (en fonction de 1988 à 1996), partage aussi son avis. La région de l'Asie Pacifique est l'endroit où les Australiens doivent vivre, survivre stratégiquement et économiquement. La région est aussi l'endroit où ils doivent trouver leur place et leur rôle si l'Australie souhaite développer son plein potentiel en tant que nation⁴². La politique de sécurité australienne, sous l'influence de Gareth Evans, est passée d'une sécurité australienne visée à l'intérieur de la région à une sécurité avec l'aide de la région⁴³. Ce désir de la part des leaders de situer la région australienne dans la politique de sécurité existe depuis longtemps. Cependant certains auteurs observent que le moment où l'Australie passe d'une situation de coopération avec la région de l'Asie Pacifique à partie intégrante de cette région date de l'administration de Hawke et de celle de Keating⁴⁴.

L'approche de John Howard s'oppose à celle de ses prédécesseurs. Il croit que l'Australie peut être confortable avec sa culture et peut se développer sans avoir à se refaire une nouvelle identité. L'Australie ne concentre pas tous ses efforts dans la même région, elle favorise aussi plusieurs différents types d'échanges avec sa région

⁴¹ William Tow, *Changing Utterly? Australian International policy in an uncertain age*, *Op.Cit.*, p.42.

⁴² Traduction libre des propos de Gareth Evans: " Our future lies in Asia Pacific region. This is where we live, must survive strategically and economically and find a place and role if we are to develop our full potential as a nation" dans Garry Smith, Dave Cox et Scott Burchill, *Australia in the world: an introduction to Australian Foreign Policy*, Melbourne: Oxford University Press, 1996, p.78.

⁴³ Garry Smith, Dave Cox et Scott Burchill, *Australia in the world: an introduction to Australian Foreign Policy*, *Op.Cit.*, p.146.

⁴⁴ Graeme Dobell, *Australia finds home: the choices and chances of an Asia Pacific journey*, *Op. Cit.*, p.10.

et développe des liens économiques avec d'autres pays⁴⁵. Dès l'arrivée de la Coalition au pouvoir dirigée par John Howard en 1996, l'Australie s'empresse de dire qu'elle ne s'excuse pas de ces liens historiques avec l'Occident. En mars 1996, Howard fait clairement savoir qu'il souhaite renforcer la relation avec les États-Unis parce que, selon lui, elle a été négligée⁴⁶. Cette pensée est partagée par plusieurs auteurs qui croient que ce sont les États-Unis, l'Angleterre et le Commonwealth qui constituent l'appartenance australienne. Ils conçoivent l'identité australienne en terme d'alliance et ne tiennent pas compte de la situation géographique du pays⁴⁷.

Le défi de la politique de sécurité australienne, devenir médiateur entre les grandes puissances

Pour Paul Dibb, savoir bien gérer sa relation avec les États-Unis avec l'émergence de la Chine sur la scène internationale est le plus grand défi de la diplomatie australienne pour les prochaines années⁴⁸. Depuis la fin de la guerre froide, une des grandes question, selon Dibb, est de savoir quand la position australienne va-t-elle différer de la position américaine et quelle sera la place accordée à la position asiatique. Face à cette situation, l'Australie doit poursuivre ses intérêts dans la région de l'Asie Pacifique sans toutefois négliger sa relation avec les États-Unis. L'Australie se considère comme étant un pays d'influence moyenne et son intérêt national en terme de sécurité doit trouver un équilibre entre la puissance chinoise et la puissance américaine. Il est nécessaire de maximiser les efforts australiens afin d'influencer le développement d'une relation saine entre la Chine et

⁴⁵ Derek McDougall, *Australian Foreign Relations, Op. Cit.*, p.141.

⁴⁶ William Tow, *Australian-American relations: Looking toward the next century*, South Yarra: Macmillan Education Australia Pty Ltd., 1998, p.171.

⁴⁷ Graeme Dobell. *Australia finds home: the choices and chances of an Asia Pacific journey, Op. Cit.*, p.51.

⁴⁸ Paul Dibb, "Australia's Alliance with America", *Melbourne Asia Policy Papers*, Vol. 1, No. 1,(mars 2003), p.1.

les États-Unis.⁴⁹ Il faut minimiser les chances que le cauchemar australien, incarné par un conflit entre la Chine et Taiwan, se produise. L'Australie ne souhaite aucunement prendre position entre les deux grands pouvoirs régionaux respectifs, les États-Unis et la Chine. L'Australie doit éviter de devenir le « deputy sheriff des États-Unis »⁵⁰, le pays doit éviter de se mêler aux disputes de son allié dans sa région de l'Asie Pacifique⁵¹. Le pays doit plutôt jouer un rôle de médiateur entre ces grandes puissances afin d'arriver à promouvoir ses intérêts⁵².

Les impacts de la fin de la guerre froide sur l'identité et la menace australienne

En 1993, Paul Dibb affirme que la fin de la guerre froide a pour conséquence d'enrayer le consensus automatique entre les divers membres influents de l'alliance occidentale⁵³. Selon lui, la relation entre les États-Unis et l'Australie est en processus de changement et de redéfinition⁵⁴. Par exemple, depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis voient dans la région instable du Pacifique, où des conflits sévissent aux îles Fiji, aux îles Salomon et en Papouasie Nouvelle Guinée, une responsabilité de l'Australie à s'engager au maintien de l'ordre⁵⁵.

⁴⁹ William Tow. *Changing Utterly? Op. Cit.*, p.63.

⁵⁰ Expression qui fait référence aux propos de John Howard tiré dans le journal *The Bulletin* le 27 septembre 1999 où l'Australie est décrite comme étant la police régionale des États-Unis.

⁵¹ Mike Smith, *Australia's national security into the Twenty-First century: Rethinking strategic direction*, Canberra: Strategic Defence Studies Centre, Australia National University, 1997, p.19.

⁵² Chengxin Pan, "Neoconservatism, US-China conflict, and Australia's great and powerful friends dilemma", *The Pacific Review*, Vol.19, No 4, (décembre 2006), p.443.

⁵³ Paul Dibb, *The Future of Australia Defence relationship with the USA*, Sydney: The Australian Centre for American Studies, 1993, p.1.

⁵⁴ Ibid. p.2.

⁵⁵ Derek McDougall, "Australia and Asia-Pacific Security Regionalism: From Hawke and Keating to Howard", *Contemporary Southeast Asia*, Vol.23, No.1, (2001), p.10.

L'Australie, alliée très dépendante, voit en la fin de la guerre froide un bouleversement qui provoque l'isolement stratégique du pays⁵⁶. Stephen Walt a expliqué que les alliances se détériorent et cessent d'exister pour plusieurs raisons, dont un changement dans l'identité ou dans la nature de la menace à l'origine de l'association entre les pays⁵⁷.

La situation dans la région de l'Asie Pacifique, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, est marquée par la peur d'un renouveau militarisme japonais. La peur de la prise de pouvoir d'un parti communiste existe aussi dans la région. Cette peur de la région immédiate explique en grande partie les origines de l'association australienne avec les pays occidentaux. Maintenant qu'il n'y a plus de conflits entre l'Est et l'Ouest, l'Australie doit redéfinir ses menaces et son identité par rapport à sa région de l'Asie Pacifique. Cette situation d'après guerre froide nous amène à notre question de recherche. **Depuis la fin de la guerre froide, peut-on parler de rupture dans les relations de sécurité australienne et si oui, quand se produit-elle et comment l'expliquer?**

Concernant la période donnée, deux pistes de recherche sont selon nous, plausibles. La première piste de recherche est que ce sont les attentats du 11 septembre qui sont l'événement déclencheur de cette rupture. La deuxième hypothèse soutient que la rupture date plutôt de 1996. Dans ce mémoire, c'est cette hypothèse qui sera étudiée. L'invalidité de la première hypothèse sera démontrée dans cette introduction. Depuis la fin de la guerre froide, il est possible d'observer une rupture dans la politique de sécurité australienne. Ce mémoire, dans sa première partie le chapitre 1, présente la politique de sécurité australienne depuis la fin de la guerre

⁵⁶ Paul Dibb, *The Future of Australia Defence relationship with the USA*, *Op.Cit.*, p.71.

⁵⁷ Desmond Ball, *The US-Australian Alliance: History and prospects*, *Working paper No.330*. Canberra: Strategic and Defence Studies centre, Australia National University, 1999, p.22.

froide. Ensuite, dans sa deuxième partie chapitre 2, il explique la rupture de 1996 à l'aide de nos outils conceptuels, le facteur décisionnel et le facteur régional.

Dans le chapitre 1, lors de présentation de la politique de sécurité australienne, nous souhaitons démontrer la discontinuité qui existe entre les administrations de Paul Keating et de John Howard. Nous souhaitons aussi démontrer la continuité entre 1996 et 2001. Les politiques de sécurité australiennes avec la Chine, l'Indonésie et les États-Unis serviront d'exemples pour cette démonstration.

Dans le chapitre 2, nous utilisons le facteur décisionnel pour expliquer la rupture de 1996. Nous étudions les personnalités de John Howard et de Paul Keating afin d'expliquer l'importance de l'alternance politique dans cette rupture. L'impact de l'homogénéité du Cabinet de Howard et la disparition de l'influence internationaliste de Gareth Evans et de la croyance aux organisations internationales seront utilisés afin d'expliquer que le changement de personnel politique contribue à la rupture de 1996. Cette première partie du chapitre 2 a pour but d'expliquer les causes à l'interne de la rupture.

Ensuite, dans la deuxième partie de ce chapitre nous utilisons le facteur régional pour expliquer les causes externes de la rupture de 1996. Premièrement, nous souhaitons démontrer que la prédominance américaine sur l'agenda régional australien a contribué à cette rupture et, nous souhaitons expliquer d'où provient le changement de la perception australienne dans la sphère asiatique. Avant 1996, la perception de l'Asie était positive avec l'administration Keating dû à plusieurs facteurs dont sa priorité du « régionalisme » et sa bonne relation avec le Président indonésien Suharto. À partir de 1996, la perception devient négative due à la réaction australienne face à plusieurs crises dont l'effet Pauline Hanson, la crise du Timor Oriental et les attentats de Bali en 2002. Nous souhaitons démontrer à l'aide de ces trois crises que la perception négative est restée continue dans la presse asiatique

depuis 1996. Les réactions de John Howard face aux événements du 11 septembre et concernant la guerre contre le terrorisme n'ont fait qu'envenimer une situation qui était déjà négative.

Le 11 septembre 2001, rupture dans la politique de sécurité australienne

Examinons d'abord, l'impact des attentats du 11 septembre 2001 sur le système international. Cette date marque-t-elle une continuité ou une rupture dans les politiques internationales? Selon Francis Fukuyama, les événements du 11 septembre 2001 furent un « terrible carnage », mais ils ne constituèrent pas un moment significatif à long terme sur les relations internationales⁵⁸. Gareth, Evans, croit que les attentats du 11 septembre 2001 (9/11) ont fait une différence, mais pas une différence aussi énorme que plusieurs auteurs suggèrent⁵⁹.

De son côté John Ikenberry, auteur dans la revue *Foreign Affairs*, soutient que les changements depuis 9/11 sont plus profonds et dramatiques que ceux entraînés par la période d'après guerre froide entre 1989-1991⁶⁰. Colin Powell, ancien Secrétaire d'État, a aussi décrit 9/11 comme un événement marquant le début de la période qu'il qualifie « d'après après guerre froide ». Il existe un consensus entourant le fait que le monde après 9/11 est différent, mais les auteurs ne semblent pas s'entendre au sujet de l'importance de ce changement⁶¹. Qu'en est-il pour l'Australie?

⁵⁸ David Osborne, "The future ain't what it used to be", *The Independent Review*, 7 avril 2003, p.4.

⁵⁹ Marika Vicziany, David Wright-Neville et Pete Lentini, *Regional security in the Asia Pacific: 9/11 and after*, Cheltenham: Northampton, 2004, p.31.

⁶⁰ John Ikenberry, "Americas's Imperial Ambition", *Foreign Affairs*, Vol. 81, No.5,(Septembre-Octobre 2002), p.44.

⁶¹ Michael Cox, « American Power before and after 11 September: dizzy with success? », *International Affairs*, Vol.78, No.2, (2002), p.262.

Certains auteurs croient que, pour l'Australie, l'année 2001 représente le moment décisif où les relations de l'Australie avec le monde ont changé, passant de l'engagement et de l'ouverture à celles de fermeture et de surveillance pour des raisons de sécurité⁶². Pour Paul Dibb, depuis les attentats du 11 septembre 2001, la relation entre l'Australie et les États-Unis est devenue plus intense que pendant la guerre froide⁶³. Il écrit que depuis 1990, Canberra a perdu de l'importance aux yeux de Washington puisque la guerre froide est terminée. Le 11 septembre 2001 a permis à Canberra de regagner cette place de choix dans le cœur des Américains et il croit que l'Australie est devenue le deuxième allié le plus important après la Grande-Bretagne⁶⁴.

Selon Mark Beeson, lorsque les Américains ont déclaré la guerre contre le terrorisme, le premier pays à offrir un support maximum fut l'Australie, il ajoute : « The Australian policymakers were anxious to reestablish the country as America's most dependable ally »⁶⁵. Michael Horowitz va plus loin et dit que John Howard est devenu le confident clé de George Bush après les attentats du 11 septembre 2001⁶⁶. Ainsi depuis les attentats, combattre le terrorisme est devenue prioritaire dans l'agenda international⁶⁷. Lorsque le Président Bush déclare la guerre

⁶² Matt McDonald, "Construction Insecurity: Australia Security Discourse and Policy Post-2001", *International Relation*, Vol. 19, No3,(2005), p.297.

⁶³ Paul Dibb, "Australia's Alliance with America", *Op. Cit.*,p.1.

⁶⁴Ibid.p 9.

⁶⁵ Mark Beeson,"American Hegemony: the View from Australia", *SAIS Review*, Vol.23 (Été-Automne 2003), p.113.

⁶⁶ Michael. Horowitz, "Don't take Canberra for Granted: the Future of the US-Australian Alliance". *Foreign Policy Research Institute*. (Été 2004), p.466.

⁶⁷ Derek McDougall et Peter Shearman, *Australian Security after 9/11*, Aldershot: Ashgate, 2006, p.105.

aux terroristes, Al Qaeda, associé au régime Taliban en Afghanistan, devient la première cible⁶⁸.

Le 11 septembre, John Howard est présent à Washington pour célébrer les cinquante années de l'établissement du traité de l'ANZUS. Les attaques du 11 septembre, représentent pour le Premier ministre une attaque contre le droit des Australiens, spécialement les jeunes adultes, de pouvoir se déplacer et voyager dans leur vie quotidienne sans avoir peur et en se sentant libres⁶⁹. À son retour, il invoque l'article IV de l'ANZUS. Voilà un geste symbolique visant à démontrer aux États-Unis qu'en temps de besoin, l'Australie combat aux côtés de son ami⁷⁰. Cet article IV du traité de l'ANZUS spécifie que chaque partie reconnaît qu'une attaque armée dans le territoire Pacifique d'une des parties signataires peut être dangereuse pour la paix et la sécurité. Les parties déclarent qu'elles agiront pour combattre le danger en accord avec le processus constitutionnel⁷¹. L'article IV de l'ANZUS est aussi la première réponse de l'Australie dans le but de démontrer son soutien à la guerre contre le terrorisme.

Ensuite, le 17 octobre 2001, le gouvernement Howard autorise le déploiement de militaires en Afghanistan. La contribution de matériaux militaires australiens inclut quatre avions de chasse FA-18 et deux B707⁷². Ce soutien australien à la guerre contre le terrorisme n'est pas accordé seulement car le gouvernement croit aux

⁶⁸ Idem.

⁶⁹ Michael Wesley, "Perspectives on Australian foreign policy 2001", *Australian Journal of International Affairs*. Vol. 56, No.1(2002), p.60.

⁷⁰ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, the American Alliance*, Crows Nest: Allen and Unwin, 2005, p.73.

⁷¹ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, the American Alliance*, *Op. Cit.*, p.95.

⁷² Derek McDougall et Peter Shearman, *Australian Security after 9/11*, *Op. Cit.*, p.107.

objectifs de l'administration Bush, mais parce qu'il est nécessaire pour poursuivre l'alliance avec les États-Unis⁷³.

Le 11 septembre 2002, le Premier ministre Howard réitère son engagement à la guerre contre le terrorisme et, un mois plus tard, les attentats de Bali tuent quatre-vingt-huit Australiens.⁷⁴ Ces attentats démontrent que le terrorisme fait maintenant partie du quotidien australien. Les attaques sont une opération du groupe terroriste indonésien *Jemaah Islamiyah*, mais selon les services secrets australiens, Al Qaida a fourni de l'argent et de l'entraînement aux terroristes⁷⁵.

Selon le Livre Blanc sur le terrorisme, publié en 2004, il y aurait eu dix victimes australiennes dans les attentats du 11 septembre, quatre-vingt-huit victimes dans les attentats de Bali le 12 octobre 2002, une victime en Arabie Saoudite le 13 mai 2003, une victime en Turquie le 20 novembre 2003 et finalement une dernière victime le 1 mai 2004 en Arabie Saoudite⁷⁶. Depuis les attentats du 11 septembre, Oussama Ben Laden a mentionné six fois l'Australie. Le 12 novembre 2003, Ben Laden accuse l'Australie de ne pas avoir entendu ces avertissements concernant la guerre en Afghanistan et au Timor Oriental, il dit : « We warned Australia before not to join in the war in Afghanistan and its despicable effort to separate East Timor. It ignored the warning until it woke up to the sounds of explosion in Bali. It's

⁷³ Ibid. p.114.

⁷⁴ Hugh White, "Australia-U.S Relations Mr. Howard Goes to Washington: The U.S. and Australia in the Age of Terror", *Op. Cit.*, p143.

⁷⁵ White Paper on Terrorism "Transnational Terrorism: The Threat to Australia" Australian Government Department of Foreign Affairs and Trade. (En ligne), 29 mars 2004. p. 85. http://www.dfat.gov.au/publications/terrorism/transnational_terrorism.pdf (page consultée le 2 juillet 2007)

⁷⁶ Ibid. p.29.

government falsely claimed that they were not targeted”⁷⁷. Le 18 octobre 2003, il émet un avertissement à plusieurs pays dont l’Australie concernant leur rôle dans la guerre injuste qui a lieu en Irak, il dit : « We maintain our right to reply at the appropriate time and place to all the states that are taking part in this unjust war, particularly Britain, Spain, Australia, Japan, Poland and Italy »⁷⁸. Bref, selon plusieurs auteurs, l’Australie est victime de son engagement à la guerre contre le terrorisme.

La police, les agences de renseignements, la sécurité, les douanes australiennes, les forces de la défense nationale, l’immigration et les agences de transport sont tous des secteurs engagés dans la lutte contre le terrorisme⁷⁹. Depuis 2001, la coalition contre le terrorisme est à l’origine de plusieurs événements dont le changement de régime en Afghanistan, la capture de trois quart des membres du commandement senior d’Al Qaida, la capture de trois mille quatre cents terroristes dans plus de cent pays, le gel de deux cent quatre-vingt-cinq millions de dollars appartenant aux terroristes⁸⁰. Ces petits succès ont permis de mettre en place des mesures anti-terroristes rendant plus difficile des attaques comme celle de Bali ou du 11 septembre 2001.

Nous restons convaincus malgré ces événements que les attentats ne constituent pas une rupture dans la politique de sécurité australienne. Tout comme Hugh White, universitaire et membre de la chaire de recherche des études pacifiques et asiatiques (RSPAS), plusieurs auteurs croient que, pour l’Australie, cette date ne

⁷⁷ Ibid. p.83.

⁷⁸ White Paper on Terrorism “Transnational Terrorism: The Threat to Australia” (En ligne), *Op.Cit.*, p.83.

⁷⁹ Ibid. p.95.

⁸⁰ Ibid..p.93.

fait partie que d'une série de chocs engendrés par l'insécurité comme la crise financière asiatique de 1997, la chute de Suharto de 1998, la crise du Timor Oriental en 1999 et la crise du Tampa de 2001. Il sera argumenté dans le chapitre 1, qu'il y a continuité avec la politique de sécurité mise en place en 1996 par le gouvernement Howard. En étudiant les relations entre la Chine et l'Australie, nous présenterons qu'entre 1991-1996 il y a une période de crise entre les pays et que 1996 marque une amélioration entre les deux pays. La période de 2001-2007 représente pour la relation entretenue entre les deux pays une continuité. La même situation est observée dans la relation entre les États-Unis et l'Australie. La période de 1996-2000 représente un retour de l'importance de l'alliance américaine et les attentats du 11 septembre et ceux de Bali ne font que renforcer les politiques déjà mises en place.

1996, la rupture dans la politique de sécurité australienne

Nous souhaitons expliquer la rupture de 1996 avec l'utilisation du facteur décisionnel ainsi que du facteur régional. Dans le chapitre 2, nous présentons la vision du monde opposée des deux décideurs, Paul Keating et John Howard. Nous utilisons l'approche perceptuelle afin de comprendre la rupture de 1996. Cette approche privilégie l'idée que les décideurs adoptent le comportement le plus satisfaisant à leurs yeux compte tenu de la perception qu'il ont des circonstances entourant une situation de décision donnée⁸¹. Selon Alexander George, écrivain et universitaire, les relations entre les États sont conduites par la façon dont les leaders se voient entre eux ainsi que leur croyance au sujet de la nature des conflits dans le système international⁸². La représentation du monde de Paul Keating et de John Howard est constituée des valeurs et convictions qu'ils ont acquises. L'approche de Paul Keating est axée sur le développement d'une nouvelle identité australienne en tant que pays de l'Asie Pacifique tandis que l'approche de John Howard favorise

⁸¹ Charles Philippe David, *Au Sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis*, 2^e édition. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 17.

⁸² Alexander George, *On Foreign Policy*, Boulder: Paradigm Publishers, 2006, p. 55.

l'alliance avec les États-Unis et les pays occidentaux. Leur stratégie respective afin de promouvoir l'intérêt national est différente. Keating préfère le multilatéralisme dans sa gestion de la politique de sécurité avec les autres pays tandis que John Howard favorise les ententes bilatéralistes.

Aussi, à partir de 1996, nous observons une réorientation de la politique de sécurité australienne concernant la région de l'Asie Pacifique. Pendant l'ère de Paul Keating, il est beaucoup question de l'Indonésie ainsi que de la collaboration avec certains pays de l'Asie du Sud Est. Maintenant, nous observons un élargissement de l'intérêt stratégique régional vers l'Asie du Nord Est. Une plus grande attention est donnée à des pays comme la Chine et le Japon. Cet élargissement de l'intérêt régional s'explique par plusieurs tensions dans la région ainsi que par l'intérêt que lui accorde le gouvernement de John Howard.

Ensuite, nous croyons que le changement de personnel politique au sein des administrations contribue à son tour à l'explication de cette rupture. Gareth Evans, le ministre des Affaires étrangères sous Keating, et Alexander Downer, le ministre des Affaires étrangères sous Howard, ont des visions différentes de la gestion de la politique de sécurité. Par exemple, on observe qu'à partir de 1996, il y a disparition de l'influence internationaliste ainsi que de la croyance dans les organisations internationales dans la politique de sécurité australienne. Les deux ministres ont aussi un niveau d'influence différent avec le Premier ministre en place. John Howard se veut très contrôlant et son Cabinet est très homogène, une situation qui diffère de Paul Keating.

Dans le chapitre 2, nous souhaitons expliquer l'influence de la prédominance américaine sur l'agenda australien. Une influence grandissante dès 1996, dû en partie à l'ouverture de John Howard à l'alliance américaine. Par exemple, concernant l'éventuel conflit entre la Chine et l'île de Taiwan, l'Australie est fortement

encouragée à suivre la position américaine. Les États-Unis ont averti Canberra que, dans le cas d'un refus lors d'une demande américaine de support militaire si une intervention contre une invasion chinoise de Taiwan avait lieu, annoncerait la fin du traité ANZUS.⁸³ Par la suite il y a, dès 1996, une réévaluation du rôle des bases américaines en sol australien. Elle se solde par une intensification de la collaboration entre les Américains et les Australiens dans le domaine du renseignement. En résumé, la prédominance américaine est très présente et se fait sentir dans les stratégies choisies par John Howard concernant la politique de sécurité dès son élection.

Dès 1996, un changement s'effectue dans la sphère asiatique de la perception australienne. Sous l'administration de Paul Keating, cette perception est positive. Par exemple, en 1994, l'Australie participe à la création du forum régional de l'association des états de l'Asie du Sud Est (ASEAN). L'année suivante, il y a la signature d'une entente de sécurité avec l'Indonésie. L'entente formalise la relation bilatérale de sécurité qui s'est développée à cause des intérêts communs de l'Australie et de l'Indonésie dans leur région de l'Asie Pacifique⁸⁴. Elle permet à l'Australie de s'affirmer sur le plan régional et de se faire accepter par les autres voisins en se présentant en tant qu'alliée de l'Indonésie plutôt que son adversaire⁸⁵. Avec l'élection de John Howard, cette perception devient négative. La priorité de l'alliance américaine que projette l'administration en début de mandat provoque le rejet asiatique de la présence australienne à plusieurs forums et réunions concernant la région asiatique. Par la suite, en 1998, la lente réaction du gouvernement Howard

⁸³ William. Tow, "Sino-American relations and the 'Australian Factor: inflated expectations or discriminate engagement?'" , *Australian Journal of International Affairs*. Vol.59, no 4,(décembre 2005), p. 453.

⁸⁴ Gary Brown, Frank Frost et Stephen Sherlock, "The Australian-Indonesian Security Agreement - Issues and Implications", *Australia Parliamentary Library Research Paper 25 (1995-96)* Disponible (En ligne) <http://www.aph.gov.au/Library/Pubs/rp/1995-96/96rp25.htm> (page consultée le 27 juillet 2007) p. 4.

⁸⁵ Gary Brown, Frank Frost et Stephen Sherlock, "The Australian-Indonesian Security Agreement - Issues and Implications" *Op. Cit.*, p.14.

au phénomène hansonien vient envenimer les relations australiennes avec sa région, qui sont déjà en mauvaise posture. Pauline Hanson est élue en 1998, avec son parti *One Nation* aux élections dans le Queensland. Son agenda politique est constitué de politiques anti-mondialisation, de politiques protectionnistes, des politiques anti-aborigène ainsi qu'anti-immigration. Elle affirme dans plusieurs discours publics que l'Australie est en danger de se faire assimiler par les Asiatiques⁸⁶. Ces déclarations viennent confirmer que des politiques anti-asiatique et anti-aborigène persistent en Australie⁸⁷. L'impact négatif de la perception asiatique de l'Australie dû à cette crise ainsi que la crise du Timor Oriental et des attentats de Bali sera traité principalement dans le chapitre 2.

Néanmoins, nous sommes conscients que pour certains, le changement qu'a imposé Howard n'est pas tant une rupture qu'un retour à une vieille orientation de la politique étrangère, avant que les travaillistes ne prennent le pouvoir, et réorientent les priorités de l'Australie vers l'Asie. Ceux qui partagent cette opinion correspondent à la vision que la rupture est du côté des gouvernements travaillistes, et que le gouvernement de Howard, dans ce contexte a représentée une approche révisionniste.

Nous souhaitons répondre à cette critique en utilisant les propos de Firth qui affirme que les Australiens depuis des générations ne s'entendent pas sur la meilleure façon de rendre le pays sécuritaire⁸⁸. Il y a des thèmes familiers qui apparaissent et disparaissent dans les débats. Par exemple doit-on avoir une défense dépendante de

⁸⁶ Traduction libre: "She claimed Australia was in danger of being swamped by Asians" dans David Solomon, "Howard's Race," Sydney: HaperCollins Publishers Pty Limited, 2002, p. 188.

⁸⁷ Alison Broinowski, *About face: Asian accounts of Australia*, Melbourne: Scribe Publications, 2003, p. 177.

⁸⁸ Steward Firth. *Australia in International Politics: An Introduction to Australian Foreign Policy* 2nd edition . p. 174.

nos alliés ou plutôt une défense indépendante et aussi doit-on utiliser la défense continentale ou la « forward defence ». Graeme Dobell ajoute que le désir des leaders de localiser la région de l'Australie est un aussi un thème familier dans la politique de sécurité depuis 50 ans. Ainsi, nous sommes conscients en écrivant ce mémoire que la politique de John Howard ne représente pas une rupture fondamentale. Certaines idées ont apparu sous les Premiers ministres précédant Howard, cependant il s'agit d'une situation similaire à celle de Paul Keating. Derek McDougall disait : « Hawke and Keating governments gave some attention to the development of Asia-Pacific security regionalism as a means of strengthening the regional focus in Australia's security policies »⁸⁹. Donc, cette idée de localiser l'Australie dans sa région de l'Asie n'est pas née sous l'administration de Paul Keating. Elle est le prolongement de l'administration précédente. Le retour du régionalisme débute à l'élection de Hawke. Selon McDougall, c'est dans ce contexte que le régionalisme refait surface comme thème de la politique de sécurité australienne. Depuis plusieurs décennies, ce sont les mêmes thèmes qui reviennent dans les débats de la politique de sécurité australienne. Ainsi, dans les deux cas, les administrations n'amènent pas des idées révolutionnaires.

Cependant, nous croyons que l'administration Howard dans ses politiques de sécurité a entraîné la relation australienne américaine à un niveau jamais atteint et cela bien avant les attentats du 11 septembre. Voilà ce que ce mémoire souhaite démontrer. Howard a pris le contrôle du pays avec une idée, celle d'améliorer la relation avec les États-Unis. Cette décision a eu des répercussion sur les politique de sécurité entretenues entre l'Australie et la Chine, ainsi qu'entre l'Australie et l'Indonésie. L'idée de priorisée l'alliance est révisionniste, Robert Menzies ainsi que d'autres premiers ministres de la Coalition ont tenté de trouver des moyens pour y

⁸⁹ Derek McDougall. "Australia and Asia-Pacific Security Regionalism: From Hawke and Keating to Howard". *Contemporary Southeast Asia*, Vol.23, No.1 (2001),p.86.

arriver. Selon plusieurs auteurs, dont William Tow, John Howard est celui qui a été en mesure d'accomplir avec Washington, une relation très intime qu'aucune administration n'a pu réalisée. Suite aux attentats du 11 septembre, l'ANZUS sera évoquée pour la première fois, signe de cette intimité croissante. Bien sûr, l'intensification de la relation sera graduelle, mais elle date de 1996. C'est d'ailleurs un projet qu'il a fait en Mars 1996 en prenant le pouvoir : « I intend to reinvigorate australian security relationship with the USA »⁹⁰.

En résumé, l'objectif de ce mémoire est de démontrer la rupture de 1996 dans la politique de sécurité australienne. Le premier chapitre tentera de démontrer la situation et le deuxième chapitre apportera des facteurs qui visent l'explication de la rupture.

⁹⁰ Derek McDougall. "Australia and Asia-Pacific Security Regionalism: From Hawke and Keating to Howard". *Contemporary Southeast Asia*, Vol.23, No.1 (2001),p.90.

CHAPITRE I

LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ AUSTRALIENNE DANS LA PÉRIODE D'APRÈS GUERRE FROIDE

A La politique de sécurité australienne avant 1996

1.1 1991-1996, une relation pragmatique et incertaine entre la Chine et l'Australie

Les relations entre l'Australie et la Chine ont été marquées par une succession de haut et de bas. Avant l'accession au pouvoir de Paul Keating (1991-1996), l'Australie était dirigée par Bob Hawke. Celui-ci développe une relation privilégiée avec la Chine. Ce pays devient un partenaire économique majeur, bénéficiant d'une aide australienne au développement⁹¹. Cependant, la violente répression du mouvement pro démocratique de la place Tienanmen de juin 1989, implique l'interruption de la relation entretenue entre les deux pays. Ainsi l'imposition de diverses sanctions dont une interdiction des visites ministérielles australiennes en Chine sont des conséquences immédiates de juin 1989⁹². Par exemple, une visite du Premier ministre Hawke en sol chinois est annulée⁹³. Par contre, les sanctions ont peu de répercussions sur la relation économique entre les deux pays parce qu'elles sont appliquées dans le but de la maintenir intacte⁹⁴. En 1991, elles seront levées à

⁹¹ D Gopal, *Australia in the emerging global order*, Delhi: Shipra publications, 2002, p. 131.

⁹² D Gopal, *Australia in the emerging global order*, *Op. Cit.*, p.131.

⁹³ Steward Firth, *Australia in International Politics: An Introduction to Australian foreign Policy 2nd edition*, Crows Nest: Allen & Unwin Australia Pty Ltd, 2005, p. 261.

⁹⁴ Anne Kent, "Australia-China Relations, 1966-1996: A Critical Overview", *Australian Journal of Politics and History*. Vol.42, No.3, p.371.

l'exception du domaine de la défense et de la sécurité laissant présager une période d'amélioration dans la relation entre l'Australie et la Chine⁹⁵.

En effet, Anne Kent observe que la relation entre la Chine et l'Australie s'améliore durant la période où Paul Keating devient Premier ministre. En 1991, les échanges deviennent meilleurs dus à l'importante croissance économique et stratégique de la Chine dans la région de l'Asie Pacifique⁹⁶. Les relations avec le partenaire chinois, durant cette période, sont fondées sur le commerce et l'économie plutôt que sur les échanges politiques⁹⁷. En 1993, aucun obstacle politique ne semble entraver le lien entretenu entre les deux pays⁹⁸. Par contre, les différences historiques et culturelles entre la Chine et de l'Australie impliquent des prises de positions opposées sur certains sujets économiques et politiques dont les droits de l'homme. Celles-ci constituent des défis que les deux pays doivent affronter afin de mieux coopérer.

En 1991, dès le début de son mandat, Paul Keating affirme clairement que l'Australie doit abandonner ses racines anglaises et se tourner vers l'Asie. Il croit qu'il est temps pour les Australiens d'abandonner la monarchie et de devenir une République⁹⁹. Cet engagement économique et politique envers l'Asie Pacifique, entrepris par Paul Keating est synonyme de paix et de sécurité pour la région. Selon Gareth Evans, la meilleure approche à adopter dans la période de l'après guerre froide

⁹⁵ Idem

⁹⁶ Anne Kent, "Australia-China Relations, 1966-1996: A Critical Overview", *Op.Cit.*, p371.

⁹⁷ Ibid p.372.

⁹⁸ Ibid.,p.374.

⁹⁹ Un referendum est tenu le 6 novembre 1999 où 55% des australiens refusent l'idée d'une République australienne contre 45% qui sont d'accords. Pour plus de détails veuillez consulter le site Australian Politic à l'adresse suivante : australianpolitics.com (page consultée le 26 août 2007).

dans la région, est de garantir la sécurité avec les autres pays plutôt que de dépendre de la présence américaine¹⁰⁰. L'idée d'une future République australienne et le développement de l'indépendance de l'Australie envers ses alliés anglo-saxons, par conséquent sont perçus favorablement par les Chinois.

En 1993, Paul Keating visite la Chine dans le but principal de discuter du développement d'échanges et d'investissements entre les deux pays. Le Premier ministre souhaite que les relations économiques se maintiennent dans une approche réaliste fidèle aux réalités actuelles¹⁰¹. Le Livre Blanc du département des Affaires Étrangères (DFAT) de 1994 cite la Chine comme nouvelle puissance, influente dans les affaires stratégiques régionales, incitant les Australiens à vouloir mieux comprendre les intentions chinoises. L'émergence de la Chine comme puissance économique soulève plusieurs craintes et questionnements de la part des Australiens, les incitant à développer des relations économiques avec les Chinois¹⁰². L'Australie souhaite que la relation se développe avec un partenaire régional prévisible. Par conséquent, elle encourage la participation chinoise dans plusieurs forums régionaux dont le forum régional de l'ASEAN (ARF) ainsi qu'à des discussions multilatérales concernant la sécurité¹⁰³.

1.1.1 Le développement de l'ARF dans le but de favoriser la coopération régionale

L'origine de l'ARF provient d'une proposition faite par Gareth Evans à la rencontre ministérielle de l'ASEAN de 1990. Celui-ci suggère le développement d'un

¹⁰⁰ Traduction libre des propos de Gareth Evans dans Anne Kent., "States Monitoring USA, Australia and China's human rights, 1990-2001", p.376.

¹⁰¹ D. Gopal, *Australia in the emerging global order*, *Op. Cit.*, p. 131.

¹⁰² Derek McDougall, *Australian Foreign Relations*, Melbourne: Addison Wesley Longman, 1998, p186.

¹⁰³ Livre Blanc du département des Affaires Étrangères 1994 p91. Consulter à la page suivante : <http://www.dfat.gov.au/> (le 26 août 2007).

dialogue régional sécuritaire afin de prendre le pouls des différentes forces militaires de la région. Le but de cette opération est de mieux gérer les futurs problèmes par la coopération régionale¹⁰⁴. L'ARF permet ainsi la transparence dans le développement militaire entre les nations participantes¹⁰⁵. Cette organisation régionale crée un système de poids et contrepoids¹⁰⁶ où les membres partagent de l'information concernant leur diplomatie, leur résolution de conflit ainsi que leur effectifs militaires. Il existe une volonté auprès de certains États de construire des institutions régionales répondant aux réalités de la période d'après guerre froide. Dû à l'effondrement de l'empire soviétique, une diminution de la présence américaine dans la région de l'Asie Pacifique est observée. Désormais, la bipolarité entre les États-Unis et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) cède la place à une multipolarité où des acteurs comme l'Indonésie, la Chine et le Japon s'ajoutent en tant que puissances régionales¹⁰⁷. L'augmentation de la participation dans le domaine de la sécurité des pays membres de la région de l'Asie Pacifique est ainsi le but de l'ARF. La menace chinoise provient de l'idée que ce pays pourrait transformer sa puissance économique en une puissance militaire devenant ainsi l'hégémon de la région¹⁰⁸. Ainsi la solution est d'engager la Chine dans des discussions et propositions dans le domaine de la sécurité afin que les pays voisins connaissent mieux ses intentions¹⁰⁹.

¹⁰⁴ D Gopal, *Australia in the emerging global order. Op. Cit.*, p. 185.

¹⁰⁵ Gary Smith, Dave Cox et Scott Burchill, *Australia in the world: an introduction to Australia Foreign Policy*, Melbourne: Oxford University Press, 1996, p. 89.

¹⁰⁶ Traduction libre de l'expression utilisée par Hoang Phu Bui: "check and balance" dans *Australia s security towards Southeast Asia after the Cold War*, Memoire: University of Melbourne, 2006, p. 32.

¹⁰⁷ Desmond Ball, *The US-Australian Alliance: History and prospects, Working paper no.330*, Canberra: Strategic and Defence Studies centre, Australia National University, 1999, p. 10.

¹⁰⁸ See Song Tam et Amitav Acharya, *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interest and Regional Order*, New York: M.E. Sharpe, 2004, p. 19.

¹⁰⁹ D.Gopal, *Australia in the emerging global order, Op. Cit.*,p.132.

Il y a plusieurs opposants à l'idée du développement de l'ARF. L'administration de George Bush père en est un exemple. Elle s'oppose à l'époque à cette idée sachant que l'ARF entraînerait une baisse de l'influence américaine dans la région¹¹⁰. Le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad¹¹¹ partage l'opinion américaine et s'oppose aussi à la tenue du forum. Ce n'est qu'à la rencontre ministérielle de l'ASEAN à Singapour en 1993, qu'on fait l'annonce de la création officielle de l'ARF. La première réunion se tient à Bangkok l'année suivante, où les ministres des Affaires Étrangères des pays suivants sont présents: le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Vietnam, l'Australie, le Canada, des pays de l'Union Européenne, le Japon, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, la Chine, la Russie, la Papouasie Nouvelle-Guinée et le Laos¹¹².

Durant le mandat de l'administration Keating, l'Australie passe d'un état de dépendance de l'aide militaire afin de se protéger de la région à un statut de coopération militaire avec les États membres de l'Asie Pacifique. Ce concept de sécurité régionale réfère à l'Australie en paix avec ses voisins et où la probabilité des menaces militaires provenant de ces pays est minimale¹¹³. La coopération au plan de la sécurité dans la région permet le dialogue multilatéral plutôt que bilatéral et permet la résolution des problèmes régionaux par des moyens non militaires¹¹⁴. Bref, cette

¹¹⁰ William T. Tow, *Australian-American relations: Looking toward the next century*, South Yarra: Macmillan Education Australia Pty Ltd., 1998, p. 55.

¹¹¹ IL faudra attendre que le Premier ministre se retire de la vie politique en 2003 avant que les portes de l'Asie s'ouvrent plus facilement à l'Australie.

¹¹² D. Gopal, *Australia in the emerging global order*, *Op. Cit.*, p. 187.

¹¹³ Smith Garry Dave Cox et Scott Burchill, *Australia in the world: an introduction to Australia Foreign Policy*, *Op. Cit.*, p. 133.

¹¹⁴ Graeme Dobell, *Australia finds home: The choice and chances of an Asia-Pacific journey*, Sydney: ABC Books, 2000, p. 217.

coopération régionale entraîne plusieurs défis dont celui d'envisager les intérêts régionaux avant les siens¹¹⁵.

1.1.2 Le cauchemar australien, un conflit entre la Chine et Taiwan

Le fait d'éviter un conflit entre la Chine et Taiwan est un intérêt régional de taille. La réaction australienne face à l'éventuel conflit concernant l'île de Taiwan est un problème constant qui risque d'émerger entre la Chine et l'Australie¹¹⁶. Le risque de conflit provient de la possibilité d'une déclaration d'indépendance de l'île de Taiwan de la région administrative spéciale, c'est-à-dire subdivision politique de la République populaire de Chine. Soutenus par les États-Unis, les Taiwanais pourraient placer l'Australie dans une situation délicate. Michael Horowitz, souligne qu'un soutien australien à la position chinoise entraîne des conséquences sécuritaires importantes tandis qu'un appui à la position américaine implique de graves conséquences économiques sur le pays¹¹⁷. La relation au plan de la sécurité avec les États-Unis pendant l'émergence régionale chinoise requiert de la part des Australiens une parfaite gestion de la situation¹¹⁸. L'Australie doit jouer son rôle de médiateur entre ces deux grandes puissances que sont la Chine et les États-Unis afin d'éviter de faire face à un choix déchirant.

En effet, en 1995, la Chine menace l'Australie parce que Beijing désapprouve le rapprochement soudain entre l'Australie et Taiwan. Par exemple les Chinois

¹¹⁵ Traduction libre des propos de Mike Smith, *Australia's national security into the Twenty-First century: Rethinking strategic direction*, Canberra: Strategic Defence Studies Centre, Australia National University, 1997, p. 14.

¹¹⁶ Derek McDougall, *Australian Foreign Relations. Op. Cit.*, p. 188.

¹¹⁷ Michael Horowitz, "Don't take Canberra for Granted: the Future of the US-Australian Alliance". *Foreign Policy Research Institute*. (Été 2004), p. 471.

¹¹⁸ Paul Dibb, "Australia's Alliance with America". *Op. Cit.*, p. 3.

accusent l'Australie de trop se rapprocher de l'île de Taiwan¹¹⁹. Maintenir le statut quo semble la seule solution à envisager de la part des Australiens. Puisque les politiques de Keating tendent à améliorer la relation entre l'Australie et la Chine, la tension concernant Taiwan sera le principal problème entre les deux pays.

1.2 1991-1996 L'Indonésie surpasse les États-Unis dans l'ordre d'importance des alliés dans la politique de sécurité australienne

1.2.1 L'origine de la politique de sécurité australienne en place envers le Timor Oriental et l'Indonésie

Pendant le mandat de Keating, l'Indonésie occupe une place importante dans l'agenda politique australien. La gestion du Timor Oriental reste un problème entre l'Australie et l'Indonésie depuis l'abandon du territoire en 1974 par les Portugais. À l'époque, le gouvernement dirigé par le «Australian Labor Party» partage la position de Jakarta d'annexer le territoire du Timor Oriental sans toutefois l'usage de la force militaire¹²⁰. En 1975, l'Indonésie passe à l'acte avec le soutien de l'Australie sachant que maintenir la relation bilatérale entre Jakarta et Canberra exige des compromis¹²¹. Cette situation mène à la déclaration du 17 juillet 1976, où le Timor Oriental est reconnue officiellement 27^e province de l'Indonésie. Plusieurs Timorais souhaitent obtenir le statut de réfugiés en Australie, mais la priorité australienne de maintenir

¹¹⁹ Graeme Dobell, *Australia finds home: The choice and chances of an Asia-Pacific journey*. *Op. Cit.*, p. 201.

¹²⁰ Richard Leaver, "The meanings, origins and implications of the Howard Doctrine" *The Pacific Review*, Vol.14, No.1,(2001), p.1.

¹²¹ David Goldsworthy, *Facing north: a century of Australian engagement with Asia* [Canberra] : Dept. of Foreign Affairs and Trade ; Carlton South, Vic. : Melbourne University Press, 2001-2003, Vol. 2, (1970-2000), p.218.

une bonne relation avec Jakarta pousse les autorités gouvernementales à refuser¹²². Cet état de fait se prolongera jusqu'en 1998¹²³.

En janvier 1978, le ministre australien des Affaires Étrangères Andrew Peacock annonce la reconnaissance *De Facto* de l'appartenance du Timor Oriental à l'Indonésie. Le 15 décembre 1978, la reconnaissance *De Facto* australienne devient *De Jure*. L'Inde, la Papouasie Nouvelle Guinée et les États-Unis ainsi que neuf autres gouvernements reconnaissent aussi la souveraineté indonésienne sur le territoire timorais¹²⁴. La Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Singapour, tous membres de l'ASEAN, expriment leur reconnaissance par leur vote à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Cependant, l'organisation internationale ne reconnaît jamais l'annexion du territoire timorais à l'Indonésie, elle continue de le considérer territoire portugais¹²⁵. Donc, la situation a comme conséquence le vote de l'Australie contre les résolutions de l'ONU visant à soutenir l'indépendance du Timor Oriental. L'Australie adopte une position pro indonésienne officiellement depuis 1978.

L'Australie est souvent accusée de par ses actions, d'être le complice de l'Indonésie. L'accord du Timor Gap est aussi un exemple de ses agissements pro indonésiens. L'Australie et le Timor Oriental sont séparés par la mer du Timor et la zone délimitant la frontière entre les deux pays est appelée Timor Gap¹²⁶. Des

¹²² Dalrymple Rawdon, *Continental drift: Australia's search for a regional identity*, Aldershot: Ashgate, 2003, p.185.

¹²³ Rawdon Dalrymple, *Continental drift: Australia's search for a regional identity*, *Op. Cit.*, p.201.

¹²⁴ David Goldsworthy, *Facing north: a century of Australian engagement with Asia*. *Op. Cit.*, p. 217.

¹²⁵ David Goldsworthy, *Facing north: a century of Australian engagement with Asia*, *Idem*.

¹²⁶ Jean-Pierre Catry, « Quand l'Australie spolie le Timor-Oriental », *Le Monde diplomatique*. Novembre 2004, p.1.

réerves de pétrole et de gaz naturel se trouvent dans cette zone créant ainsi plusieurs tensions entre Canberra et Jakarta. L'Australie souhaite que la ligne de démarcation puisse lui permettre de puiser avantageusement dans les ressources naturelles¹²⁷. La zone Timor Gap fait l'objet de plusieurs disputes entre l'Indonésie et l'Australie et en 1989 un accord est conclu. Jean-Pierre Catry explique dans son article le contenu du traité du Timor Gap : « En 1989, l'Indonésie signe un traité cédant la grande majorité des ressources du Timor Gap à l'Australie, en échange de la reconnaissance officielle *de jure* de sa souveraineté sur le Timor Oriental »¹²⁸. Cet accord, selon plusieurs opposants, démontre que l'Australie est le complice de l'Indonésie concernant la situation au Timor Oriental.

Durant la période de 1991-1996, la gestion de la relation avec l'Indonésie est l'élément essentiel de la politique de sécurité australienne¹²⁹. Pour Paul Keating, l'Indonésie est la clé permettant d'assurer la sécurité dans l'Asie Pacifique¹³⁰. Son premier voyage officiel l'amène en Indonésie où il établit une relation productive avec le Président Suharto. La déclaration de Paul Keating, en mars 1994, où il dit qu'aucun pays n'est plus important que l'Indonésie, en est la preuve. Il déclare aussi que « Asia was where Australia belonged and that the full expression of Australia nationhood lay in Asia-Pacific future » pour démontrer son intérêt envers la région¹³¹. Entre 1980-1990, le gouvernement de Bob Hawke tentait d'initier une nouvelle stratégie régionale où l'Asie devait prendre plus d'importance pour l'Australie. À la

¹²⁷ Traduction libre des propos de Steward Firth, *Australia in International Politics: An Introduction to Australia foreign Policy 2nd edition*, *Op. Cit.*, p.186-187.

¹²⁸ Jean-Pierre Catry, *Quand l'Australie spolie le Timor-Oriental*, *Op. Cit.*, p.2.

¹²⁹ Peter Chalk, *Australian foreign and defense policy in the wake of the 1999/2000 East Timor intervention*, Santa Monica: Rand, 2001, p.26.

¹³⁰ Hoang Phu Bui, *Australia's security towards Southeast Asia after the Cold War*, *Op. Cit.*, p.50.

¹³¹ Alison Broinowski, *Howard's war*, Melbourne: Scribe, 2003, p112.

fin du mandat de Paul Keating, l'objectif était atteint. Le pays avait changé de politique malgré cette peur de l'Asie et de sa culture¹³². Un institut australien indonésien a vu le jour sous cette administration pour encourager et promouvoir la culture. Très tôt dans son mandat, Paul Keating effectue des visites en Indonésie pour consulter le Président Suharto et il saisit toutes les occasions pour le rencontrer lors des rencontres internationales. Une relation particulière lie les deux hommes, ce qui mène à la signature en 1995 d'un accord sur la sécurité considéré comme historique dans la politique australienne.

1.2.2 L'accord sur le maintien de la sécurité entre l'Australie et l'Indonésie signé en 1995

Cet accord, selon le Premier ministre Keating, est l'élément structurel le plus important jamais établi entre les deux nations¹³³. Il représente une opportunité pour les deux gouvernements de déclarer publiquement leur confiance mutuelle¹³⁴. L'accord signé le 18 décembre 1995 par les ministres des Affaires Étrangères australien et indonésien, Gareth Evans et Ali Alatas, contient quatre articles¹³⁵. Cet accord engage les deux pays à collaborer et à se consulter concernant la sécurité régionale. Il permet de formaliser la relation bilatérale de sécurité développée à cause des intérêts communs de l'Australie et de l'Indonésie dans la région de l'Asie Pacifique¹³⁶. Il implique des exercices de coopération dont le premier a lieu en 1995

¹³² Peter Chalk, *Australian foreign and defense policy in the wake of the 1999/2000 East Timor intervention*, *Op. Cit.*, p.15.

¹³³ Rawdon Dalrymple, *Continental drift: Australia's search for a regional identity*, *Op.Cit.*, p.180.

¹³⁴ Gary Brown, Frank Frost et Stephen Sherlock, "The Australian-Indonesian Security Agreement - Issues and Implications". *Australia Parliamentary Library* p.13(En ligne) Research Paper 25 (1995-96) à l'adresse suivante : <http://www.aph.gov.au/Library/Pubs/rp/1995-96/96rp25.htm> (page consultée le 14 septembre 2007).

¹³⁵ Department of Foreign Affairs and Trade *Australian treaty series* Canberra: Australian Govt. Pub. Service.1996,No.13, p13.

¹³⁶ Gary Brown, Frank Frost et Stephen Sherlock, "The Australian-Indonesian Security Agreement - Issues and Implications", *Op.Cit.*, p.4.

lorsque les troupes indonésiennes se joignent aux effectifs militaires australiens dans le Queensland¹³⁷. Désormais, l'Australie a des ententes avec la Nouvelle Guinée, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie, Singapour et l'Indonésie, soit la plupart de ses voisins permettant aux Australiens de mieux s'affirmer sur la scène régionale¹³⁸. Le but de l'accord n'est pas de contrecarrer la puissance chinoise dans la région de l'Asie Pacifique, mais d'y contribuer.

Cet accord négocié secrètement entraîne plusieurs protestations. La Coalition dirigée par John Howard déplore les négociations secrètes menant à sa signature. Par contre, le Premier ministre Keating est légalement dans son droit d'agir discrètement et secrètement durant la négociation. Le pouvoir de conclure des ententes n'exige pas de l'exécutif de consulter le parlement du Commonwealth ainsi que le gouvernement des États ou des territoires affectés par l'entente¹³⁹. L'Australie occupe une place bien particulière dans la signature d'entente avec les gouvernements étrangers. Certains auteurs croient que l'Australie s'est engagée dans beaucoup trop de traités. À la fin de l'année 1994, l'Australie était engagée dans 2,289 traités et les États-Unis, eux étaient engagés dans quatre cents traités¹⁴⁰. Plusieurs ententes et décisions dans la relation entre l'Australie et l'Indonésie font l'objet de controverse. Un fait indéniable résulte de l'entente sur la sécurité : maintenant que l'accord est signé il est particulièrement difficile pour l'Australie de protester contre la situation des droits de l'homme en Indonésie.

¹³⁷ Derek McDougall, *Australian Foreign Relations, Op.Cit.*, p.155.

¹³⁸ Gary Brown, Frank Frost et Stephen Sherlock, "The Australian-Indonesian Security Agreement - Issues and Implications", *Op.Cit.*, p2.

¹³⁹ Philip Alston et Madelaine Chiam, *Treaty-making and Australia: globalisation versus sovereignty?*, Annandale : Australian National University, 1995, p.186.

¹⁴⁰ Philip Alston et Madelaine Chiam, *Treaty-making and Australia: globalisation versus sovereignty?*, *Op.Cit.*, p.9.

1.2.3 La situation des droits humains en Indonésie et en Chine : objet de compromis entre l'Australie et les États-Unis

L'importance des droits humains en Asie et aux États-Unis diffère grandement. Par exemple, le droit aux besoins essentiels passe avant la liberté religieuse en Asie. Une situation choquante pour les Américains qui accusent les Chinois de brimer la liberté religieuse. Après le massacre de Dili, du 11 décembre 1991, où des militaires indonésiens tuent plusieurs Timorais, certaines restrictions sont appliquées par les États-Unis¹⁴¹. De son côté, l'Australie adopte une approche moins critique selon laquelle le gouvernement minimise l'importance des droits humains dans sa relation avec l'Indonésie¹⁴². Par exemple, le Premier ministre Keating exprime de l'impatience face aux activistes pour les droits humains qui placent les intérêts des Timorais avant ceux de l'Australie. Dès le début de son mandat, lorsque Keating fait face à ce problème il choisi de l'aborder dans la perspective indonésienne afin de maximiser et maintenir la relation avec le pays¹⁴³. Aussi, Paul Keating, fait souvent du lobby auprès des États-Unis afin de plaider en faveur de son alliée l'Indonésie¹⁴⁴. Cette situation, bien sûr, devient un point de mécontentement entre les États-Unis et l'Australie¹⁴⁵.

Selon Gareth Evans, la seule façon pour les Australiens d'améliorer la situation des droits de l'homme, est de préserver une relation solide et ouverte au

¹⁴¹ Derek McDougall, *Australian Foreign Relations, Op.Cit.*, p.69.

¹⁴² *Ibid.*, p.63.

¹⁴³ Peter Chalk, *Australian foreign and defense policy in the wake of the 1999/2000 East Timor intervention, Op. Cit.*, p38.

¹⁴⁴ Derek McDougall, "Australia's Peacekeeping Role in the Post-Cold war Era", *Contemporary Southeast Asia*. Vol.24, No.3,(2002), p.6.

¹⁴⁵ Steward Firth, *Australia in International Politics: An Introduction to Australia foreign Policy 2nd edition, Op.Cit.*, p.179.

dialogue avec l'Indonésie. La délégation australienne à l'ONU propose des résolutions souhaitant influencer l'Indonésie plutôt que de la punir. Les propos de Michael Salla expriment bien la situation, après le massacre de Dili en 1991: « After the deaths of protesters in 1991, at Dili, Australia was instrumental in supporting a chairman's consensus statement at the 48th session of the UN Commission of human rights rather than a strongly worded resolution condemning Indonesia ». En résumé, la relation diplomatique avec l'Indonésie est trop importante aux yeux de l'administration Keating pour s'attaquer à des problèmes reliés aux droits de l'homme. Paul Keating souhaite obtenir une relation bilatérale dans laquelle l'Australie joue le rôle de l'allié occidental le plus important aux yeux de l'Indonésie.

La même situation est observée envers la Chine. L'Australie est souvent silencieuse par rapport aux problèmes chinois rattachés aux droits humains¹⁴⁶. L'Australie est trop dépendante des échanges commerciaux effectués avec les Chinois pour risquer une confrontation à ce sujet¹⁴⁷. Les droits de l'homme affectent la réponse australienne sur des sujets rattachés à Taiwan, le Tibet et Hong Kong. Est-ce que les habitants de l'île de Taiwan ou du Tibet ont le droit à l'indépendance? Les habitants de Hong Kong ne devraient-ils pas être consultés concernant leur avenir plutôt que ce soit les gouvernements chinois et anglais qui prennent les décisions? Les réponses australiennes à ces questions doivent être bien étudiées afin de ne pas rendre la relation avec la Chine trop ambiguë.

Bien gérer la relation de l'Australie avec l'Asie sera l'un des objectifs principaux de l'agenda de Paul Keating. Le Livre Blanc du département de la défense de 1994 affirme qu'aucun pays n'est plus important que l'Indonésie. Ainsi sous

¹⁴⁶ Steward Firth, *Australia in International Politics: An Introduction to Australia foreign Policy 2nd edition, Op. Cit.*, p.263.

¹⁴⁷ Idem.

l'administration de Paul Keating, l'Indonésie domine en terme d'importance dans le domaine de la sécurité et de la diplomatie les États-Unis. La création de ARF en 1994 et la signature de l'accord de sécurité avec l'Indonésie constituent les événements marquants du gouvernement Keating¹⁴⁸. Ces nombreux exemples élaborés dans cette partie démontrent l'importance accordée à l'Asie durant la période de 1991 à 1996.

B La politique de sécurité australienne de 1996-2000

2.1 1996-2000 Période de crise suivie d'une amélioration dans la relation entre l'Australie et la Chine

2.1.1 Première phase l'année 1996 marquée par la divergence d'intérêts entre les deux pays

John Howard remporte les élections de 1996. Le nouveau Premier ministre décide de renforcer l'alliance avec les États-Unis provoquant le mécontentement chinois. La Chine se plaint de la position australienne lors de plusieurs événements dont la crise de 1996 où les Australiens semblent soutenir les Taiwanais. Ensuite la déclaration de Sydney de juillet 1996, la visite du Dalai Lama en sol australien de septembre 1996, la vente d'uranium australien aux Taiwanais et la visite du Ministre des Industries Primaires John Anderson, en sol taiwanais, sont tous des éléments attirant la colère de la Chine¹⁴⁹. Bref, la relation entretenue entre la Chine et l'Australie sous le gouvernement de John Howard débute par une période de crise.

Concernant la crise taiwanaise, le tout commence lors de la déclaration datant du 2 mars 1996 d'Alexander Downer, ministre aux Affaires Étrangères. La Coalition déclare que la province de Taiwan appartient à la Chine par contre, l'Australie ne s'engage pas à soutenir la violence qui surgit entre les deux lors des présidentielles

¹⁴⁸ Derek McDougall, "Australia's Peacekeeping Role in the Post-Cold war Era", *Op. Cit.*, p.4.

¹⁴⁹ James Cotton et John Ravenhill, *The National interest in a global era: Australia in world affairs 1996-2000*, South Melbourne: Oxford University Press, 2001, p.112.

taiwanaises¹⁵⁰. Cette violence débute lorsque des tests chinois de missiles sont lancés dans le détroit de Taiwan, afin de décourager le vote électoral taiwanais¹⁵¹. Les États-Unis, appuyés par l'Australie, décident d'envoyer deux avions pour soutenir l'île de Taiwan¹⁵². Selon eux, la situation démontre l'intérêt américain d'intervenir dans la sécurité de la région, une situation idéale pour l'Australie¹⁵³. Seuls les Australiens donneront leur plein soutien aux Américains. Les Chinois voient un signe que Canberra se distance de sa politique qui reconnaît l'existence d'une seule Chine¹⁵⁴.

La période de tension entre l'Australie et la Chine s'accroît par la déclaration de Sydney, en juillet 1996. Les États-Unis et l'Australie s'entendent sur la tenue de nouveaux exercices de défense entre les deux pays¹⁵⁵. Cet acte est perçu par les Chinois comme étant le reflet du manque de désir de la part de l'Australie de mettre en œuvre des politiques voulant prioriser les relations avec la région asiatique¹⁵⁶.

Ensuite, la visite de septembre 1996 du Dalai Lama en sol australien continue l'escalade des tensions avec la Chine. Les Chinois s'opposent rapidement à sa venue et le ministre chinois des Affaires Étrangères, Shen Guofeng, déclare que les pays souhaitant garder des relations diplomatiques avec la Chine ne devraient pas

¹⁵⁰ F.A. Mediansky, ed., *Australian Foreign Policy, Into the New Millennium*, Macmillan Education Australia, Melbourne, 1997, p222.

¹⁵¹ D. Gopal, *Australia in the emerging global order*, *Op. Cit.*, p.133.

¹⁵² Idem

¹⁵³ D. Gopal, *Australia in the emerging global order*, *Op. Cit.*, p.133.

¹⁵⁴ Idem

¹⁵⁵ Ibid p.134.

¹⁵⁶ Idem.

intervenir dans les affaires intérieures chinoises en recevant le Dalai Lama¹⁵⁷. Malgré les avertissements chinois, le Premier ministre John Howard reçoit le leader spirituel. Il tentera d'expliquer son geste lors du sommet de l'APEC, en novembre 1996, au Président chinois Jiang Zemin. Howard lui assure que sa position envers la Chine est toujours positive et cette rencontre entre les deux chefs d'État marque le début de la période de réconciliation entre les deux pays.

2.1.2 1997-2000 période d'amélioration de la relation entre la Chine et l'Australie

Plusieurs efforts sont mis en oeuvre pour renforcer la relation entre les deux pays dont un programme de visites formelles. Le Premier ministre Howard décide de se rendre en Chine en mars 1997. Ensuite, la première visite officielle d'un ministre chinois de la défense a lieu en février 1998¹⁵⁸. La relation bilatérale est solidifiée vers la fin de l'année 1999, lorsque le Président chinois honore l'Australie de sa visite.

Plusieurs événements dont la rétrocession de Hong Kong en 1997 à la Chine, auraient pu causer un renouveau de tension avec l'Australie. Cependant, en ce qui concerne Hong Kong l'approche australienne demeure très sobre. Le Premier ministre Howard s'engage à ne pas embarrasser les chinois lors de la cérémonie officielle tenue le 1 juillet 1997¹⁵⁹. La relation continue de s'améliorer à un niveau jamais atteint. Le Livre Blanc des Affaires Étrangères de 1997 élève la Chine au rang de relation bilatérale importante pour l'Australie, une place partagée avec les États-Unis, le Japon et l'Indonésie¹⁶⁰. Le gouvernement de John Howard renverse en 1997 une

¹⁵⁷ F.A. Mediansky, ed., *Op. Cit.*, p.224.

¹⁵⁸ D.Gopal, *Australia in the emerging global order*, *Op. Cit.*, p.135.

¹⁵⁹ Derek McDougall, "Australia's Peacekeeping Role in the Post-Cold war Era", *Op. Cit.*, p.195.

¹⁶⁰ James Cotton et John Ravenhill, *The National interest in a global era: Australia in world affairs 1996-2000*, *Op. Cit.*, p.113.

politique qui condamne les droits de l'homme en Chine. Dans cette optique, le gouvernement souhaite améliorer la relation et minimiser la menace sur le commerce et les échanges entre les deux pays. Alexander Downer établit ainsi un dialogue avec la Chine concernant les droits de l'homme. Un dialogue voué à devenir un modèle pour les autres pays souhaitant discuter de ce problème avec les Chinois¹⁶¹. De leur côté, les Chinois surprennent les Australiens en s'abstenant de recourir à leur droit de veto au Conseil de Sécurité des Nations Unies lors de la discussion concernant la formation d'une opération de maintien de la paix au Timor Oriental¹⁶². Ce geste stratégique est un exemple de l'amélioration de la relation bilatérale. La doctrine Howard, contrairement à plusieurs pays asiatiques, amuse plutôt les Chinois. Ceux-ci sont conscients que l'Australie ne peut être le « deputy sheriff » des États-Unis parce qu'elle ne possède pas la capacité militaire pour le faire¹⁶³. En résumé, la relation sino-australienne est grandement améliorée durant cette période.

2.2 L'Australie et l'Indonésie : les relations deviennent tumultueuses à partir de 1997

2.2.1 L'influence américaine contrecarre l'engagement australien dans la région de l'Asie Pacifique

Au début du premier mandat de la Coalition, l'influence américaine n'est pas néfaste. Après l'élection de 1996, Alexander Downer déclare qu'un engagement plus intime avec l'Asie est l'objectif ultime de l'Australie. Il explique que l'Australie veut poursuivre plusieurs stratégies concernant l'Asie dans l'avenir. Premièrement, elle souhaite établir des structures économiques régionales comme l'APEC et l'ASEAN. Ensuite, le pays doit promouvoir la coopération régionale en ayant recours à l'ARF. L'Australie entend aussi mettre de la pression afin que les États-Unis demeurent

¹⁶¹ Derek McDougall, "Australia's Peacekeeping Role in the Post-Cold War Era", *Op. Cit.*, p.124.

¹⁶² James Cotton et John Ravenhill, *The National interest in a global era: Australia in world affairs 1996-2000*, *Op. Cit.*, p.120.

¹⁶³ James Cotton et John Ravenhill, *The National interest in a global era: Australia in world affairs 1996-2000*, *Op. Cit.*, p. 115.

engagés dans les affaires régionales. Finalement, le pays doit prioriser les relations bilatérales avec les pays asiatiques¹⁶⁴.

La Coalition démontre ce désir d'améliorer les relations bilatérales lorsque des initiatives sont mises en place pour rétablir la relation avec le Premier ministre malaisien Mahathir. En mars 1996, les deux premiers ministres se rencontrent et les conséquences sont positives. La Haute Commission Malaisienne située à Canberra annonce que le nouveau gouvernement semble mieux comprendre la différence culturelle existant entre les deux pays¹⁶⁵. En juin 1996, l'Australie et la Malaisie négocient un accord de libre échange pour remplacer l'ancien datant de 1958.

La Coalition montre clairement que sa priorité est l'Asie en envoyant Alexander Downer, lors de son premier voyage en tant que ministre des Affaires Étrangères, en Indonésie, à Singapour et en Thaïlande. De son côté, John Howard effectue son premier voyage officiel en Indonésie et au Japon¹⁶⁶. Malgré tous ces efforts visant à démontrer l'intérêt de l'Australie envers sa région, l'influence américaine vient perturber la relation australienne avec l'Asie. La déclaration de juillet 1996 qui annonce l'amélioration de sa relation de défense et de sécurité avec les Américains vient ternir les premières déclarations du gouvernement de Howard concernant la place de l'Australie dans sa région¹⁶⁷. En effet, un exercice majeur de sécurité aura lieu entre l'Australie et les États-Unis venant contrecarrer l'influence australienne dans la région.

¹⁶⁴ Rawdon Dalrymple, *Continental drift: Australia's search for a regional identity*, Op. Cit., p.262.

¹⁶⁵ James Cotton, *The National interest in a global era: Australia in world affairs 1996-2000*, Op. Cit., p.36.

¹⁶⁶ Rawdon Dalrymple, *Continental drift : Australia's search for a regional identity*, Op. Cit., p.263

¹⁶⁷ Idem

2.2.2 1997-1998 l'amorce du changement de politique de sécurité australienne envers l'Indonésie

Le changement d'administration de mars 1996 n'affecte aucunement la stratégie mise en place envers l'Indonésie. Le département des Affaires étrangères recommande la poursuite des politiques du gouvernement Keating envers ce pays, ce que Downer accepte. En 1997, la crise financière qui survient est un cataclysme qui provoque la chute du Président Suharto l'année suivante¹⁶⁸. En mai 1998, le vice-président B. J. Habibie prend la relève jusqu'à la tenue d'élections. Il est ouvert aux changements et souhaite que tous les domaines de la politique indonésienne soient révisés et réétudiés pour rendre les politiques adaptées à la situation actuelle¹⁶⁹. Donc, dès ce moment, la relation entre l'Australie et l'Indonésie commence à changer.

À partir de juillet 1998, des discussions sont entreprises afin d'aborder le problème du Timor Oriental avec le nouveau Président indonésien. Le Timor Oriental, selon Alexander Downer, est un problème qui affecte la réputation indonésienne sur la scène internationale. Le récent changement d'administration place Jakarta devant une position favorable afin de conclure une entente avec les Timorais et l'Australie se propose d'aider à résoudre le problème¹⁷⁰. Vers la fin juillet 1998, un processus de consultation auprès des Timorais est mis sur pied. Le personnel du gouvernement de Canberra et de Jakarta discute avec vingt-neuf représentants Timorais de la situation politique. À la fin août 1998, Alexander Downer écrit à son homologue Ali Atalas pour lui transmettre le résultat de la consultation avec les Timorais. Les résultats sont significatifs de la volonté d'inclure

¹⁶⁸ Peter Chalk, *Australian foreign and defense policy in the wake of the 1999/2000 East Timor intervention. Op. Cit.*, p.144.

¹⁶⁹ David Goldsworthy, *Facing north: a century of Australian engagement with Asia. Op. Cit.*, p. 223.

¹⁷⁰ *Ibid.* p.225.

les citoyens dans le processus décisionnel concernant l'autonomie du Timor Oriental. Par contre, aucun des vingt neuf timorais consultés n'a suggéré l'indépendance immédiate du territoire du Timor Oriental, suscitant l'espoir des autorités australiennes de voir le conflit se résoudre¹⁷¹. Pourtant, ces discussions entreprises en juillet 1998 et le processus de consultation ont très peu d'influence sur le Président de l'Indonésie.

Le 30 novembre 1998, les membres du gouvernement australien suggèrent au Premier ministre Howard d'écrire une lettre au Président Habibie dans laquelle il expliquerait la position australienne concernant la façon de résoudre le conflit. Le 21 décembre 1998, Howard se permet d'envoyer une lettre dans laquelle il lui conseille d'établir des relations avec le *leader* du Timor Oriental Xanao Gusmao. Le 21 janvier Habibie décide finalement de laisser aux Timorais le choix de devenir autonome en déclenchant un référendum¹⁷². La lettre de John Howard est ainsi vue comme étant un des événements ayant provoqué la situation. Cette lettre représente un changement des autorités australiennes où l'incorporation du Timor n'est plus considérée comme irréversible, mais matière à discussions¹⁷³.

2.2.3 1999 l'effet dévastateur du référendum du Timor Oriental

Le référendum a des effets dévastateurs sur la population du Timor Oriental. Le 30 août 1999, 98.6% des citoyens ayant le droit de vote se présentent aux urnes¹⁷⁴. Le résultat est annoncé le 4 septembre : 78.5% votent en faveur de l'indépendance du Timor contre 21.5%. Les résultats provoquent une répression sanglante. Face à cette situation, l'Australie décide de jouer un grand rôle dans les discussions de l'ONU

¹⁷¹ Ibid. p.226.

¹⁷² David Goldsworthy, Facing north: a century of Australian engagement with Asia. *Op. Cit.* p.228.

¹⁷³ Ibid p.230.

¹⁷⁴ Ibid. p.244.

concernant l'organisation d'une opération de maintien de la paix en sol timorais. Pour avoir lieu, la mission doit remplir certaines conditions. Premièrement, elle doit obtenir le consentement indonésien, un mandat du Conseil de Sécurité ainsi que l'intervention de plusieurs acteurs régionaux. Enfin, le déploiement de la mission doit être de courte durée afin de stabiliser la situation.

Cette idée de créer une force de maintien de la paix fait face à beaucoup d'opposition. Cependant, le soutien australien en faveur de sa mise en place permettra son élaboration. Par exemple, le 3 septembre 1999, l'ambassadeur américain aux Nations Unies rejette l'idée. Il souhaite que le problème soit résolu par l'Indonésie¹⁷⁵. Après la fin de semaine du 4-5 septembre, Washington change d'idée convaincue suite à l'intervention d'un corps diplomatique australien de l'urgence d'une opération pour stabiliser la région du Timor Oriental. Le 9 septembre 1999, le Président Clinton confirme que les États-Unis en présence d'opération de maintien de la paix, supporteraient la Coalition menée par l'Australie à condition qu'on déploie un soutien logistique américain plutôt que humanitaire. Les États-Unis décident aussi de suspendre la vente d'armes à l'Indonésie, afin de faire pression pour avoir le consentement indonésien à l'opération de maintien de la paix¹⁷⁶. Le 12 septembre 1999, le Président Habibie informe Koffi Annan qu'il est en faveur d'une opération de maintien de la paix en territoire Timorais. Ainsi, le 15 septembre, le Conseil de Sécurité autorise la création d'une force multinationale et adopte à l'unanimité la résolution 1264¹⁷⁷¹⁷⁸. Alexander Downer annonce ce même jour que l'Australie sera à

¹⁷⁵ David Goldsworthy, *Facing north: a century of Australian engagement with Asia. Op. Cit.*, p.249.

¹⁷⁶ *Ibid.* p.249.

¹⁷⁷ Pour plus de détail concernant les effectifs ainsi que le but de la mission veuillez consulter la résolution 1264 sur le site du Conseil de Sécurité à l'adresse suivante : <http://www.un.org/french/docs/cs/> sous la rubrique résolutions. (page consultée le 16 août 2007).

¹⁷⁸ David Goldsworthy, *Facing north: a century of Australian engagement with Asia. Op. Cit.*, p.249.

la tête de cette force internationale au Timor Oriental (INTERFET), la plus grande mission menée par l'Australie depuis le Vietnam¹⁷⁹.

L'ancien Premier ministre Keating a affirmé qu'il aurait pris une décision différente concernant le problème au Timor Oriental sachant que la relation avec l'Indonésie et l'Australie allait en souffrir. Cependant, l'appui accordé par les Travaillistes semble révéler que le parti aurait suivi une politique semblable à celle de la Coalition¹⁸⁰. Selon Anthony Milner, cette opération constitue le plus grand défi auquel l'Australie doit faire face dans sa région depuis les cinq dernières années¹⁸¹. L'initiative au Timor Oriental est la démonstration que l'Australie est en mesure de rassembler et de former une alliance avec ses voisins : la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines, la Corée du Sud, et que le pays possède une certaine influence diplomatique dans la région¹⁸². Le Timor Oriental représente un problème majeur pour les Australiens mais aucunement pour les Américains, ce qui justifie leur manque d'intérêt¹⁸³. Seule la pression exercée par les diplomates australiens réussit à convaincre les États-Unis de s'engagement. Les États-Unis s'attendent à ce que leurs alliés prennent l'initiative dans certains conflits régionaux où les intérêts américains ne sont pas menacés. Les événements provoquent une détérioration de la relation avec Jakarta et celle-ci devient visible par l'annulation de l'entente de sécurité liant l'Indonésie et l'Australie en 1999.

¹⁷⁹ Ibid. p.250.

¹⁸⁰ Derek McDougall, "Australia and Asia-Pacific Security Regionalism: From Hawke and Keating to Howard", *Contemporary Southeast Asia*. Vol.23, No.1,(2001), p.12.

¹⁸¹ James Cotton et John Ravenhill, *The National interest in a global era: Australia in world affairs 1996-2000*, Op. Cit., p.41.

¹⁸² Ibid. p.42.

¹⁸³ Cavan Hogue, "Issues in Australian Foreign Policy". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 54, No. 2, 1 July 2000 , p.146.

La relation entre l’Australie et sa région est ébranlée après l’épisode du Timor Oriental. Les pays de la région ne sont pas contre sa participation à l’INTERFET, mais ils réagissent négativement face aux commentaires de John Howard après le début des opérations¹⁸⁴. En effet, John Howard donne une entrevue à Fred Brenchley, journaliste pour *The Bulletin* dans laquelle il déclare : « Australia should not only adopt a more active role in Asian security matters but needed to do so as a deputy to the United States within a wider agenda of Western-oriented interests »¹⁸⁵. Ces propos suggèrent, selon le journaliste Brenchley, que l’Australie devrait agir activement dans la défense de la région de l’Asie Pacifique. Les Australiens doivent agir de façon à devenir le « deputy sheriff » des États-Unis dans la région afin de protéger les intérêts américains¹⁸⁶. Le Premier ministre Howard n’a jamais utilisé le terme « deputy sheriff », mais le fait qu’il a mis cinq jours à se distancer des propos suggère qu’il n’est pas tout à fait en désaccord avec le contenu de l’affirmation¹⁸⁷. La doctrine Howard, qui fait appel à cette idée de « deputy sheriff », est perçue par les pays voisins comme étant une indication que l’Australie obéit aux ordres de Washington. L’Ambassadeur des États-Unis en Australie, Tom Schieffer, décrit même, dans une entrevue, l’Australie comme étant la Grande-Bretagne du Pacifique¹⁸⁸. L’alliancisme de John Howard vient donc nuire à la relation que l’Australie entretient avec l’Asie. Dès son élection, le Premier ministre Howard décide de se concentrer sur l’Asie durant son mandat mais en ouvrant aussi la porte

¹⁸⁴ Peter Chalk, *Australian foreign and defense policy in the wake of the 1999/2000 East Timor intervention*, *Op. Cit.*, p.43.

¹⁸⁵ *Idem.*

¹⁸⁶ *Idem.*

¹⁸⁷ *Idem.*

¹⁸⁸ Paul Dibb, “Australia’s Alliance with America”, *Melbourne Asia Policy Papers*. Vol. 1, No. 1, (march 2003), p.6.

aux États-Unis¹⁸⁹. La priorité accordée aux États-Unis dans l'agenda politique australien diffère de l'agenda politique de Keating. Nous croyons que cette attitude provoque le début de la rupture dans la politique de sécurité australienne en Indonésie.

2.3 1996-2000 Retour de l'importance des États-Unis dans la politique de sécurité australienne

« Aucun gouvernement australien depuis le
gouvernement de Curtin n'a élevé le statut de l'alliance à ce très haut statut, avec très peu de regard sur
les autres intérêts globaux et régionaux australiens ainsi que les autres relations diplomatiques, et avec
très peu d'inquiétude pour d'autres alternatives »¹⁹⁰ Geoffrey Barker, 2004

Le gouvernement de John Howard tient très vite pour acquis que l'intérêt national australien est lié aux priorités américaines. La rupture dans la politique de sécurité australienne commence avec ce réalignement de la politique. Selon Hugh White, l'Australie, sous l'administration de Howard adopte un réalignement fondamental dans ses relations internationales qui prend ses distances avec l'Asie et amorce un rapprochement avec les États-Unis¹⁹¹. Le Premier ministre Howard reproche à Paul Keating d'avoir miné les intérêts de sécurité australiens en négligeant la relation entre l'Australie et les États-Unis¹⁹². Les affinités au plan de la culture, du mode de vie, des institutions sociopolitiques et de la langue contribuent au rapprochement de l'Australie envers les États-Unis¹⁹³. John Howard introduit un nouveau nationalisme où il définit comme déloyal et non patriotique tout refus de

¹⁸⁹ Robert Bruce, "Australia's Policy toward Europe: Observations on Economic Links and Cultural Identity In the context of Changing Relations with Asia", *Cahier ORIHIS*. No 4 p.4.

¹⁹⁰ Traduction libre tirée de John Langmore, *Dealing with America: the UN, the US and Australia*. Sydney, NSW: UNSW Press, c2005, p.68.

¹⁹¹ Hugh White, "Australia-U.S Relations Mr. Howard Goes to Washington: The U.S. and Australia in the Age of Terror", *The center for Strategic and International studies*, (july 2003) p.137.

¹⁹² Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, Crows Nest: Allen and Unwin, 2005, p.17.

¹⁹³ Henry S. Albinski. In *Australian Foreign Policy : into the new millennium*, South Melbourne : Macmillan Education Australia, 1997, p.183

soutenir l'alliance avec les États-Unis¹⁹⁴. L'un des premiers signes de cette volonté de renforcer l'alliance est démontré avec la déclaration de Sydney, qui suit la rencontre annuelle de l'AusMin¹⁹⁵.

2.3.1 La déclaration de Sydney du 27 juillet 1996¹⁹⁶ permet le renforcement de l'Alliance

L'alliance est renforcée par l'assurance que la base de Pine Gap sera opérationnelle jusqu'en 2008 et de par la tenue d'un exercice impliquant 22 000 Australiens et Américains dans le Queensland¹⁹⁷. L'exercice appelé *Tandem Thrust* est prévu pour mars 1997 et sera répété à tous les deux ans. Cette rencontre permet une intensification de l'alliance entre les deux pays qui est motivée par une concentration de la sécurité dans la région de l'Asie Pacifique¹⁹⁸. Pendant la rencontre, l'Australie et les États-Unis se sont mis d'accord sur certains éléments critiques afin de consolider la sécurité régionale. Premièrement, les États-Unis doivent promettre de poursuivre leur engagement dans la région. Deuxièmement, une relation forte et constructive basée sur une approche bilatérale est nécessaire entre les

¹⁹⁴ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, Op. Cit., p.8.

¹⁹⁵ Cette rencontre était jusqu'en 1984 une occasion pour les trois pays signataires du traité de l'ANZUS de se rencontrer. Les ministres des affaires étrangères et de la défense se rencontrent pour discuter de leur approche respective sur des problèmes de sécurités internationales et de renforcer la coopération entre les pays signataires de l'ANZUS. À la suite d'une dispute entre les États-unis et la Nouvelle-Zélande, la dernière se retire du traité d'ANZUS, donc cette rencontre change de nom et s'appelle AusMin, où ce sont les ministres australiens et américains qui se rencontrent pour discuter.

¹⁹⁶ Pour voir la déclaration en entier, veuillez consulter la page du gouvernement australien, le département des affaires étrangères et du commerce à la page suivante : www.dfat.gov.au

¹⁹⁷ Déclaration de Sydney 1996 à l'adresse suivante : www.dfat.gov.au (page consultée le 27 août 2007).

¹⁹⁸ Michael Wesley, "Perspectives on Australian foreign policy 2001", *Australian Journal of International Affairs*, Vol.56, No.1,(2002), p.9.

pays membres de la région de l'Asie Pacifique. Finalement, les forums multilatéraux comme APEC et ARF sont essentiels à la prospérité et la sécurité régionale¹⁹⁹.

Les deux pays, à l'entrée du nouveau millénaire, partagent au moins trois intérêts vitaux. Celui de contenir les conflits régionaux, de prévenir la propagation des armes de destruction massive qui pourrait affecter directement les États-Unis et l'Australie et se donner un accès mutuel pour s'engager dans le développement économique et sécuritaire de la région de l'Asie Pacifique²⁰⁰. Selon le gouvernement de John Howard, maintenir le renforcement de l'alliance avec les Américains est la priorité dans la politique de sécurité australienne²⁰¹. Par exemple, pour illustrer cette priorité, le département des Affaires Étrangères et du Commerce dépose, en 1997, son premier Livre Blanc intitulé *Dans l'Intérêt National*. Il est écrit qu'aucune relation stratégique n'égale celle que l'Australie partage avec les États-Unis. Préserver l'alliance militaire avec les Américains constitue l'une des quatre priorités de ce Livre Blanc de 1997²⁰².

2.3.2 L'élection de George W. Bush intensifie la relation entre l'Australie et les États-Unis

Sachant que l'amitié entre Keating et Suharto avait permis de renforcer la relation entre l'Australie et l'Indonésie, la même situation se produit sous l'administration de Howard. L'élection de George Bush, en 2000, est un événement permettant la construction d'une relation meilleure que celle entretenue avec le

¹⁹⁹ William T. Tow, *Australian-American relations: Looking toward the next century*. *Op. Cit.*, p.30.

²⁰⁰ Traduction libre des propos de William Tow, *Australian-American relations: Looking toward the next century*. *Op. Cit.*, p.185.

²⁰¹ James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*. *Op. Cit.*, p. 8.

²⁰² Hoang Phu Bui, *Australia s security towards Southeast Asia after the Cold War*, *Op.Cit.*, p. 23.

Président Clinton. En 1998, lors d'une rencontre à Washington, le Président Clinton avait fait attendre le Premier ministre Howard sous la pluie, pour ensuite lui consacrer simplement vingt minutes de son temps.²⁰³ Leur style politique et personnel était très opposé²⁰⁴. Le style du Président Bush est beaucoup plus convivial et se prête mieux à celui du Premier ministre Howard²⁰⁵. L'équipe du Président Bush est aussi composée de membres ayant une grande connaissance de l'Australie dont Paul Wolfowitz, député du secrétaire à la défense, Richard Armitage, député au secrétaire d'État, et Robert Zoellick, représentant américain du commerce, qui ont servi sous les Présidents Reagan et Bush Sr²⁰⁶. Les relations entre Washington et Canberra sont harmonieuses et une certaine connivence émerge dans les discussions politiques entre les deux pays. Il existe entre les deux décideurs, des circonstances politiques ainsi qu'un style de leadership qui favorise cette intimité²⁰⁷.

Bref, il y a rupture dans la politique de sécurité australienne envers les États-Unis dès l'élection de John Howard en 1996. Cette rupture est démontrée par le réalignement australien selon lequel l'alliance avec les Américains s'intensifie à un niveau jamais atteint en 2001 lorsque le Premier ministre John Howard invoque le traité de l'ANZUS pour la première fois.

²⁰³ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance, Op. Cit.*, p.70.

²⁰⁴ Paul Dibb, "The Future of International Coalitions: How Useful? How Manageable?", *The Washington Quarterly*. Vol. 25, No.2,(spring 2002), p.139.

²⁰⁵ Paul Dibb, "The Future of International Coalitions: How Useful? How Manageable?", *The Washington Quarterly*. Vol. 25, No.2,(spring 2002), p.139.

²⁰⁶ Idem.

²⁰⁷ Rod Lyon, "Alliance unleashed: Australia and the US in a new strategic age", The Australian Strategic Policy Institute. 7 june 2005. p8 .
(En ligne) http://www.aspi.org.au/uploaded/pubs/Aust_US.pdf. Page consultée le 22 septembre 2007

C La politique de sécurité australienne de 2001-2007

3.1 Le faible impact du 11 septembre 2001 sur la relation australienne entretenue avec l'Asie

3.1.1 La relation entre l'Australie et l'Indonésie reste mouvementée

La relation entretenue entre l'Australie et les pays de l'Asie s'est améliorée pendant la période de 2001 à 2007. Des engagements bilatéraux entre l'Australie et des pays de l'Asie sont signés et des discussions au sujet d'une nouvelle entente de sécurité entre l'Australie et l'Indonésie ont repris. Pour l'Australie, le 11 septembre 2001 n'était que le dernier événement d'une série de chocs qui ont engendré un grand sentiment d'insécurité dans la région. La crise financière de 1997, la chute de Suharto en 1998, la crise au Timor Oriental de 1999 et la « crise du Tampa » entourant l'immigration illégale en août 2001 font parties de cette série d'événements²⁰⁸. Le Tampa est un événement qui a démontré la faible relation entre l'Australie et l'Indonésie. Le 26 août, un groupe de quatre cent trente-trois personnes (la plupart indonésiens) à bord d'un bateau de pêche est secouru par le bateau norvégien *MV Tampa* au nord-ouest de l'Australie²⁰⁹. Les personnes à bord avaient l'intention de demander le statut de réfugié une fois arrivé en territoire australien. Lorsque le Tampa a tenté d'aborder l'île Christmas située en territoire australien, le gouvernement de John Howard lui en a refusé l'accès²¹⁰. Il a envoyé la Marine Royale Nationale australienne pour empêcher le bateau d'accoster²¹¹. La réaction australienne fut de faire du Tampa un exemple afin de démontrer que la décision en ce qui a trait à qui entre sur leur territoire leur appartient. Howard a tenté de parler à

²⁰⁸ Derek McDougall et Peter Shearman, *Australian Security after 9/11*, *Op. Cit.*, p. 19.

²⁰⁹ Paul Williams, "Tampa, Terrorism, Temptation: The Howard Government and the Misuse of Mandate", *Social Alternatives*, Vol. 21, No. 3, (winter 2002), p.30.

²¹⁰ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, *Op. Cit.*, p.61.

²¹¹ Michael Wesley, "Perspectives on Australian foreign policy 2001", *Australian Journal of International Affairs*, Vol.56, No.1,(2002), p.54.

la Présidente de l'Indonésie, Megawati Sukanoputri, afin de l'encourager la reprise des réfugiés, mais celle-ci n'a pas retourné son appel. Les deux gouvernements n'ont jamais pu s'entendre sur le sujet, donc les réfugiés ont finalement eu le droit d'accéder à certaines îles du Pacifique dont celles de Nauru, de la Papouasie Nouvelle-Guinée et de la Nouvelle-Zélande. Ce n'est qu'après les attentats de Bali, que la relation avec l'Indonésie s'améliore grandement.

Les attentats terroristes de Bali ont rapproché les deux pays. Ils ont permis la mise en place d'opérations de coopération entre les forces policières de l'Australie et de l'Indonésie pour mieux combattre le terrorisme. La Présidente Sukarnoputri, lors d'une visite officielle en Australie, en février 2003, propose une entente de coopération visant à combattre le terrorisme²¹². L'Australie accepte et donnera trente-six millions pour l'établissement d'un centre à Jakarta qui permettra de renforcer la coopération régionale et de développer les techniques pour prévenir le terrorisme²¹³. Cette coopération s'est consolidée par la vague d'attentats en août 2003 dans un Marriott de Jakarta et en septembre 2004 à l'extérieur de l'ambassade australienne à Jakarta.²¹⁴ En janvier 2005, Howard disait : "Charity begins at home, our home is this region and we are saying to the people of our nearest neighbour that we are there to help you in your hour or need"²¹⁵ un discours qui démontre son changement d'attitude dans l'engagement de l'Australie envers sa région. En Octobre 2005, un autre exemple de l'engagement régional australien dans la guerre contre le terrorisme

²¹² James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*, South Melbourne: Oxford University Press, 2007, p.64.

²¹³ White Paper on Terrorism "Transnational Terrorism: The Threat to Australia" Australian Government Department of Foreign Affairs and Trade. 29 mars 2004. (En ligne) http://www.dfat.gov.au/publications/terrorism/transnational_terrorism.pdf page consultée le 22 septembre 2007.

²¹⁴ Alison Broinowski, *Howard's war*, *Op.Cit.*, p.145.

²¹⁵ Allan Gyngell, "Australia Emerging Global Role", *Current History*, (March 2005), p104.

est que l'Australie décide d'envoyer des troupes de surveillance par bateau aux Philippines dans le but de les aider à combattre le terrorisme musulman auquel fait face Manille²¹⁶. Finalement, il est possible d'affirmer que le 11 septembre a permis à l'Australie de se concentrer sur le terrorisme dans sa propre région.

L'Indonésie, avec la plus grande population musulmane au monde, devint le centre d'attention après le 11 septembre et, bien sûr, Bali renforce cette idée. Un autre exemple de la coopération australienne avec ses États voisins provient de sa grande contribution suite aux tsunamis du 26 décembre 2004. Howard annonce une aide de sept cent soixante-quinze millions sur une période de cinq ans à l'Indonésie dans le cadre du partenariat australien-indonésien pour la reconstruction et le développement²¹⁷. Le Président Yudhoyono, qui a succédé à Sukarnoputri lors d'élections démocratiques en 2004, a dit qu'il n'oublierait jamais cet appui australien²¹⁸. Ce regain de coopération n'est pas né du 11 septembre 2001, mais bien des attentats de Bali. Il y a deux cents personnes, dont quatre-vingt-neuf Australiens, qui sont décédés le 12 octobre 2002 résultant des attentats de la plage Kuta à Bali. Ils furent, à l'origine de l'événement transformateur dans la relation bilatérale entre l'Australie et de l'Indonésie. C'est à cet instant que le désir du gouvernement Howard d'améliorer la relation s'est fait sentir.

3.1.2 L'Australie et la Chine, une relation en amélioration constante

Concernant la relation entre l'Australie et la Chine, elle continue de s'améliorer grandement durant cette période de 2001 à 2007. La période est marquée par plusieurs visites des premiers ministres australien et chinois, ainsi que de hauts

²¹⁶ James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*, Op. Cit., p.65.

²¹⁷ Allan Gyngell, "Australia Emerging Global Role", *Op. Cit.*, p.102.

²¹⁸ Alison Broinowski, *Howard's war*, *Op.Cit.*, p.159.

dignitaires. John Howard visitera cinq fois la Chine, et quatre de ces voyages auront lieu entre les années 2001 et 2005. De son côté, le Président chinois se rend en Australie en 2003. Pour la Coalition de John Howard, le développement d'une bonne relation avec la Chine ainsi que le maintien d'une relation avec les États-Unis est considéré comme étant le plus grand exploit dans le domaine de la politique étrangère²¹⁹. Cet exploit est la preuve que l'Australie peut faire face au défi de s'engager dans la région de l'Asie tout en étant un allié fort des États-Unis.

Après les attentats du 11 septembre 2001, la Chine décide de soutenir les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme. Ainsi, au lieu de faire des Chinois de sérieux compétiteurs aux Américains, l'administration de George Bush déclare qu'il existe une relation constructive et coopérative avec le gouvernement de Beijing²²⁰. Colin Powell, dans un discours, ira même jusqu'à dire que la relation entre la Chine et les États-Unis était à son meilleur durant cette période depuis la visite historique de Nixon en 1972²²¹. Ce rapprochement facilite la relation entretenue entre l'Australie et la Chine. Les intérêts des deux pays convergent puisque la Chine prend part à la Coalition contre le terrorisme, qu'elle participe activement aux forums de l'ARF et de l'APEC. La diplomatie chinoise à l'égard de ses États voisins est plus flexible. Par exemple, dans le passé, la Chine était seulement intéressée par une relation politique avec les États voisins, maintenant l'accent est aussi mis dans les domaines de la sécurité et de l'économie. Downer, lors d'un discours en 2004, fait référence à la Chine en parlant d'elle comme étant un acteur qui contribue à la stabilité et la sécurité de la région²²².

²¹⁹ James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*, *Op. Cit.*, p.90.

²²⁰ James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*, *Op. Cit.*, p.96.

²²¹ *Idem.*

²²² *Ibid* p.106.

Le Livre Blanc du département des Affaires Étrangères en 1997 parle de l'approche australienne envers la Chine comme étant basée sur des intérêts et le respect mutuels. Malgré la crise financière de 1997, de l'intervention au Timor Oriental en 1999 et des événements du 11 septembre 2001, la perception du gouvernement australien envers la Chine n'a pas changé²²³. Le Livre Blanc de 2003 élève la relation avec la Chine à un niveau stratégique où la construction d'une relation avec les chinois est un objectif important pour l'Australie. Donc, le 11 septembre rapproche la Chine et les États-Unis, ce qui a pour conséquence de faciliter les rapports avec l'Australie. La relation entre l'Australie et la Chine est donc en continuité par rapport aux décisions prises lors de la venue au pouvoir de John Howard. Depuis la fin de la période de tension en 1996, la relation entre les deux pays s'améliore constamment.

3.2 Le renforcement notable du 11 septembre 2001 et l'effet démultiplicateur de Bali sur la relation avec les États-Unis

« Personne dans le monde n'est immunisé contre le terrorisme, nous vivons désormais dans un monde différent. C'est le cas depuis le 11 septembre 2001, et c'est encore plus le cas maintenant (faisant référence aux attentats du 12 octobre 2002 à Bali) »

John Howard devant le Parlement australien le 14 octobre 2002

3.2.1 Les effets de la l'engagement australien à la guerre contre le terrorisme

Les événements du 11 septembre 2001 exposent l'Australie aux implications et obligations de l'ANZUS. John Howard est aux États-Unis lors des attentats de 2001. Sa présence avait pour but de célébrer le cinquantième anniversaire de l'accord ANZUS. Dès son retour, devant le parlement australien, il invoque le traité pour la première fois dans le but de démontrer son soutien aux États-Unis. Paul Dibb souligne que depuis 1990, l'Australie a perdu de l'importance dans l'alliance avec les

²²³ James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005, Op. Cit.*, p.92.

Américains : « We had lost our importance as one of the key members of the inner alliance in the war against communism »²²⁴. Le soutien australien à la guerre contre le terrorisme n'est pas accordé seulement car le gouvernement croit aux objectifs de l'administration Bush, mais parce qu'il est nécessaire pour continuer l'alliance avec les Américain²²⁵. Cette nécessité va mener à la participation australienne en Afghanistan et en Irak.

Une semaine après les attentats, le Président américain anticipe une guerre contre le terrorisme lorsqu'il affirme devant le Congrès, que les États qui permettent aux terroristes de résider sur leur sol seraient considérés comme des régimes hostiles²²⁶. George Bush lance le 7 octobre 2001 une opération militaire en Afghanistan et le 17 octobre, il accepte la contribution australienne de 1550 hommes. Les troupes australiennes sont retirées vers la fin de l'année 2002, démontrant que la contribution se voulait plutôt symbolique. Le 11 septembre 2002, le Premier ministre Howard réitère son appui à la guerre contre le terrorisme et, un mois plus tard, les attentats de Bali tuent quatre-vingt-huit australiens²²⁷. Ces attentats démontrent que le terrorisme fait maintenant partie du quotidien australien. Les attaques sont le résultat d'une opération du groupe terroriste indonésien Jemaah Islamiyah, mais selon les services secrets australiens, Al Qaida aurait fourni de l'argent et de l'entraînement aux terroristes²²⁸. Les attentats de Bali ont renforcé la position australienne

²²⁴ Paul Dibb, "The Future of International Coalitions: How Useful? How Manageable?", *The Washington Quarterly*. Vol. 25, No.2,(spring 2002), p.9.

²²⁵ Derek McDougall et Peter Shearman, *Australian Security after 9/11*, *Op. Cit.*, p.114.

²²⁶ James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*, *Op. Cit.*, p.28.

²²⁷ Hugh White, "Australia-U.S Relations Mr. Howard Goes to Washington: The U.S. and Australia in the Age of Terror", *The center for Strategic and International studies*,(juillet 2003), p.143.

²²⁸ White Paper on Terrorism "Transnational Terrorism: The Threat to Australia" Australian Government Department of Foreign Affairs and Trade. 29 mars 2004. p85. (En ligne)

concernant l'action américaine en Irak. Dans les heures avant la première intervention en Irak, John Howard a dit que le 11 septembre 2001 et Bali en 2002 sont deux preuves que les Australiens vivent maintenant dans un monde où les attaques terroristes ont lieu²²⁹.

3.2.2 La participation australienne contestée à la guerre en Irak

Selon Alison Broinowski, la décision du Premier ministre Howard de participer à l'invasion de l'Irak était très contestée au sein de la population australienne²³⁰. Cette décision ne cadre pas avec la réputation de John Howard qui, dans le passé, a toujours suivi l'opinion publique. Robert Garran, souligne qu'au coeur du débat entourant cette invasion, l'Australie a agi sans le consentement de l'ONU et sans l'accord du Conseil de Sécurité donc cette guerre est illégale²³¹. La première étape dans le cheminement vers la guerre est la décision prise le 10 janvier 2003. John Howard décide de déployer des forces dans le golfe Persique afin de soutenir les pressions diplomatiques dans le but de désarmer l'Irak de ses armes de destruction massive²³². Une lettre écrite par des hommes influents dans le domaine politique et militaire comme les anciens premiers ministres Bob Hawke, Malcolm Fraser et Gough Whitlam, demande au gouvernement de ne pas se lancer dans cette guerre sans l'approbation du Conseil de Sécurité²³³. Simon Crean, le leader de l'opposition à cette époque, soutient les troupes mais pas la décision de les envoyer

http://www.dfat.gov.au/publications/terrorism/transnational_terrorism.pdf Page consultée le 23 octobre 2007.

²²⁹ James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*, Op. Cit., p.35.

²³⁰ Alison Broinowski. *Howard's war* Melbourne: Scribe, 2003. p1.

²³¹ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, Op. Cit., p.151.

²³² Ibid p.153.

²³³ Alison Broinowski, *Howard's war*. Ibid p.194.

sans le consentement du Conseil de Sécurité²³⁴. Selon l'opposition, le Premier Ministre Howard aurait vendu les intérêts australiens lors de sa récente visite à Washington en mars 2003²³⁵. Simon Crean croit qu'il est important que l'Australie ne soit pas vu comme un supporteur aveugle des actions américaines dans la guerre en Irak²³⁶.

Le 18 mars 2003, le Président demande formellement à l'Australie de faire partie de la coalition dans les opérations militaires en Irak. Le 20 mars 2003, le Premier ministre Howard répond favorablement et annonce que deux milles australiens iront en Irak²³⁷. La première raison derrière cette décision est que l'Irak ne doit pas être doté d'armes de destruction massive et la deuxième raison est l'importance de l'alliance américaine pour la sécurité australienne. Howard tente de lier les attentats de Bali et du 11 septembre pour démontrer que l'Australie est vulnérable et qu'il faut absolument désarmer l'Irak²³⁸. Howard invoque l'article 51 du code de l'ONU c'est-à-dire l'article qui traite du droit à un État de se défendre en cas d'attaque sauf qu'il n'y a aucune preuve que l'Irak avait les ressources pour attaquer le continent australien²³⁹. Dans un discours Howard dit: "Australia is a close ally to United States. No nation is more important to our long-term security (...). Australia's alliance with the United States has been and will remain an important element in the

²³⁴ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, *Op. Cit.*, p. 154.

²³⁵ Hugh White. "Australia-U.S Relations Mr. Howard Goes to Washington: The U.S. and Australia in the Age of Terror", *Op.Cit.*, p.125.

²³⁶ Mark Beeson, *Bush and Asia: America's evolving relation with East Asia*, New York: Routledge, 2006, p.26.

²³⁷ Joseph A. Camilleri, "A Leap into the past-in the name of the 'national interest' ", *Australian Journal of International Affairs*, Vol.57, No.3,(novembre2003), p.443.

²³⁸ Alison Broinowski. *Howard's war*, *Op. Cit.*, p.39.

²³⁹ Alison Broinowski. *Ibid* p.195.

government decision-making on the Iraqi issue. Support for the alliance was at the heart of Australia's stance. It wasn't a time in our history to have a breach with the United States. If we were to walk away from the American alliance it would leave us as a country very vulnerable and very open."²⁴⁰ Son discours démontre bien la place que l'alliance avec les États-Unis occupe dans les politiques de sécurité du gouvernement australien.

La participation australienne à l'invasion de l'Irak a des répercussions sur l'engagement du pays dans sa région de l'Asie Pacifique. Le résultat de l'engagement australien à la guerre en Irak fait en sorte que les pays voisins de l'Australie sont moins intéressés à coopérer avec l'Australie dans les affaires régionales²⁴¹. Par exemple, les pays membres de l'association des pays de l'Asie du Sud (ASEAN) décident d'exclure l'Australie de leur forum²⁴². La Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines s'inquiètent de la disproportion de la position d'Howard et du manque de consultation de l'Australie avec ces voisins²⁴³.

En mars 2004, Howard rappelle que la participation australienne en Irak est une des meilleures réalisations de son gouvernement. Il insiste sur le fait que sans leur participation, Saddam aurait développé des armes de destruction massive et les aurait exportées à des pays dangereux pour la sécurité de l'Australie²⁴⁴. En 2004, il est confirmé que l'Irak n'avait aucune arme de destruction massive et aucun

²⁴⁰ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, *Op. Cit.*, p.157-161.

²⁴¹ Alison Broinowski, *Howard's war*, *Op. Cit.*, p.35.

²⁴² *Ibid* p.28.

²⁴³ *Ibid* p.194.

²⁴⁴ *Ibid* p.199.

programme pour les développer²⁴⁵. L'opinion publique reproche immédiatement au gouvernement de l'avoir mal informée dans le but d'obtenir son soutien pour la guerre. Le gouvernement Howard répond à ces critiques en affirmant qu'au moment de la décision, son gouvernement avait pris la meilleure décision selon les informations disponibles²⁴⁶.

Bref, la participation australienne aux mêmes guerres que leurs alliés américains ne datent pas du 11 septembre 2001. À partir de 1950, les Australiens ont pris part aux côtés des Américains à la guerre de Corée, ensuite de la guerre du Vietnam (1962), de la première guerre du golfe persique (1991), de la guerre en Afghanistan (2002) et finalement la deuxième guerre du golfe persique (2003). Les Australiens sont aussi aux côtés des Américains dans des opérations de paix dirigées par l'ONU. au Rwanda (1994-1995), en Somalie (1992-1993), en Yougoslavie (1992, 1997-2006) et au Kosovo (1999-2006)²⁴⁷. Donc, il est faux d'affirmer que le 11 septembre provoque une rupture dans la politique de sécurité australienne. Il est possible d'observer une continuité avec les politiques qui datent de 1950 et surtout une continuité avec la politique mise en place avec l'élection de John Howard. Celui-ci affirme en prenant le pouvoir en 1996, vouloir renforcer la relation australo-états-unienne, qui est, selon lui, négligée par ses prédécesseurs.

Dans ce chapitre, nous avons démontré que l'Australie dirigée par le gouvernement de Paul Keating de 1991 à 1996 obéit à des intérêts différents du gouvernement de John Howard. Les relations entretenues entre l'Australie et

²⁴⁵ Idem

²⁴⁶ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, Op. Cit., p.176.

²⁴⁷ Department of Veterans Affairs, Australian government. «Australian Peacekeeping Operations » (En ligne) adresse suivante : <http://www.dva.gov.au/commem/commac/studies/anzacsk/res1.htm> page consultée le 22 octobre 2007.

l'Indonésie, la Chine et les États-Unis font face à plusieurs défis causés par des facteurs internes, c'est-à-dire à l'intérieur du gouvernement australien, ainsi que par des facteurs externes. Les attentats du 11 septembre 2001 ne constituent pas une rupture dans la politique de sécurité australienne, ils représentent une continuité des politiques mises en place par le gouvernement Howard. La rupture débute en 1996 lors du changement de Premier ministre. Le facteur décisionnel et le facteur régional seront invoqués pour expliquer cette rupture, laquelle fut analysée dans ce chapitre.

CHAPITRE II

LES CAUSES DE LA RUPTURE DE 1996 DANS LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ AUSTRALIENNE

A L'influence du facteur décisionnel sur les causes internes de la rupture de 1996

4.1 Vision du monde opposée des deux décideurs

Plusieurs auteurs ont essayé de définir l'approche perceptuelle et plusieurs autres ont essayé de justifier la place du système de croyances des décideurs dans la prise de décision. Ces deux concepts seront utilisés dans l'explication des facteurs internes de la rupture de 1996 dans la politique de sécurité australienne. En premier lieu, nous les définirons, en deuxième lieu nous expliquerons le rôle de la politique étrangère afin de comprendre à qui revient la tâche de prendre des décisions concernant la politique de sécurité australienne et finalement nous démontrerons la validité de notre hypothèse à l'aide d'une description des visions des premiers ministres John Howard et Paul Keating.

Nous croyons que l'approche perceptuelle est nécessaire pour expliquer la rupture de 1996 dans la politique de sécurité de l'Australie. Dario Battistella croit que la clé pour comprendre les agissements d'un État réside dans la façon dont les *leaders* perçoivent les situations²⁴⁸. Robert Jervis ajoute que si les décisions et les actions concernant la politique étrangère divergent d'un décideur à l'autre, c'est parce qu'une personne réagit à l'égard du monde extérieur par l'intermédiaire de la perception qu'elle a de ce monde²⁴⁹. Un décideur réagit en fonction de son image de la situation

²⁴⁸ Dario Battistella, *Théorie Des Relations Internationales*, Paris : Presse de la Fondation Nationale Des Sciences Politiques, 2003, p.333.

²⁴⁹ Ibid p.336.

et non en fonction de la réalité objective. L'approche perceptuelle, telle que définit par Charles-Philippe David, « privilégie l'idée que dans une situation donnée, les décideurs adoptent le comportement le plus satisfaisant à leurs yeux, compte tenu de la perception qu'ils ont des circonstances entourant la situation »²⁵⁰. Nous utiliserons cette définition dans ce mémoire, car nous croyons qu'elle est utile pour expliquer la rupture.

Nous croyons aussi que le système de croyance des décideurs est important. Ce système de croyance est au cœur du processus cognitif agissant lors de la prise de décision. L'image ou la représentation de la situation que se fait un décideur dépend de son système de croyance²⁵¹. Ole Holsti définit le système de croyance ainsi : « il est composé d'un certain nombre d'images du passé, du présent et du futur et il inclut la connaissance qu'a un individu de lui-même et du monde. Ce système dynamique est continuellement en interaction avec de nouvelles informations et il oriente l'individu envers son environnement »²⁵². Lors de l'utilisation de ce concept, nous ferons référence à cette définition.

Le rôle du Ministère des Affaires étrangères est de répondre aux événements ayant lieu à l'étranger en émettant des communiqués concernant la position australienne. Il doit aussi négocier des traités et représenter l'Australie à l'étranger ainsi que d'expliquer aux citoyens les politiques choisies par les décideurs. La défense et la sécurité sont des sujets fondamentaux de la politique étrangère. Le volet sécurité et défense est inclus dans la politique étrangère ainsi ce sont les mêmes personnes qui prennent les décisions. Les principaux acteurs concernés par le façonnement de la politique étrangère sont le Premier ministre, le ministre des

²⁵⁰ Charles-Philippe David, *Au Sein de la Maison-Blanche*. La formulation de la politique étrangère des États-Unis. 2^e édition. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2004, p.17.

²⁵¹ Ole R Holsti, *Making American Foreign Policy*, New York:Routledge, 2006, 244.

²⁵² *Idem*

affaires étrangères, le ministre des affaires commerciales, le Cabinet et l'équipe ministérielle²⁵³. Ces acteurs appartiennent à l'Exécutif dans la version australienne du système de Westminster. Souvent la prise de décision au niveau de l'Exécutif est plutôt consensuelle que conflictuelle²⁵⁴. Le Premier ministre australien est considéré comme l'homme le plus influent en ce qui a trait à la politique étrangère. Selon Russell Trood, la capacité du Premier ministre de sécuriser l'Australie et de maintenir le contrôle sur la politique étrangère est unique²⁵⁵. Peter Edwards, ajoute qu'il fait partie de la culture australienne d'accepter et surtout d'espérer du Premier ministre de jouer un rôle grandissant dans les affaires étrangères²⁵⁶. En étudiant la Constitution australienne nous comprenons en regardant la section 51 que les relations extérieures sont gérées par le fédéral. Le Premier ministre a autorité sur la police ainsi que sur le gouvernement fédéral. L'article 51 de la Constitution démontre donc l'importance et l'influence énorme du Premier ministre dans la politique étrangère. Les ministres des Affaires Étrangères Evans, Evatt, Casey ont tous eu une grande influence sur la politique étrangère. Cependant lorsque leurs points de vue différaient de celui du Premier ministre, c'était à celui-ci que revenait le droit de trancher²⁵⁷. Il est le chef donc responsable des décisions importantes dans le domaine.

Le facteur décisionnel utilisé pour expliquer la rupture de 1996 met en relief le rôle de la personnalité des leaders lors de la prise de décision. La politique étrangère est très hasardeuse puisque le gouvernement est constitué d'humains qui poursuivent des buts différents dans ce domaine. La politique étrangère résulte d'une

²⁵³ Steward Firth, *Australia in International Politics: An Introduction to Australia foreign Policy 2nd edition* Op. Cit., p.76.

²⁵⁴ Allan Gyngell, "Australia Emerging Global Role", *Op.Cit.*, p.41.

²⁵⁵ Ibid. p.97.

²⁵⁶ Idem

²⁵⁷ Ibid. p.99.

variété d'intérêts de ceux qui sont engagés dans le processus de prise de décision. Alexander George explique que les comportements politiques sont influencés par une variété de croyances cognitives que les leaders ont acquises durant leur éducation et leur développement personnel jusqu'à leur carrière politique²⁵⁸. Les buts les plus importants comme la sécurité et la défense de l'Australie sont trop généraux afin de mettre en application un plan d'action pour le réaliser. Ainsi, les leaders doivent définir des objectifs plus concrets afin de établir la sécurité de l'Australie. Ces objectifs et ces stratégies sont érigés en fonction des valeurs et des croyances des leaders. Par exemple John Howard et Paul Keating utilisent des stratégies opposées dans le but de favoriser la sécurité nationale de l'Australie. Le premier utilise la « forward defence » tandis que le deuxième met en place des stratégies de défense de type continentales. Les croyances des acteurs influencent leur perception du monde et elles permettent de comprendre le choix des stratégies opposées des décideurs. Ces croyances entraînent des normes et des guides de conduite influençant les choix de stratégies de l'acteur²⁵⁹. L'interprétation de Robert Menzies sur la place de l'Australie dans le monde ainsi que celle des ministres Whitlam, Fraser, Keating et Howard sont différentes mais tout aussi influentes sur la politique de sécurité australienne. Certains d'entre eux perçoivent la place de l'Australie en Asie, tout comme Paul Keating. D'autres, comme John Howard, comprennent la position australienne sur la scène internationale en fonction de l'alliance américaine. Leurs visions ont influencé les décisions et les politiques mises en place.

En résumé, l'approche perceptuelle permet de reconstituer l'univers des décideurs. Selon cette approche, la prise de décision est le résultat de divers facteurs

²⁵⁸ Traduction libre des propos d'Alexander George. *Presidential Decisionmaking in Foreign Policy: The Effective Use of Information and Advice*. Boulder: Westview Press, 1980, p5.

²⁵⁹ Ibid p191.

dont le système de croyances²⁶⁰²⁶¹. Les visions de John Howard et de Paul Keating sont opposées d'où leurs représentations du monde divergentes. Malgré tout, les deux premiers ministres ont pour priorité la sécurité de l'Australie, sauf que les stratégies pour y arriver diffèrent. Dans la prochaine partie, nous présenterons les deux visions opposées afin d'expliquer la rupture. Paul Keating a une vision dite « régionaliste » et il souhaite faire usage de tactiques multilatéralistes dans le domaine de la sécurité tandis que John Howard a une vision de type « allianciste » qui priorise les stratégies bilatéralistes.

4.1.1 La vision de Paul Keating, « Régionaliste », multilatéraliste et la défense continentale

Dans ce mémoire, nous avons mentionné précédemment que Paul Keating perçoit l'Australie comme étant un pays membre de la région de l'Asie Pacifique. Son approche a pour but de développer une identité australienne dans cette région. L'idéal à atteindre est une sécurité régionale dans laquelle les États voisins se soutiennent dans leurs diverses démarches de sécurité et où il existe d'un très haut niveau de confiance qui favorise la coopération. Cette coopération régionale mène à un dialogue entre les États avoisinants qui permet la promotion des normes internationales. Bref, pour Paul Keating, l'Australie doit se considérer comme faisant partie de la région. Ses croyances régionalistes influent sur le choix de ses politiques.

²⁶⁰ Charles-Philippe David, *Au Sein de la Maison-Blanche*. La formulation de la politique étrangère des États-Unis. 2^e édition, *Op. Cit.*, p.18.

²⁶¹ Pour plus d'informations concernant la théorie perceptuelle et l'influence des facteurs internes comme le système de croyance, nous suggérons plusieurs lectures, David, Charles-Philippe. *Au Sein de la Maison-Blanche*. La formulation de la politique étrangère des États-Unis. 2^e édition. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 2004, 737p, George Alexander. *Presidential Decision-making in Foreign Policy: The Effective Use of Information and Advice*. Boulder: Westview Press, 1980, 267p., Jervis, Robert. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, N.J., 1976. 445., Hudson, Valerie. *Foreign Policy Analysis : Classic and Contemporary Theory*. Lanham : Rowman & Littlefield Publisher, 2007, 225p.

Cette sécurité régionale a pour conséquence l'adoption d'une défense continentale. Ce type de défense rend le pays plus indépendant de ces alliés. Une situation dans laquelle l'Australie ne prend part qu'à des conflits où les intérêts du pays sont menacés directement. La place de l'alliance américaine reste importante puisqu'elle est une source rassurante pour les Australiens alors que l'alliance régionale prédomine dans le domaine de la sécurité. La défense continentale implique par définition la défense du continent australien. Les militaires sont déployés dans la région de l'Asie Pacifique. La région immédiate de l'Australie varie selon les administrations. Paul Keating considère que la région immédiate de l'Australie où les militaires sont plus susceptibles d'être envoyés en mission est la région du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est. La région du Pacifique totalise 22 pays et territoires dont la Papouasie Nouvelle-Guinée, Bougainville et les îles Fiji. La région de l'Asie du Sud Est inclut les pays suivants : l'Indonésie, le Timor Oriental, Singapour, la Malaisie, le Brunei, les Philippines, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Myanmar.

Paul Keating favorise des stratégies multilatéralistes pour réaliser son idéal régionaliste. Le Premier ministre croit que les stratégies bilatéralistes feraient de l'Australie un pays vulnérable et contrôlé par les États avec lesquels le pays aurait des accords bilatéralistes. Sa stratégie multilatéraliste réfère à une diplomatie basée sur de multiples relations et coalitions ainsi que de l'utilisation des organisations internationales. Par exemple, Paul Keating consacrera beaucoup d'efforts à l'ARF afin que l'Australie puisse faire partie d'un forum avec les autres membres de l'Asie Pacifique.

Finalement, l'intérêt national australien doit inclure des intentions de « bon citoyen international », un terme inventé par Gareth Evans, ministre des Affaires Étrangères (1988-1996). Son influence sera importante auprès de l'administration Keating puisque les deux personnages partagent les mêmes croyances : une croyance

dans les organisations internationales telle que les Nations Unies et dans la participation australienne aux opérations de maintien de la paix. Evans et Keating croient que la diplomatie multilatérale et la sécurité régionale sont des moyens nécessaires pour favoriser l'importance australienne sur la scène internationale. Telle est l'idéologie derrière la fonction de « bon citoyen international ».

4.1.2 La vision de John Howard, « Alliantiste », bilatéraliste et la « forward défense »

Lorsque John Howard est devenu Premier ministre en 1996, il a remplacé le pupitre de Paul Keating par celui de Robert Menzies, ancien Premier ministre (en fonction de 1939-41, 1949-1966). Le Premier ministre s'inspire de son style car il le considère comme un modèle. Pendant son ère, l'Australie avait un sens de la famille, c'était une période qui lui inspire l'optimisme²⁶². Sous le règne de Menzies, l'accord de l'ANZUS est élaboré et signé. Ce Premier ministre a aussi pris la décision d'envoyer des troupes australiennes au Vietnam. R Menzies était perçu comme étant un Premier ministre très pro américain et l'alliance avec les États-Unis atteint un niveau très élevé. Les deux pays partageaient la même peur du communisme. Presque toutes les initiatives de politique étrangère durant cette période avaient pour but de renforcer la position américaine dans la région de l'Asie Pacifique afin d'endiguer le communisme²⁶³. Voilà d'où provient l'admiration de John Howard, les deux hommes partagent les mêmes croyances. L'alliance entre l'Australie et les États-Unis occupe une place importante et elle est une stratégie choisie par les deux premiers ministres afin de permettre la sécurité du continent australien.

²⁶² Robert Garran *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance, Op. Cit.*, p.11.

²⁶³ Meg Gurry, "Identifying Australia's 'Region': From Evatt to Evans". *Australian Journal Of International Affairs*. Vol.49, No.1, (Mai 1995), p.22.

Lorsqu'il est question de politique de sécurité, l'approche de John Howard privilégie surtout l'alliance avec les États-Unis. Telle est sa stratégie pour accomplir la sécurité nationale. L'Asie, selon le Premier ministre, est de haute importance puisque les États membres sont les voisins de l'Australie en plus d'être des partenaires commerciaux du plus grand intérêt. Cependant, les liens entretenus entre l'Australie et l'Amérique et l'Europe sont plus profonds. John Howard instaure un nouveau nationalisme selon lequel il définit comme déloyal et contraire au patriotisme australien tout refus d'appuyer l'alliance avec les États-Unis²⁶⁴. Le département des Affaires Étrangères et du Commerce dépose en 1997 son premier Livre Blanc intitulé *Dans l'Intérêt National*, dans lequel il est écrit qu'il n'existe pas de relation stratégique plus importante que celle que l'Australie entretient avec les États-Unis. Sa façon de percevoir le système international diffère de Paul Keating. Les deux chefs ne partagent pas la même représentation de l'Australie sur la sphère internationale.

Ensuite, la tendance de Howard d'avoir recours à des stratégies bilatéralistes est une caractéristique de sa vision. Durant ses dernières onze années au pouvoir, il est possible d'observer une accentuation du nombre d'accords bilatéralistes signés. Le Premier ministre favorise la primauté de l'État sur les organisations régionales, il souhaite limiter leur pouvoir²⁶⁵. Concernant l'Asie, la stratégie adoptée par le gouvernement est de signer des ententes bilatérales afin de se rapprocher du continent. Par exemple, des ententes de libre-échange sont signées entre l'Australie et certains pays de l'Asie dont Singapour (entente signée le 28 juillet 2003), la Thaïlande (entente signée le 1 janvier 2005), le Japon (entente signée le 12 décembre 2006). Des négociations sont entreprises entre l'Australie et la Chine pour arriver à

²⁶⁴ Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, Op. Cit., p8.

²⁶⁵ James Cotton et John Ravenhill, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*, Op.Cit., p.7

une entente depuis le 18 avril 2005 ainsi qu'entre l'Australie et la Malaisie, depuis le 7 avril 2005. Il y a aussi des ententes bilatérales signées concernant le contre-terrorisme entre l'Australie et plusieurs pays de l'Asie dont la Malaisie et la Thaïlande. Cependant, la preuve la plus accablante de l'accentuation du bilatéralisme date du 11 septembre 2001. En signe de soutien aux États-Unis, Howard invoque l'ANZUS pour une première fois.

Ensuite, la « forward defence » est la stratégie privilégiée par John Howard dans le domaine de la sécurité. L'Australie, selon ce type de stratégie, est plus en sécurité en envoyant des troupes combattre l'ennemi en dehors du continent. La participation australienne aux guerres en Afghanistan et en l'Irak en est un exemple. La « forward defence » met l'accent sur le rôle des alliances. Selon cette stratégie, il y a croyance que l'Australie va combattre aux côtés des forces militaires de ses alliés et en guise d'appréciation ces alliés seront disposés à aider l'Australie en retour. Cette peur australienne qui les force à dépendre de leurs alliés ne date pas d'hier. Pour les adeptes de cette vision, il y aura toujours menace à la sécurité des intérêts australiens dans le monde. L'Afghanistan n'a pas officiellement attaqué l'Australie mais plutôt leurs alliés américains. Ainsi, les visions de John Howard et de Paul Keating les invitent à utiliser des stratégies différentes.

Lorsque le gouvernement australien discute de sécurité, selon Stewart Firth, il la classe en deux catégories, la sécurité globale et la sécurité régionale²⁶⁶. La sécurité globale est une sécurité qui vise la prévention des guerres entre les États majeurs comme le sont la Chine, le Japon et les États-Unis. La sécurité régionale se limite à une définition de la sécurité où la paix est gardée à l'intérieur de la région australienne. La sécurité globale est tenue dans la zone éloignée de l'Australie et la

²⁶⁶ Stewart Firth, *Australia in International Politics: An Introduction to Australia foreign Policy 2nd edition, Op.Cit.*, p.167.

sécurité régionale est tenue dans la zone immédiate du pays. Nous observons que les deux administrations Keating et Howard ont une définition différente de ce qu'est la zone éloignée de l'Australie. Cette vision différente de la zone de sécurité éloignée des deux premiers ministres est un facteur qui contribue à la rupture qui débute en 1996.

Aucun gouvernement n'a jamais accordé à l'Asie, spécifiquement l'Asie du sud-est, autant d'importance dans la politique australienne²⁶⁷. Le gouvernement de Paul Keating inclut la région de l'Asie du Sud Est dans sa définition de la région éloignée australienne. Selon lui, les pays de l'Indonésie, du Timor Oriental, Singapour, la Malaisie, le Brunei, le Cambodge, les Philippines, le Vietnam, le Laos, la Thaïlande et le Myanmar sont membres de cette région où vivent environ 500 millions d'individus. L'Australie y est un acteur qui souhaite s'intégrer afin de contribuer à la stabilité et la paix de la région. Pour le «Australian Labor Party», la région immédiate de l'Australie est constituée de 22 États et territoires dont la Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG), Bougainville, les îles Salomon et les îles Fiji en sont des exemples où 8 millions de personnes habitent la région. Dans cette partie du monde, l'Australie est la grande puissance qui a pour responsabilité de gérer les crises et veiller à la stabilité.

John Howard considère la région immédiate australienne de façon semblable au gouvernement de Paul Keating. Il inclut la région Pacifique toutefois concernant la région éloignée, John Howard a une vision plus élargie de la sécurité globale australienne. Celui-ci inclut la région de l'Asie du Nord Est dont la Chine, le Japon, l'île de Taiwan, la région Est de la Russie ainsi que les deux Corées. Cette région représente plus du quart de la population mondiale. Elle est l'endroit où le commerce et l'économie australienne a le plus d'importance. Cependant l'Australie est trop

²⁶⁷ Greg Sheridan, *Tigers: Leaders of the new Asia Pacific*. Sydney: Allen and Unwin, 1997, p.113.

petite en terme de puissance pour exercer une grande influence donc c'est la Chine, le Japon et les États-Unis qui dictent les règles dans cet endroit du monde. L'Australie est un allié des États-Unis, qui agit selon les règles dictées par son grand ami et allié américain. L'intérêt vital australien est de garder les États-Unis engagés dans la région de l'Asie Nord Est dû à son climat d'instabilité²⁶⁸. Il existe trois conflits potentiels dont celui de Taiwan, des deux Corées et du Cachemire en Asie du Sud qui poussent le gouvernement australien à encourager leurs alliés à s'engager dans la région et dans ce but, l'Australie offre son aide et appuie chaque activité américaine dans la région. Donc, la réorientation géopolitique s'effectue dès 1996 parce que le gouvernement Howard a compris l'urgence de la situation où la région est extrêmement instable.

La vision de John Howard de la représentation de l'Australie dans la sphère internationale explique cet élargissement de la sécurité globale australienne. L'influence de l'alliance américaine présente dans la vision « allianciste » de John Howard a pour conséquence l'élargissement du spectre de sécurité de l'Australie. Le pays s'engage dans la résolution de conflit dans la région l'Asie du nord-est en tant qu'allié des américains. Cette vision est différente de celle de Paul Keating ce qui explique la réorientation géopolitique de la politique de sécurité australienne. Nous croyons qu'il est important de noter que ce ne sont pas les attentats du 11 septembre 2001 et de Bali en 2002 qui ont poussé l'Australie à agir comme étant les alliés des Américains dans la région de l'Asie Pacifique. Dès 1996, Howard met clairement des stratégies en place dont l'élargissement de la région de sécurité globale de l'Australie afin de protéger les intérêts occidentaux dans la région. Ainsi, voici un autre facteur contribuant à démontrer la vision différente des deux premiers ministres.

²⁶⁸ June Verrier, "Australia's self-image as a regional and international security actor: some implications of the Iraq war". *Australian Journal of International Affairs*. Vol 57, No 3 (novembre 2003), p.459.

Sécurité : objectif commun, stratégies divergentes

Comment réussir à sécuriser l'Australie? Tel est l'objet d'un grand débat qui oppose les deux premiers ministres Keating et Howard. Le premier favorise des stratégies multilatéralistes tandis que le deuxième croit aux avantages des ententes bilatérales. Keating croit que l'Australie doit démontrer de l'intérêt envers sa région tandis que Howard croit que c'est envers l'alliance américaine que l'Australie doit se concentrer. Ces stratégies divergentes pour sécuriser l'Australie expliquent en partie les facteurs internes de cette rupture qui débute en 1996. Une des stratégies a pour conséquence l'indépendance australienne envers ses alliés tandis que l'autre stratégie a tendance à les rapprocher. Les croyances des deux décideurs semblent les entraîner dans deux directions différentes en gardant pourtant le même objectif, assurer la sécurité de la population australienne.

Un exemple concret de comparaison entre les visions des deux premiers ministres concerne la participation des troupes militaires australiennes au conflit en Irak en 1991 et en 2003. L'Australie a participé activement aux deux conflits mais pour des raisons différentes. La guerre du Golfe en 1991 est perçue par l'Australie comme étant une opération d'imposition de la paix. L'Australie appuie très tôt la position américaine concernant la guerre du Golfe Persique. Le 29 novembre 1990, le conseil de sécurité de l'ONU autorise une action militaire en sol Irakien selon la résolution 678. Paul Keating, fort défenseur de l'ONU décide ainsi d'engager l'Australie. Sa croyance dans les organisations internationales et au concept de « bon citoyen international » explique la participation australienne au conflit.

De son côté, en 2003, John Howard autorise la participation des troupes militaires australiennes à la guerre d'Irak. Une décision qui est vivement critiquée par l'opinion publique. Robert Garran, souligne qu'au coeur du débat autour de cette

invasion se trouve le problème que l'Australie a agi sans le consentement de l'ONU. Selon plusieurs auteurs, universitaires et politiciens, sans l'accord du Conseil de Sécurité cette guerre est illégale²⁶⁹. La décision est prise le 10 janvier 2003. John Howard décide de déployer des forces dans le golfe Persique pour soutenir les pressions diplomatiques dans le but de désarmer l'Irak de ses armes de destruction massives²⁷⁰. Une lettre écrite par des hommes influents dans les domaines politiques et militaires incluant les anciens premiers ministres Bob Hawke, Malcolm Fraser et Gough Whitlam, demande au gouvernement de ne pas se lancer dans cette guerre sans l'approbation du Conseil de Sécurité²⁷¹. Cependant, la réponse de Howard est très claire et dans un discours le Premier ministre affirme : "Australia is a close ally to the United States. No nation is more important to our long-term security (...). Australia alliance with the United States has been and will remain an important element in the government decision-making on the Iraqi issue. Support for the alliance was at the heart of Australia's stance. It wasn't a time in our history to have a breach with the United States. If we were to walk away from the American alliance it would leave us as a country very vulnerable and very open."²⁷² Son discours démontre bien l'influence que l'alliance avec les États-Unis occupe dans l'agenda des politiques de sécurité australien. « Alliances » versus « régionalisme », des visions opposées impliquant des stratégies différentes dans le but commun, soit sécuriser le continent australien.

²⁶⁹ Robert Garran., *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, Op. Cit., p151.

²⁷⁰ Ibid p153.

²⁷¹ Alison Broinowski. Op Cit p194.

²⁷² Robert Garran, *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*, Op. Cit., p157-161.

4.2 L'influence du changement du personnel politique sur la formulation de politiques de sécurité

4.2.1 L'impact de l'homogénéité du Cabinet de Howard

Nous croyons que le changement de personnel politique a eu un effet sur la prise de décision. Le Cabinet, par exemple, a un plus grand contrôle sur la politique étrangère que dans d'autres domaines gouvernementaux. Il est formé par le parti majoritaire à la Chambre des Représentants. Le Cabinet est l'organe central de la formulation de la politique où cinq comités différents étudient les politiques à adopter dans l'avenir²⁷³. Ainsi le Cabinet est engagé étroitement dans le processus décisionnel. Le Premier ministre exerce un certain contrôle sur le Cabinet. Il est à la tête du Cabinet et décide de l'agenda et des sujets de discussions durant les réunions²⁷⁴.

En 1996, Howard ajoute un comité spécial qui s'intéresse particulièrement au domaine de la sécurité nationale. Il est appelé le « National Security Committee » (NSC)²⁷⁵. Il n'est pas sans rappeler le NSC américain. Howard, pur « allianciste », démontre qu'il peut adapter le processus décisionnel australien à celui des États-Unis. Sous le NSC australien, le Premier ministre siège au niveau politique ainsi que le vice Premier ministre, le ministre des Affaires Étrangères, le ministre de la défense, le ministre des finances, le ministre de l'immigration et « l'attorney général ». Le NSC est considéré, par plusieurs auteurs et politiciens, comme le mécanisme ayant le plus d'influence de tous les cinq comités du Cabinet. Lorsqu'il y a des crises, le NSC se

²⁷³ Ian Cook, "Australians Speak 2005 : public opinion and foreign policy". The Lowy Institute Poll. 29 march 2005. p.24 (En ligne)
<http://www.lowyinstitute.org/Publication.asp?pid=236> (page consultée le 3 octobre 2007)

²⁷⁴ Ibid p.23.

²⁷⁵ Steward Firth, *Australia in International Politics: An Introduction to Australia foreign Policy 2nd edition*. Op.Cit., p.76.

rencontre et prend des décisions. La crise au Timor Oriental de 1999 ainsi que les attentats de Bali en 2002 sont deux exemples où le NSC s'est rencontré à plusieurs reprises afin de décider de l'approche australienne face aux événements. En plus d'introduire un nouveau comité, Howard crée une nouvelle responsabilité au poste de Premier ministre : chef de la sécurité nationale. Lorsque les membres du NSC se rencontrent, la décision finale appartient au chef de la sécurité nationale soit le Premier ministre. Ce nouveau titre augmente son autorité dans le domaine de la politique de sécurité.

Ensuite, plusieurs auteurs croient que le Cabinet est l'incarnation de l'autorité de Howard. Il l'utilise à des fins d'autorité et pour tester la loyauté de ces membres. Le Cabinet de Howard est secret et fermé. Les grands débats se font à l'intérieur des rencontres de Cabinet, mais les restrictions des ministres envers le parti sont tellement imposantes qu'elles réduisent la tenue d'un vrai débat. Les différends au sein du Cabinet sont rares et les débats ont lieu discrètement. Plusieurs auteurs qualifient le Cabinet, sous Howard, de traditionnel tout comme il l'était sous les premiers ministres Fraser et Hawke. Ces mêmes auteurs ont ajouté que le Cabinet de John Howard était le plus unifié de l'histoire depuis le Premier ministre Menzies²⁷⁶. Un autre exemple qui démontre l'attachement de Howard aux croyances de son héros R. Menzies.

John Howard est très engagé dans le processus décisionnel. Il siège sur quatre des cinq comités du Cabinet. Sa perception du monde comme étant un endroit menaçant pour l'Australie a pour conséquence qu'il insiste sur l'action. Son message et ses décisions doivent être acceptés par les membres du parti. Au début de chaque mandat, Howard écrit une lettre à chaque ministre dans laquelle il leur expose les

²⁷⁶ Paul Kelly, *The changes, the challenges, the choice for Australia*, St-Leonard: Allen & Unwin, 2000, p.10.

priorités gouvernementales et ce qu'il attend d'eux. Selon Paul Kelly, les ministres ont des responsabilités non pas devant le Parlement australien, non pas devant la Coalition Libérale Nationale mais bien devant le Premier ministre²⁷⁷. John Howard exerce une énorme influence sur les membres du Cabinet.

John Howard est perçu comme étant un personnage très influent, dit un « strong leader ». Selon le théoricien australien, Graham Little, les « strong leaders » voient leurs relations avec les autres dans une optique compétitive. Ils préfèrent la structure et des directions fermes afin de gérer les situations de crises et les débats²⁷⁸. Ces « strong leaders » attirent par leur façon de réduire les doutes qui planent dans l'air. Ils identifient les menaces et promettent de les combattre afin de garantir la sécurité aux citoyens. Dès son premier mandat John Howard, selon la définition de Little, est un « strong leader ». Il réussit à identifier les menaces, il véhicule le besoin de les combattre au sein de son Cabinet et rallie les troupes derrière ses idées. Dans le conduit de ses politiques, Howard est tellement influent qu'on le décrit comme étant déterminé, stratégique, un Premier ministre contrôlant. Selon plusieurs, il est tellement dominant au sein de son parti qu'il pourrait rester le chef de la Coalition aussi longtemps qu'il le voudra²⁷⁹. Une idée bien adaptée à la réalité car après 11 ans et demi au pouvoir, il est encore le candidat que le parti a choisi comme chef pour les élections de novembre 2007.

John Howard a su construire une structure décisionnelle dans laquelle le Cabinet est en parfaite cohésion et où il y a des conseillers clés au sein de son équipe

²⁷⁷ Traduction libres : Howard working rule of ministerial responsibility is that minister are responsible not to the Parliament or the party but to the PM. Paul Kelly, *The changes, the challenges, the choice for Australia, Op.Cit.*, p17.

²⁷⁸ Little, Graham. *Political Ensemble: A Psychosocial Approach to Politics and Leadership*. Oxford Melbourne University Press, 1985, p3.

²⁷⁹ Ibid. p.4.

à qui il fait totalement confiance. Depuis 1996, Howard a maintenu sa confiance en Peter Costello (ministre des finances), Alexander Downer (ministre des affaires étrangères) et Phillip Ruddock, son directeur du parti Libéral. Il essaie de maintenir la stabilité et la continuité au sein de son équipe décisionnelle sachant que des conseillers loyaux protègent et défendent les idées de leur Premier ministre.

Cependant, cette stabilité et cette confiance provoquent l'homogénéité. Selon Paul Hart, la composition du personnel est homogène au Cabinet c'est-à-dire que les membres partagent des idées semblables à celles du Premier ministre, est un facteur de tendance au conformisme²⁸⁰. Les convictions idéologiques aveuglent parfois les membres du Cabinet ainsi que le Premier ministre parce que souvent l'homogénéité ne produit qu'un seul point de vue sur une situation. Lorsque les décisions importantes se prennent à l'intérieur d'un groupe il y a risque d'une diminution de la qualité des décisions. Il y a certaines barrières psychologiques qui empêchent la remise en question de certains choix qui s'expliquent par le filtrage d'informations ou des opinions contraires de la majorité du groupe qui pourraient nuire au consensus²⁸¹. L'homogénéité à l'intérieur d'un groupe produit parfois à une analyse biaisée d'une information existante en vue de renforcer le point de vue du groupe. Ces éléments au sein du Cabinet et à l'intérieur du NSC, contribuent au fait que le Premier ministre ainsi que ses conseillers s'entendent trop vite sur la décision.

Par exemple, concernant la participation australienne en Irak, le gouvernement de Howard a choisi les éléments de preuve qui soutenaient son point de vue plutôt que de chercher des informations contraires à sa vision. Les membres du Cabinet ont utilisé des informations biaisées afin de filtrer l'information et ils n'ont pas souhaité

²⁸⁰ Charles-Philippe David, *Au Sein de la Maison-Blanche*. La formulation de la politique étrangère des États-Unis. 2^e édition, *Op.Cit.*, p.31.

²⁸¹ *Ibid.* p.32.

considérer des preuves qui auraient pu soutenir une réponse opposée. Donc, nous croyons que le changement de personnel politique a eu un effet sur la rupture de 1996. Dès le premier mandat, le personnel politique partage les mêmes croyances et idées. Ce Cabinet, très homogène et influencé par le Premier ministre, n'a pas su s'opposer aux idées du chef de la Coalition et a suivi sur la plupart des décisions concernant la sécurité dont la participation australienne à la guerre en Irak de 2003.

4.2.2 La disparition de l'influence internationaliste de Gareth Evans et de la croyance dans les organisations internationales

Le ministre des Affaires Étrangères Gareth Evans était en poste sous le Premier ministre Hawke, il a même voté pour lui lors des deux rencontres opposant Hawke à Keating en 1991 comme chef de parti. Voyant que le ministre Evans était perçu comme un excellent ministre des affaires étrangères, Keating a décidé malgré tout de le garder dans ses fonctions. Les discours et les écrits de Gareth Evans démontrent bien les politiques adoptées par le «Australian Labor Party». Par exemple, il y a une augmentation des opérations de maintien de la paix pendant ses différents mandats. L'Australie entreprend une position où elle contribue à des opérations de sécurité multinationales dans la région. Le Livre Blanc de la défense de 1994 reconnaît que les mécanismes de résolution de conflits et de prévention des Nations Unies contribuent à l'intérêt national australien. La position développée par le ministère des Affaires Étrangères ainsi que par le ministère de la défense est très influente sur les opérations de maintien de paix adoptées par le «Australian Labor Party»²⁸². Gareth Evans a beaucoup d'intérêts et d'opinions dans ce domaine ce qui lui permet d'exercer beaucoup d'influence sur le gouvernement de Keating. Evans s'est particulièrement engagé à résoudre le conflit au Cambodge. Il a réussi à convaincre l'ONU de s'engager dans le processus transitionnel gouvernemental du Cambodge.

²⁸² Derek McDougall, "Australia's Peacekeeping Role in the Post-Cold war Era", *Contemporary Southeast Asia*. Vol.24, No.3,(2002), p.26.

Evans fait la promotion de la « comprehensive security », une notion qui souhaite opérer par le dialogue avec les autres États dans le but de créer un climat sécuritaire de relations internationales. La « comprehensive security » fait la promotion de normes internationales comme les droits humains auprès des pays voisins. Des discussions multilatérales dans la région de l'Asie Pacifique ont lieu dans le but de promouvoir cette sécurité. Ce consensus de sécurité entre les membres d'une même région pourrait permettre de réduire les conflits et d'augmenter la confiance entre les voisins. Evans est un ministre des Affaires Étrangères influent auprès du Premier ministre Keating. Les deux partagent la même vision dont celle des stratégies multilatérales qui sont préférées aux bilatérales. Ensuite, ils favorisent des solutions non militaires aux solutions militaires. Cependant, jamais le Premier ministre Keating ne se place dans une position inférieure à Gareth Evans dans le domaine des affaires étrangères. Il n'y aura aucune occasion où Keating semble en apprendre dans le domaine dû à l'expertise de Gareth Evans. Le Premier ministre veut démontrer une image de chef d'État indépendant et d'ailleurs il ira lors de son premier voyage à l'étranger en Indonésie et en Nouvelle Guinée Papouasie sans être accompagné par Gareth Evans²⁸³. Donc, le ministre des Affaires Étrangères a une certaine influence dans son domaine, mais le Premier ministre reste ferme concernant les décisions à prendre.

Tout comme le travailliste H.V. Evatt (en poste de 1941-1949), Gareth Evans (en poste de 1988-1996) a fait de l'Australie un grand supporteur des Nations Unies. Le respect des droits humains fait aussi partie de l'agenda du ministre des Affaires Étrangères. Selon Gareth Evans, l'intérêt national australien se subdivise en trois catégories : les intérêts géopolitiques et stratégiques, les intérêts économiques et

²⁸³ Greg Sheridan, *Tigers: Leaders of the new Asia Pacific*, Op.Cit.,p.119.

l'intérêt de devenir un « bon citoyen international »²⁸⁴. La troisième catégorie distingue Evans et démontre son influence internationaliste. Selon lui, afin que l'Australie avance sa position sur la scène internationale, elle doit démontrer à certaines occasions qu'elle peut être un « bon citoyen international ». L'Australie doit demander de ses pays alliés qu'ils respectent les droits humains.

Le gouvernement travailliste a ratifié plusieurs traités des Nations Unies importants concernant les droits de l'homme. Le gouvernement de Keating a fait de l'Australie un pays actif qui défend ce sujet sur la scène internationale. Evans va même jusqu'à admettre le mal qui a été fait à la communauté aborigène et avoue que le pays a beaucoup de travail pour remédier à la situation. L'Australie laissera des délégations onusiennes ainsi que des délégations provenant d'organismes non gouvernementaux faire enquête sur la situation²⁸⁵. L'Australie sous l'ère Evans-Keating développera un dialogue avec la Chine, le Vietnam et l'Iran concernant la situation des droits de l'homme dans le pays. John Howard, en prenant le pouvoir, ne cache pas sa position concernant le fait que les droits humains viennent interférer dans les affaires intérieures australiennes. Il ira jusqu'à soustraire l'Australie de toute participation onusienne aux mécanismes de protection des droits humains²⁸⁶. La Coalition réduit le budget réservé aux droits de l'homme ainsi que le nombre d'employés du ministère des affaires étrangères travaillant dans ce domaine. Howard s'assure que l'Australie ne renouvellera pas son statut de membre à la Commission des droits de l'homme de l'ONU et il fera des difficultés aux délégations onusiennes désirant visiter les installations qui abritent les réfugiés politiques en attente d'un visa australien. Ce n'est qu'en 2002 qu'un groupe réussit à accéder aux centres de

²⁸⁴ Gareth Evans, *Making Australian Foreign Policy*, Melbourne: Australia Fabian Society, 1989, p.9.

²⁸⁵ Steward Firth *Australia in International Politics: An Introduction to Australia foreign Policy 2nd edition .Op.Cit.*, p.250.

²⁸⁶ Ibid. p.234.

détentions d'immigration et produit un rapport défavorable concernant la situation des droits de l'homme des réfugiés.

John Howard n'a jamais pensé que l'ONU devait être central afin d'arriver à la paix et à la sécurité du continent australien. Cette croyance, explique en partie la participation australienne à la deuxième guerre en Irak sans le consentement des Nations Unies. De son côté, le «Australian Labor Party» avait autorisé la participation australienne dans le conflit de la guerre en Irak de 1990 puisque l'action contre l'Irak était autorisée par la résolution 678 du Conseil de Sécurité de l'ONU. En résumé, cette diminution de l'influence internationaliste du gouvernement de John Howard démontre bien que le changement de personnel politique a un impact sur la conduite de la politique. La rupture de 1996 s'explique ainsi non pas seulement par le changement de Premier ministre, mais par toute l'équipe qui l'entoure. Une équipe qui partageait une vision internationaliste, qui souhaitait faire de l'Australie un « bon citoyen international » a disparu ou du moins s'est tue au sein du Cabinet lorsque John Howard a pris le pouvoir. Les croyances et la vision concernant les intérêts nationaux australiens sont très homogènes au sein du Cabinet de Howard laissant très peu de chance aux internationalistes de prendre position dans le domaine de la politique de sécurité.

B L'influence du facteur régional sur les causes externes de la rupture de 1996

Nous croyons qu'il est possible de relever deux facteurs régionaux qui permettent d'expliquer les causes externes de la rupture. Les facteurs régionaux sont l'accentuation de la prédominance américaine sur l'agenda de sécurité régionale australienne et le changement de la perception australienne dans la sphère asiatique. La région de l'Asie Pacifique est aux prises avec une instabilité profonde lorsque John Howard devient Premier ministre. Ses réactions et décisions face aux diverses crises régionales démontrent l'influence américaine sur l'agenda de sécurité

australienne. La réponse australienne face aux crises régionales est semblable à la position américaine. Les deux pays partagent la même vision et souhaitent promouvoir les mêmes idéaux démocratiques. L'Australie est le représentant des États-Unis dans la région et ces derniers s'attendent à ce que les Australiens soient des *leaders* régionaux lorsqu'une crise survient²⁸⁷.

Ensuite la perception négative de l'Australie sur la sphère asiatique est expliquée par les tendances pro américaines du gouvernement de John Howard. Nous étudierons trois crises différentes qui ont surgi après 1996. Elles permettent de démontrer une perception négative continue dans la sphère asiatique dès l'arrivée de John Howard. Dans cette deuxième partie du chapitre 2 nous souhaitons expliquer les causes externes de la rupture par le facteur régional.

5.1 Accentuation de la prédominance américaine sur l'agenda régional australien concernant la politique de sécurité dès 1996

La région de l'Asie Pacifique sera plus instable et sujette aux conflits dès 1996 lorsque Howard prend la relève de Paul Keating. Il existe une possibilité de conflit entre Taiwan et la Chine, entre les deux Corées, entre le Pakistan et l'Inde concernant le Cachemire, entre l'Indonésie et le Timor Oriental. Une crise financière survient aussi en 1997 ainsi que deux coup d'état aux îles Fiji et aux îles Salomon durant les différents mandats de John Howard. Lorsque celui-ci prend le pouvoir il fait la promesse de renforcer l'alliance avec les États-Unis. Bien sûr, une promesse ayant de nombreuses conséquences sur la relation entretenue entre l'Australie et sa région. L'alliance qui lie l'Australie et les États-Unis est un facteur qui affecte les stratégies choisies par les Australiens pour faire face aux problèmes d'insécurité

²⁸⁷ Anna Searle et Ippei Kamae, "Anchoring trilateralism: can Australia-Japan-US security relation work?", *Australian Journal of International Affairs*. Vol 58, No 4 (december 2004), p.475.

régionale²⁸⁸. Nous avons choisi la crise de 1996 opposant Taiwan à la Chine pour illustrer nos propos, ainsi que le coup d'état des îles Salomon.

5.1.1 La réaction pro américaine de John Howard face à la crise opposant Taiwan à la Chine de 1996

Selon la Chine, la sécurité et la stabilité de la région réussirait en se libérant de l'influence des États-Unis. Par conséquent, les Chinois poursuivent une politique étrangère régionale offensive visant la réduction de la crédibilité des principaux alliés régionaux des États-Unis, soit le Japon et l'Australie. Principalement, ce sont la Chine et la Malaisie qui s'opposent formellement à la présence stratégique des États-Unis dans la région. En mars 1996, John Howard devient Premier ministre au moment où les États-Unis et la Chine s'opposent concernant l'île de Taiwan²⁸⁹. Howard, à l'opposé des pays de l'Asie Pacifique, choisira de soutenir la position américaine. Cette stratégie provoque la décision de la Chine, en 1997, de suspendre sa relation économique avec l'Australie jusqu'à ce que le gouvernement Howard décide d'agir plus coopérativement avec les Chinois concernant le problème de Taiwan²⁹⁰. Un geste qui démontre le sérieux de la position chinoise concernant les conséquences d'une décision australienne de prendre position en faveur des États-Unis.

5.1.2 L'influence de la position américaine lors de la crise régionale des îles Salomon

La région du Pacifique Sud est une responsabilité primaire de l'Australie. Les États-Unis s'attendent que le pays s'engage dans la restauration de la démocratie en Papouasie Nouvelle-Guinée, les îles Fiji et les îles Salomon. La mission d'assistance aux îles Salomon de 2003, dirigée par l'Australie, est un exemple de la réponse

²⁸⁸ Derek McDougall, "Australia's Peacekeeping Role in the Post-Cold war Era", *Op.Cit.*, p.2.

²⁸⁹ William T. Tow, "Sino-American relations and the 'Australian Factor': inflated expectations or discriminate engagement?", *Australian Journal of International Affairs*. Vol 59, No. 4 (décembre 2005), p.452

²⁹⁰ William T. Tow, "Sino-American relations and the 'Australian Factor': inflated expectations or discriminate engagement?", *Op.Cit.*, p.453.

australienne face aux États faillis. Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, la menace posée par ces États faillis est élevée à un niveau prioritaire dans l'agenda sécuritaire international. Le Président George Bush, lors d'un discours en 2002, explique que les États tels que l'Afghanistan et la Corée du Nord peuvent constituer une menace aux intérêts des États-Unis et de leurs alliés²⁹¹. Ces États sont caractérisés par une incapacité de faire fonctionner les lois, mais ils sont quand même reconnus par le système international comme étant des entités souverains. À plusieurs reprises le Premier ministre des îles Salomon a demandé l'assistance australienne, mais ce n'est qu'en 2003 que le Premier ministre renverse sa politique envers les États du Pacifique. John Howard décide de s'engager dans une mission visant la restauration des îles Salomon. Il existe plusieurs raisons derrière cet engagement, les îles Salomon représentaient une menace à la sécurité de l'Australie vu leur situation. Depuis les attentats de Bali, en 2002, l'Australie a vite compris qu'il fallait garantir la stabilité dans la région Pacifique afin de protéger la population australienne de la menace terroriste. Ensuite, la responsabilité de l'Australie envers la région c'est-à-dire répondre aux attentes des États-Unis, est devenue plus importante. Après s'être engagé dans la guerre contre le terrorisme et d'envoyer des troupes en Afghanistan et en Irak afin de lutter contre le terrorisme, l'Australie a décidé de jouer son rôle de *leader* régional dans le Pacifique Sud.

Bref, le gouvernement de John Howard, dès son premier mandat, a pris une orientation pro américaine et élabore des stratégies de sécurité dans ce but. Ensuite, après les attentats du 11 septembre 2001 et de Bali en 2002, ce gouvernement entend vouloir jouer le rôle du *leader* régional dans la région. La participation australienne à la mission aux îles Salomon démontre très bien que derrière les intérêts australiens se cachent les idéaux et intérêts américains. Les deux pays partagent une vision

²⁹¹ Elsin Wainwright, "Responding to state failure- the case of Australia and Solomon Islands", *Australian Journal of International Affairs*. Vol.57, No.3, p.486.

semblable et encore une fois, il y a influence de la position américaine dans l'agenda de sécurité australienne.

5.2 D'une perception positive à négative de l'Australie dans la sphère asiatique

Le changement de la perception australienne dans la sphère asiatique débute en 1996 et non à partir des attentats du 11 septembre et de Bali en 2002. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont seulement intensifié les relations entre l'Australie et les États-Unis. Les deux États se sont joints à la guerre contre le terrorisme, les deux pays se sont découverts un ennemi commun. L'Australie est concerné par les effets régionaux du terrorisme et reconnaît que le mouvement islamiste radical en Indonésie et aux Philippines représente une menace importante à la sécurité australienne ainsi qu'à celle des intérêts occidentaux dans la région. Lorsque les attentats de Bali surviennent en 2002, l'Australie annonce qu'elle déclare la guerre au terrorisme et qu'elle partage l'idéologie américaine qui dit : « vous êtes avec nous ou bien vous êtes avec les terroristes ». Ces attentats démontrent que le terrorisme fait maintenant partie du quotidien australien. Les déclarations de John Howard et sa participation à la guerre en Afghanistan et en Irak donnent une perception négative des australiens dans la région de l'Asie. Cependant, cette perception négative existe déjà depuis 1996.

L'ignorance nourrit les stéréotypes et certains chefs d'États en Asie, lors de périodes difficiles comme les élections ou des périodes de violence, utilisent l'Australie comme bouc émissaire. Lors de la crise financière de 1997, plusieurs capitales asiatiques ont blâmé l'Australie de n'avoir rien fait pour la prévenir²⁹². Les stéréotypes australiens sont souvent utilisés en période difficile, ce qui permet d'expliquer en partie l'augmentation de la perception négative des asiatiques envers l'Australie depuis 1996. Les cinq années du phénomène du Hansonisme (débutant en

²⁹² Alison Broinowski *About face: Asian accounts of Australia*. Melbourne: Scribe Publications, 2003, p.10.

1996) coïncident avec une situation particulière en Asie où il y a des changements de gouvernements en Indonésie, au Japon, aux Philippines, en Corée du Sud et en Thaïlande. Il y a aussi plusieurs constitutions asiatiques qui sont amendées et réécrites durant cette période, Hong Kong est rendu à la République Populaire de Chine, Taiwan et la Chine s'affrontent et il y a une crise économique majeure qui frappe le continent asiatique en 1997. Ainsi le phénomène de Pauline Hanson survient pendant une période où l'Asie est très instable et où la réputation de l'Australie est sujette à être critiquée et attaquée.

Nous observons trois crises majeures qui permettent de mesurer la perception négative de l'Australie dans la sphère asiatique. Ces trois crises démontrent qu'il y a constance dans la perception asiatique où dès 1996 la perception passe de positive à négative. Ces crises sont le phénomène de la création du parti « One Nation » dirigé par Pauline Hanson, ensuite il y a la crise des deux Timors en 1999 et finalement les attentats terroristes de Bali en 2002. Ces trois crises suscitent un débat entre l'Australie et l'Asie, la perception de l'Australie est durement affectée lors de ces événements. Derrière ce changement de perception, il faut observer les décisions prises par le gouvernement afin de réagir à ces crises. La vision de John Howard, ses croyances, influent sur les stratégies choisies par le gouvernement pour faire face à ces crises. Nous croyons que ce sont les stratégies mises de l'avant qui ont suscité cette mauvaise perception de l'Australie en sol asiatique. Ainsi les stratégies utilisées en réaction au phénomène du Hansonisme, à la crise au Timor Oriental et aux attentats terroristes de Bali ont été perçues durement par les asiatiques. La rupture débute essentiellement lors du changement d'administration en 1996.

5.2.1 L'influence du phénomène de Pauline Hanson²⁹³ sur la sphère asiatique

Pauline Hanson a fait son discours inaugural au Parlement australien le 10 septembre 1996, le succès de son parti appelé « One Nation », a démontré que le phénomène du Hansonisme, obtenait beaucoup plus de soutien auprès des australiens que certains ne l'avaient imaginé. Le parti « One Nation » proclame que la politique australienne ne fonctionne pas puisque les membres de l'élite ne partagent pas les mêmes valeurs que les citoyens qu'ils représentent au Parlement australien. Selon le parti, la nation australienne est sur une mauvaise lancée dans ces politiques et cela depuis plus de vingt cinq ans²⁹⁴. Lorsque le phénomène de Pauline Hanson a émergé en 1996, plusieurs politiciens et journalistes ont cru que le phénomène n'aurait qu'une très courte durée.

Le parti « One Nation » est critiqué parce que ces croyances sont assez extrémistes par rapport au « Australian Labor Party » et à la Coalition Libérale Nationale. Le parti a pour cible les asiatiques, les aborigènes, les banques, les immigrants et le multiculturalisme. Pauline Hanson croit qu'il faut réduire l'immigration au niveau zéro, elle croit aussi à l'abolition du multiculturalisme, elle souhaite la renaissance de la tradition anglosaxone australienne et elle favorise l'abolition de tous les programmes qui favorisent les aborigènes et souhaite l'abolition de leur statut²⁹⁵. Pauline Hanson croit que l'intégration australienne dans l'Asie ne peut exister puisque les asiatiques ne sont pas prêts à accepter l'Australie. L'idée derrière cette intégration australienne dans l'Asie, selon elle, est une asianisation de l'Australie. Pauline Hanson représente des idées qui datent de plusieurs décennies, elle est l'incarnation de la « White Australia policy » du 21^e siècle où la menace asiatique est bien réelle. Selon elle, ces voisins asiatiques

²⁹³ Un phénomène communément appelé « Hansonisme » par plusieurs auteurs.

²⁹⁴ Paul Kelly, *The changes, the challenges, the choice for Australia*, *Op.Cit.*, p.142.

²⁹⁵ *Ibid.* p.143.

menacent la sécurité nationale de l'Australie, ils menacent le développement et le futur de la nation australienne²⁹⁶. David Salomon, ajoute que selon Pauline Hanson, les aborigènes reçoivent plus de bénéfices que les non aborigènes ce qui crée des inégalités au sein de la population et que le pays est en danger d'être envahi par les asiatiques²⁹⁷. Ces propos démontrent très bien la nature extrême de l'idéologie derrière le parti.

La réaction de John Howard fait à ce nouveau parti aux idées anti-asiatique a permis de renforcer une perception négative de l'Australie dans la région de l'Asie Pacifique. Sa plus grande erreur, selon plusieurs journalistes et analystes, fut de préférée le parti « One Nation » au « Australian Labor Party » durant les élections provinciales du Queensland en 1998. Il faut connaître le système de vote australien²⁹⁸ afin de bien comprendre les conséquences du geste de John Howard de préférer le parti « One Nation » au « Australian Labor Party ». Le système de vote alternatif est utilisé en Australie où au lieu de choisir un parti, les électeurs choisissent parmi les candidats de différents partis. Il y a une liste de candidat dans chaque circonscription et les électeurs doivent classer chacun des candidats par ordre de préférence. Le candidat est élu lorsqu'il atteint le nombre minimal de votes pour mériter un siège dans la circonscription. Avant d'arriver au quota minimal de votes, il faut souvent effectuer plusieurs tours de scrutin. Par exemple le candidat le moins populaire au premier tour est éliminé de la liste et ses votes sont redistribués au reste des candidats selon les préférences exprimés par les électeurs. Ainsi, la décision de John Howard d'indiquer à ces électeurs de mettre en deuxième choix les candidats du parti de Pauline Hanson plutôt que les candidats du « Australian Labor Party » a provoqué

²⁹⁶ Paul Kelly, *The changes, the challenges, the choice for Australia*, Op.Cit., p.144.

²⁹⁷ David Solomon, *Howards Race*, Sydney: HarperCollins Publishers Pty Limited.2002, p.188.

²⁹⁸ Pour plus de détail concernant le système de vote australien, nous recommandons la lecture du livre de Ian Cook, *Government and Democracy in Australia*, Oxford : Oxford University Press, 2004, 344p.

cette perception négative de la nation australienne. La Coalition a quand même perdu les élections du Queensland face au «Australian Labor Party», et Pauline Hanson a réussi à gagner 11 sièges sur 89, dont 8 dû à l'appui de John Howard.

En 1998, Pauline Hanson est devenu un personnage célèbre et était la figure australienne la plus médiatisée en Europe et en Asie. Les périodes les plus médiatisées du phénomène sont novembre et décembre 1996, mai 1997 et la période des élections du Queensland en octobre 1998. Plusieurs diplomates australiens ont ressenti à l'étranger les effets du phénomène de Pauline Hanson et ont exprimé au gouvernement australien le désir qu'il se distance des propos du parti. Par exemple en décembre 1996, sur une façade de l'école internationale australienne située à Singapour on pouvait lire les mots suivants : « Aussie die, go home »²⁹⁹. La perception des australiens à l'étranger est gravement affectée par les propos de Pauline Hanson.

Ces propos auront plusieurs conséquences sur la presse thaïlandaise. L'éditeur du *Bangkok Post* a fait référence souvent à John Howard en lui demandant d'expliquer clairement aux pays asiatiques dans quel parti du globe l'Australie se situait. Plusieurs articles de ce journal ont dépeint Pauline Hanson comme étant une représentante fidèle du parfait australien soit ignorant et raciste. Lorsqu'en 1997 il y a publication du livre de Pauline Hanson intitulé « The Truth », John Howard a mis trop de temps pour se dissocier de ces propos ce qui a donné une opportunité à la presse thaïlandaise de raviver le sujet. Après les élections du Queensland en 1998, le *Bangkok Post* a rapporté qu'un australien sur douze souhaitait que Pauline Hanson devienne Premier ministre de l'Australie. Ce n'est qu'après sa défaite aux élections fédérales de 1998, que la presse s'est mise à faire des commentaires positifs sur

²⁹⁹ Alison Broinowski, *About face: Asian accounts of Australia*, Op.Cit., p.170.

l'Australie disant qu'elle espérait dans le futur voir l'Australie comme un pays membre de la région.

Des articles tirés du *Jakarta Post* et le *Singapore's Strait Times* sont des exemples de presse de l'Indonésie et de Singapour qui dépeignent un portrait négatif de l'Australie. Le phénomène hansonien a d'énormes conséquences sur la perception australienne dans la région. En octobre 1996, un article du *Singapore Strait Times* affirme que l'Australie est un endroit indésirable pour les asiatiques parce que les Australiens sont racistes collectivement³⁰⁰. Un article du *Jakarta Post*, le 25 octobre 1996 prétend que le racisme est bien vivant en Australie. Le refus de John Howard de condamner les propos de Hanson est commenté par les journaux de l'Indonésie et de Singapour. En mai 1997, le *Strait's Times* démontre dans un article des statistiques indiquant une baisse d'entre 10 et 15% du tourisme en Australie. Bref, la couverture médiatique est très négative concernant l'Australie. Cette situation est due au phénomène de Pauline Hanson et au manque de réaction du Premier ministre face aux propos de la Chef du parti « One Nation ».

La presse japonaise est aussi négative face à l'Australie. De décembre 1996 à Avril 1997, plusieurs articles lient le phénomène de Pauline Hanson au retour de la politique « White Australia », une politique d'immigration mise en place au début du 20^e siècle et qui se termine en 1973. Cette politique refusait des immigrants asiatiques en sol australien par peur de perdre l'identité australienne anglosaxone. En juin 1997, un journaliste japonais publie un article suggérant que le niveau de respect pour l'Australie a diminué suite au résultat du phénomène du Hansonisme³⁰¹. Un conseiller du Premier ministre Hashimoto ira même jusqu'à suggérer que le problème a un impact sérieux sur les relations diplomatiques avec le Japon et que celui-ci n'offrirait

³⁰⁰ Alison Broinowski *About face: Asian accounts of Australia. Op.Cit.*, p.172.

³⁰¹ Ibid p.173.

pas son soutien à la participation australienne dans les forums régionaux tant que l'Australie ne démontrerait pas son désir de faire partie de l'Asie³⁰².

Finalement, le phénomène du Hansonisme a un dur effet sur la représentation de l'Australie à l'étranger. Il confirme que les positions anti-asiatique et anti-aborigène et le racisme existe toujours en Australie. Ce phénomène expose les chefs d'États aux problèmes identitaires australiens, il impose aux *leaders* d'agir sur la question de l'identité australienne. Nous croyons que la perception asiatique durant le mandat de Paul Keating était assez positive puisque celui-ci souhaitait promouvoir l'engagement australien dans la région. Celui-ci a effectué plusieurs voyages dans le continent, il entretenait une relation très étroite avec le président Suharto et il a même réussi à conclure un accord avec l'Indonésie. Cependant, le mouvement Hansonisme est venu ternir la perception australienne en Asie. La rupture débute en 1996, la perception négative dans les médias est observable dès octobre 1996 en Asie.

L'Australie est souvent victime des stéréotypes suivants : un pays de deuxième classe occidental, qui est extrêmement dépendant des États-Unis et qui discrimine contre les asiatiques dans ses politiques car ses dirigeants ont peur que ceux-ci prennent d'assaut le continent australien³⁰³. Nous souhaitons quand même exprimer que la presse négative envers l'Australie ne date pas des années 1990. Nous constatons seulement un ravivement de l'opinion négative et de la présence des stéréotypes reliés à l'Australie dans la presse. Durant le mandat de Keating, l'Australie a souhaité promouvoir une image positive où le pays est membre de l'Asie et où les gens sont intelligents et accueillants. Une situation qui a bien réussi, mais avec l'arrivée de John Howard au pouvoir il y a eu un changement de perception. Son silence par rapport à la crise occasionnée par les propos de Hanson a contribué à cette perception négative de l'Australie par les Asiatiques. Il a quand même pris position

³⁰² Idem

³⁰³ Alison Broinowski, *About face: Asian accounts of Australia. Op.Cit.*, p.10.

face à Pauline Hanson, mais sa lenteur de réaction a vraiment affecté la perception des australiens dans la région.

5.2.2 La crise du Timor Oriental

Pendant le mandat de Paul Keating, la gestion de la relation avec l'Indonésie est prioritaire dans l'agenda de sécurité et de politique étrangère. Le Premier ministre est prêt à fermer les yeux sur des situations concernant les droits de l'homme embarrassantes pour les Indonésiens car le pays est l'allié le plus important selon le «Australian Labor Party». La vision de Keating est que l'Australie doit travailler fort et faire des compromis afin d'être accepté par la région asiatique. En 1995, juste avant les élections, le Premier ministre signe un accord historique sur le maintien de la sécurité entre l'Australie et l'Indonésie. Selon plusieurs auteurs, journalistes et politiciens, cet accord est l'élément le plus important jamais établi entre les deux États. Cet accord permet à l'Australie de se faire accepter par les autres voisins en se présentant en tant qu'allié de l'Indonésie plutôt que son adversaire³⁰⁴. Lorsque Howard prend le pouvoir, plusieurs événements provoquent un revirement de la situation où l'Australie décide de plaider en faveur du Timor Oriental. Premièrement, la crise économique de 1997 facilite la chute de Suharto et c'est un nouveau président, plus ouvert aux idées nouvelles concernant l'Indonésie qui le remplace. Donc, Howard en profite pour insister auprès de l'Indonésie afin qu'elle donne le choix au Timorais concernant leur avenir. Une situation qui dégénérera et donnera suite à une intervention de maintien de la paix INTERFET qui sera présidé par l'Australie. Ce revirement impose un changement radical de la perception des Australiens en Indonésie.

L'une des conséquences de la prise de position australienne en faveur du Timor Oriental est une représentation négative dans les médias de l'Indonésie.

³⁰⁴ Gary Brown, Frank Frost et Stephen Sherlock. Op Cit p14

L'Australie est perçue à New York et à Washington comme étant le héros qui a gagné la guerre tactique, comme l'allié qui a joué au bon voisin asiatique mais dans la presse asiatique, le portrait dépeint est l'opposé³⁰⁵. Selon certains journaux indonésiens, l'Australie a humilié l'Indonésie, elle s'est retournée contre son allié. Le président Habibie ira même jusqu'à utiliser l'expression : « Australia had pissed in Indonesia's face »³⁰⁶ pour illustrer son mécontentement envers le pays. Ainsi, plus de cinquante démonstrations contre l'Australie ont eu lieu en face de l'ambassade australienne à Jakarta³⁰⁷. Il y a un retour aux stéréotypes australiens où le pays est vu comme un pays raciste où il existe des politiques d'immigration défavorable aux asiatiques.

Le *Bulletin* du 28 septembre et du 12 octobre 1999 publiera un article dans lequel les propos de John Howard, lors d'une entrevue, sont interprétés comme s'il faisait référence à l'Australie comme étant le « deputy sheriff » des États-Unis concernant la situation des troupes australiennes au Timor³⁰⁸. Le journal *Kampas*, en Indonésie, interprétera ses commentaires comme étant une preuve que la politique « White Australia » que Paul Keating a tenté de faire oublier lors de son mandat, resurgit sous John Howard. Les pays de l'ASEAN appuient la position de l'Indonésie et non celle de l'Australie. La plupart des médias font de l'Australie, le pays agresseur. Par exemple, du côté australien, des reportages démontrant les troupes australiennes sur le terrain en bonne relation avec les habitants du Timor Oriental, mais du côté asiatique, les images dépeignent les Australiens comme des troupes

³⁰⁵ Alison Broinowski *About face: Asian accounts of Australia. Op.Cit.*, p.178.

³⁰⁶ *Ibid.* p.182.

³⁰⁷ *Ibid.* p.183.

³⁰⁸ *Ibid.* p.185.

agressives et des troupes racistes. La perception de la présence australienne en sol timorais est vivement critiquée et négative.

La perception australienne en Malaisie est gravement affectée. Par exemple, Manhathir ira se plaindre à Koffi Annan que l'Australie n'est pas assez bien pour gérer l'INTERFET. Il lui reproche d'être trop difficile et qu'elle devrait laisser les pays de l'Asie du Sud Est opérer dans une région qu'ils connaissent bien³⁰⁹. Manhathir ira même jusqu'à accuser l'Australie d'avoir forcé les habitants du Timor à voter pour l'indépendance en échange de protection. Les propos rapportés par le journal *The Bulletin*, décrivant l'Australie comme étant un « deputy sheriff » des États-Unis seront exagérés par les Malaisiens au statut de « US marechal ». D'ailleurs ces propos faisant référence à l'article du journal *The Bulletin* seront aussi condamnés par les Thaïlandais.

En résumé, la participation australienne au conflit au Timor entraînera une chute de la perception positive australienne dans le continent asiatique. Les efforts visant la promotion de la nation australienne à l'étranger de Paul Keating seront encore une fois, anéantis par les stratégies et décisions de John Howard. Sa lente réaction à se détacher des propos rapportés dans l'article du journal *Bulletin* aura pour effet d'accentuer la mauvaise perception australienne en Asie. Après le phénomène du Hansonisme où la lente réaction de Howard à se détacher de la prise de position, nous aurions cru que le chef d'État aurait appris. Mais, avec l'épisode du Timor, il est encore observable que Howard a souvent une lente réaction à corriger la fausse perception de l'Australie en territoire asiatique. Nous avons encore un exemple d'événements qui font resurgir le débat concernant le statut de l'Australie dans la région dont le Premier ministre ne semble pas s'empresser de démontrer son intérêt envers celle-ci. La vision de la place australienne dans le monde de John Howard a eu

³⁰⁹ Alison Broinowski *About face: Asian accounts of Australia, Op.Cit.*, p.188.

pour effet une rupture dans la politique de sécurité australienne face au phénomène du Hansonisme et de la crise au Timor Oriental. Paul Keating, dû à sa vision d'engagement de l'Australie sur la sphère asiatique, croyons-nous aurait réagi fortement à cette perception négative de l'Australie et aurait corrigé la situation avec une réaction vive face aux commentaires racistes de Pauline Hanson.

5.2.3 Les attentats de Bali en 2002

Le 12 octobre 2002 des bombes font 202 victimes à Bali dont 89 sont d'origine australienne. Plusieurs politiques et décisions adoptées par le gouvernement de John Howard causeront une perception négative des Australiens en sol asiatique. Par exemple, après les attentats de Bali, John Howard proclame que son gouvernement a le droit de prendre des actions préventives contre les bases terroristes situées dans d'autres pays³¹⁰. Cette déclaration de guerre préventive attire les critiques de la part de plusieurs chefs d'États dans la région de l'Asie du Sud Est. Cette idée de guerre préventive est contraire au droit international et à l'autorité des Nations Unies. Ces mots sont interprétés comme étant la nouvelle doctrine de Howard, des mot reflétant le rôle australien de « deputy sheriff » des États-Unis.

L'Australie décidera d'émettre certains avertissements aux voyageurs souhaitant aller en Indonésie, les Philippines et la Malaisie suite aux attentats puisque le gouvernement croit que les Australiens pourraient être victimes du terrorisme dans ces pays. Bien sûr, ces mesures préventives attirent les foudres des pays concernés par ces avertissements. Le Premier ministre Mahathir est le premier à exprimer de la colère. À la fin novembre 2002, l'Australie décide de fermer son ambassade à Manille jugeant que l'équipe diplomatique n'est pas en sécurité. Ce geste est vivement critiqué et un officiel philippin ira même jusqu'à dire dans les médias que cette réaction est hâtive et inutile. En bref, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie

³¹⁰ James Cotton et John Ravenhill, *The National interest in a global era: Australia in world affairs 2001-2005*. South Melbourne: Oxford University Press, 2001, p.35.

ont émis des communiqués laissant savoir que si des actes préventifs étaient pris par le gouvernement australien sur leur territoire, ils seraient considérés comme étant des actes de guerre. Les stratégies mises en place par John Howard provoquent de nouveau une perception négative dans la région de l'Asie Pacifique.

L'Australie est vite accusé d'avoir provoqué les attentats par les Indonésiens. Bien sûr, la première réaction de la présidente Sukarnoputri est de démontrer de la sympathie mais ensuite, le blâme suit son cours. Les étrangers, les membres de la « central intelligence agency » (CIA) et les Australiens sont vite tenus responsables. Plusieurs journaux indonésiens basés à Jakarta croient que les États-Unis sont responsables bien que le consulat américain à Denpasar avait été attaqué. L'Indonésie ira même jusqu'à accuser le renseignement australien (ASIO) d'humilier les Indonésiens dans leur façon de procéder à l'enquête en sol indonésien³¹¹. Il y a exagération de la part du gouvernement indonésien disant que le traitement envers les suspects est bien pire que le sort des victimes des attentats du 12 octobre 2002. La Présidente Megawati ira même jusqu'à se plaindre au sommet de l'APEC des conséquences des attentats sur l'économie de l'Indonésie.

Concernant les événements du Timor Oriental, le changement de politique australien envers l'Indonésie est considéré comme étant plus atroce que le sort des milices indonésiennes sur les Timorais. Les milices indonésiennes ont toujours soutenu leur innocence concernant les atrocités commises en 1999, mais suite aux attentats de Bali en 2002, les accusés n'ont pas nié leurs activités et ils en ont exprimé de la fierté³¹². Certains universitaires du domaine de la culture balinaise à Denpasar ont décrit les attentats de façon positive et qu'ils feraient en sorte que les australiens ne reviendraient pas en sol indonésien pour un certain temps. Bref, il ne semble pas y

³¹¹ Alison Broinowski *About face: Asian accounts of Australia, Op.Cit.*, p.194.

³¹² *Ibid.* p195.

avoir de remords concernant les attentats. La perception de l'Australie en Indonésie est vraiment négative.

En résumé, plusieurs occidentaux croient que le monde a changé après les attentats du 11 septembre 2001 et de Bali en 2002. Nous croyons en effet le contraire, concernant la perception négative de l'Australie dans la région. La perception négative débute avec l'élection de John Howard dû à ses politiques, ses croyances et sa vision en faveur de l'alliance américaine. La doctrine de John Howard qui dit que l'Australie est un « deputy sheriff » des États-Unis fut démontré par la participation australienne à l'INTERFET et ensuite par la participation australienne aux guerres d'Afghanistan et de l'Irak. Cette doctrine a un effet sur la perception australienne dans les pays de la région. Le changement de gouvernement et le manque d'intérêt de John Howard envers la région de l'Asie Pacifique provoquent la chute de la perception positive australienne en sol asiatique. Il y a bel et bien rupture en 1996, les facteurs régionaux le démontrent bien.

Conclusion

Résumé des idées présentées dans ce mémoire

La problématique de ce mémoire interroge la façon dont l'Australie a redéfini ses menaces et son identité depuis la fin de la guerre froide. Est-ce que depuis cet épisode il y a eu rupture dans la politique de sécurité australienne, et si oui, quand se produit-elle et comment l'expliquer? Telle est la question de ce mémoire. Mais, pour y répondre, nous avons commencé par un bref rappel historique des relations de sécurité de l'Australie depuis 1942.

L'Australie est habitée par une peur terrible, étant un pays aux mœurs occidentales isolé dans un continent oriental. Les alliés de l'Australie, l'Angleterre et les États-Unis, sont perçus comme des sauveurs face à cette menace asiatique. La date de 1942 représente pour les Australiens le moment où, lorsqu'ils étaient menacés par l'Asie et abandonnés par les Européens, le pays s'est tourné vers les États-Unis pour de l'aide. Cette date représente un moment important dans l'histoire australienne, puisqu'une alliance importante est née entre deux pays. Au cours des années suivantes, plusieurs étapes se succéderont dans ce processus d'approfondissement de l'alliance entre les deux pays. Entre autres, la signature de l'ANZUS, la participation australienne à la guerre du Vietnam et l'aménagement de North West Cape, Pine Gap et Nurrungar, des installations militaires américaines en sol australien. Ces installations ont représenté pendant la guerre froide un risque à la sécurité australienne et, en échange, les États-Unis ont promis de fournir l'aide militaire pour protéger l'Australie. Ainsi, ces événements historiques permettent de comprendre que cette période de dépendance envers les alliés américains ne date pas d'hier.

Depuis la deuxième guerre mondiale, l'Australie passe d'une grande dépendance envers ses alliés occidentaux à des périodes d'indépendances, où elle semble en coopération avec sa région. De ce phénomène, nous observons qu'il existe deux grands types de Premier ministre : les régionalistes et les alliancistes. Les alliancistes conçoivent l'identité australienne en terme d'alliance. Ils ne donnent que

très peu de crédit à la situation géographique du pays. Cependant, le débat ne réside pas dans la détermination de si l'Australie est un pays asiatique ou non. Le débat réside dans la façon australienne de prioriser la région. La revue de littérature de ce mémoire nous a permis d'observer que certains auteurs croient qu'il faut maximiser les relations avec l'Asie, et d'autres croient qu'il faut accorder la priorité aux alliances occidentales. Ainsi, le défi de la politique de sécurité australienne est de devenir médiateur entre les grandes puissances, principalement les États-Unis et la Chine. La grande question, depuis la fin de la guerre froide, est de savoir quand la position australienne différera de la position américaine et quelle sera la place accordée à la position asiatique. L'intérêt national australien en terme de sécurité est de trouver un équilibre entre les puissances américaines et chinoises. Il faut absolument minimiser les chances qu'un conflit entre Taiwan et la Chine survienne, puisqu'il serait pratiquement impossible pour l'Australie de maintenir son intérêt national en terme de sécurité.

Pour répondre à notre question de recherche, qui demande s'il y a rupture dans la politique de sécurité australienne, nous avons choisi de démontrer dans le chapitre 1 que la rupture a lieu en 1996 lors de l'élection de John Howard. Nous avons choisi d'illustrer cette rupture en démontrant le changement de politique qui survient lors du changement de gouvernement en étudiant précisément les relations de sécurité entre l'Australie et l'Indonésie, la Chine et les États-Unis. Entre 1991 et 1996, la relation est pragmatique et incertaine entre l'Australie et la Chine. Par exemple, en 1991, les échanges deviennent meilleurs, dû à une croissance économique et stratégique importante de la Chine dans la région. En 1993, aucun obstacle politique n'entrave le lien entretenu entre les deux pays et le Livre Blanc du département de la défense de 1994 ira même jusqu'à citer la Chine comme étant une nouvelle puissance influente dans les affaires régionales. Concernant l'Indonésie, elle surpassera les États-Unis dans l'ordre d'importance des alliés durant cette période. La gestion de la relation avec l'Indonésie est l'élément essentiel de la politique de sécurité, selon Paul

Keating. Le 18 décembre 1995, un accord sur le maintien de la sécurité entre l'Australie et l'Indonésie sera signé. Ce traité incarne pour les deux gouvernements la confiance mutuelle qui existe entre l'Indonésie et l'Australie. Une confiance mutuelle est née de cette relation spéciale entretenue entre le Président Suharto et Paul Keating. Le Premier ministre fera souvent du « lobby » auprès des États-Unis afin de plaider en faveur de l'Indonésie. Par exemple, la question concernant la situation des droits humains en a fait objet.

La période suivante, entre 1996 et 2000, représente la rupture dans la politique de sécurité australienne. Durant ce moment, il y a une crise, suivie d'une amélioration des relations entre l'Australie et la Chine. En 1996, plusieurs événements provoquent la colère chinoise, dont la déclaration de Sydney, la visite du Dalai Lama en sol australien, la vente d'uranium aux Taiwanais, ainsi que le soutien australien à la position taiwanaise. Il faudra attendre 1997 afin d'observer une amélioration, où plusieurs visites diplomatiques auront lieu entre les deux pays. Pendant cette période, les relations entre l'Indonésie et l'Australie deviennent tumultueuses. La crise financière frappe en 1997 et elle est un cataclysme qui provoquera la chute du Président Suharto en 1998. Son successeur souhaitera rendre les politiques indonésiennes mieux adaptées à la situation actuelle. En 1999, les résultats du référendum tenu en faveur de l'indépendance du territoire timorais provoquent une répression sanglante, et la crise du Timor Oriental survient. L'Australie interviendra auprès de l'Indonésie afin de permettre une opération de maintien de la paix de la part de l'ONU. Cette mission sera dirigée par l'Australie et aura plusieurs conséquences négatives sur les relations diplomatiques avec sa région de l'Asie Pacifique. L'appellation « deputy sheriff of United States » sera associée aux Australiens, dû à leur forte association aux alliés américains. Durant cette période, il y aura un retour de l'importance des États-Unis dans la politique de sécurité australienne, puisque John Howard semble tenir pour acquis que l'intérêt national australien est lié aux priorités américaines. L'élection de George W. Bush intensifiera

alors la relation entre les deux pays. Le style du nouveau Président se prête mieux à celui du Premier ministre Howard. Bref, cette priorité accordée aux États-Unis dans l'agenda politique australien de 1996-2000 diffère grandement de l'agenda de Paul Keating.

La période de 2001-2007 démontre une certaine continuité dans la politique de sécurité australienne. Le 11 septembre 2001 a eu peu d'impact sur la relation entre l'Australie et l'Asie. Nous avons voulu démontrer que notre première hypothèse, soit que la rupture a eu lieu le 11 septembre 2001, n'était pas fondée. Le 11 septembre 2001 permet à l'Australie de se concentrer sur le terrorisme dans sa propre région et les attentats de Bali les rapprocheront l'Indonésie. Les deux pays mettent en place une coopération entre leurs forces policières respectives, afin de combattre le terrorisme. Concernant la Chine, la période est marquée par plusieurs visites diplomatiques faisant ainsi continuité avec la période précédente. Les attentats du 11 septembre 2001 ont permis à la Chine et aux États-Unis de se rapprocher, contribuant ainsi à la facilitation du rôle médiateur de l'Australie entre les deux puissances. L'Australie se joindra à la Coalition contre le terrorisme et participera à la guerre en Afghanistan et en Irak. Cette participation australienne à la guerre en Irak sera vivement contestée par l'opinion publique, puisqu'elle n'a pas le consentement des Nations Unies. Derrière cette idée se cache cette volonté australienne d'être fidèle à ses alliés. Une idée qui semble démontrer la définition de l'intérêt national en terme de sécurité selon John Howard.

Voilà ce que nous avons tenté d'illustrer dans le chapitre 1, les principales ruptures et continuités dans les relations entretenues entre l'Australie et la Chine, l'Indonésie et les États-Unis. Ce dernier a permis d'illustrer notre hypothèse que cette rupture a lieu en 1996, avec l'élection de John Howard. Dans le chapitre 2, nous avons concentré nos efforts à expliquer les raisons derrière cette rupture. Nous avons utilisé le facteur décisionnel ainsi que le facteur régional comme outils conceptuels.

L'approche perceptuelle s'est ainsi imposée, selon nous, pour expliquer les causes internes de la rupture de 1996, car elle permet de reconstituer l'univers des décideurs. La clé pour comprendre les agissements d'un État réside dans la perception des chefs d'États. Un décideur réagit en fonction de sa conception de la situation et non en fonction de la réalité objective. Son système de croyances est important, car il est au cœur du processus cognitif qui agit lors de la prise de décision. L'image qu'un décideur a d'une certaine situation dépend de ce système de croyances. Le Premier ministre est l'homme important qui prend les décisions dans le domaine étudié par ce mémoire, la sécurité. Son interprétation de la place de l'Australie sur la sphère internationale permet de choisir la meilleure stratégie à adopter face à une situation. Les visions de John Howard et de Paul Keating diffèrent grandement. Les croyances régionalistes de Paul Keating influent sur ses choix des politiques mis en place. Sa stratégie multilatéraliste réfère à une diplomatie basée sur de multiples relations, coalitions ainsi que de l'utilisation des organisations régionales. De son côté, John Howard privilégie l'alliance avec les États-Unis, telle est sa stratégie pour accomplir la sécurité nationale. L'Australie est aussi plus en sécurité, selon Howard, lorsqu'elle envoie des troupes combattre l'ennemi en dehors du continent. Comment sécuriser l'Australie? Les visions et représentations de l'Australie invitent Paul Keating et John Howard à utiliser de stratégies différentes.

L'influence du changement de personnel politique sur la formulation de la politique de sécurité est un facteur utilisé dans notre explication de cette rupture. Le Cabinet est un élément important, puisque le Premier ministre est à sa tête et décide de l'agenda et des sujets de discussions. Le Cabinet de John Howard est fermé et secret et il serait, selon certains auteurs, l'un des plus unifiés de l'histoire. Le Premier ministre est très engagé dans le processus décisionnel. Il a maintenu sa confiance en plusieurs membres de son équipe, dont Peter Costello et Alexander Downer, souhaitant maintenir la stabilité et la continuité au sein de son équipe décisionnelle. Une situation qui provoque un état d'homogénéité à l'intérieur des membres du

Cabinet. Cette homogénéité amène une analyse biaisée de l'information, où le point de vue du Premier ministre est renforcé plutôt que contredit au sein de l'équipe décisionnelle. Un autre facteur à considérer pour expliquer les causes internes de cette rupture est la disparition de l'influence internationaliste et la croyance en les organisations internationales. En 1994, le Livre Blanc du département de la défense reconnaissait que les mécanismes de résolution de conflits et de prévention des Nations Unies contribuaient à l'intérêt national australien. Gareth Evans exerçait une certaine influence dans ce domaine sur le Premier ministre. Ses intentions de faire de l'Australie un « bon citoyen international » ont permis de faire de l'Australie un pays actif dans le domaine des droits de l'homme. Lorsque le changement de personnel a eu lieu en 1996, il y a eu disparition de cet état esprit, ou du moins le Cabinet homogène de Howard n'a pas permis aux membres de son équipe partageant les idéaux d'Evans de s'exprimer.

Nous avons utilisé le facteur régional dans ce deuxième chapitre pour expliquer les causes externes de cette rupture. L'accentuation de la prédominance américaine sur l'agenda de sécurité, ainsi que le changement de la perception australienne dans la sphère asiatique ont été des concepts utilisés pour expliquer cette rupture. La crise du phénomène Pauline Hanson, la séparation du Timor Oriental et les attentats de Bali sont utilisés, car elles surviennent à partir de 1996. Dans la presse asiatique, la perception est continue et négative face à ces crises. Les attentats du 11 septembre 2001 ont seulement intensifié les relations entre l'Australie et les États-Unis, comme nous l'avons souligné précédemment. La déclaration de John Howard concernant son partage de l'idéologie américaine qui dit : « vous êtes avec nous ou contre nous », ainsi que la participation australienne aux guerres de l'Afghanistan et de l'Irak donnent une perception négative de l'Australie dans sa région. Selon nous, depuis 1996, cette perception est présente. Par exemple, dès septembre 1996, le phénomène de Pauline Hanson prend vie. John Howard prendra trop de temps avant de réagir face aux propos de la chef du Parti « One Nation ». Lorsque celle-ci devient

célèbre en 1998, les critiques dans la presse asiatique envers l'Australie affluent dans tous les journaux. Durant le mandat de Paul Keating, l'Australie a souhaité promouvoir l'image positive d'un pays accueillant, où les gens sont intelligents mais, avec l'alternance de gouvernement, il y a un changement net de perception du côté asiatique. Howard ne semble pas porter trop attention à la perception que les pays de sa région peuvent avoir de l'Australie. Son manque d'intérêt provoque en partie ce changement de perception.

Nouvelle alternance politique, Kevin Rudd, nouveau Premier ministre depuis le 24 novembre 2007

« It's time for us to write a new page in our history, I thank the nation »

Kevin Rudd, 24 novembre 2007

Il est temps d'écrire une nouvelle page d'histoire, voilà la proposition de Kevin Rudd, chef du Parti des travaillistes, qui a été élu le 24 novembre Premier ministre de l'Australie. Cet événement rompt le ton des 11 dernières années durant lesquelles le poste a été occupé par le leader de la Coalition libérale nationale, John Howard. Sans compter que ce dernier a aussi perdu son siège dans Bennelong contre Maxine McKew dans une lutte serrée de 45.9 % contre 45.1 % des votes. Il faut revenir en 1929 pour retrouver le même cas de figure d'une perte du siège à la Chambre des représentants du Premier ministre sortant. Ce revirement de situation ne peut pas passer inaperçu, surtout provenant du côté de Bennelong, qui a soutenu la candidature de John Howard durant les 13 dernières élections, soit un total de 33 ans. Il y a ainsi alternance politique pour la première fois depuis 1996.

En ce 24 novembre 2007, Monsieur Howard a remercié la nation australienne, ainsi que son trésorier, Peter Costello. Il a également invité les électeurs à se tourner vers Peter Costello concernant le futur de la Coalition. Il faut se rappeler que la candidature des deux hommes au rôle de leader pour les élections de 2007 avait suscité de nombreux débats. Et, si Howard avait alors remporté cette bataille, la décision est à présent fortement critiquée par plusieurs ministres sortants de la

Coalition. Peter Costello, quant à lui, conservera son siège à la Chambre des représentants. Il a cependant déclaré qu'il ne serait pas dans la course pour devenir le chef de la Coalition, et la tâche a été donnée à l'ancien ministre de la défense, Brendan Nelson. Donc, il y a aussi changement de personnel politique au sein du gouvernement australien.

Selon le site officiel des élections fédérales australiennes, l'«Australian Labor Party» aurait remporté 80 sièges contre 60 (50 pour le Parti libéral et 10 pour le Parti national) pour la Coalition libérale nationale. Kevin Rudd a réussi le mandat de gagner les 76 sièges requis afin d'obtenir la majorité officielle australienne. Il s'agit donc d'une réponse claire des Australiens à la politique actuelle. Ceux-ci sont prêts pour le changement.

Plusieurs promesses ont été faites par Kevin Rudd lors de sa campagne électorale sur des sujets importants de la politique de sécurité australienne. Il est désormais intéressant de dresser un bilan cinq mois après les élections afin d'observer les conséquences de sa nomination au poste de Premier ministre sur la politique de sécurité australienne.

Concernant le futur des troupes australiennes en Irak, une promesse électorale de Kevin Rudd était qu'il retire quelque 515 soldats d'ici juin 2008. La participation des troupes australiennes en 2003 fut l'objet d'un grand débat auprès de la population. Entre autres, selon les dires de plusieurs analystes et politiciens, ce serait la guerre la plus contestée depuis le Vietnam en 1966. Sachant l'issue des élections le retrait des troupes australiennes en Irak est ainsi éminent. Cependant, il faut noter que le retrait des troupes de l'Irak serait limité à 550 soldats laissant ainsi entre 300 et 400 soldats australiens à Bagdad pour aider à assurer la sécurité. Concernant les militaires en sol afghan, Kevin Rudd a clairement indiqué durant sa campagne électorale que ces 970 soldats resteraient en poste.

Maintenant, les cinq derniers mois permettent de confirmer les promesses faites. En décembre 2007, Kevin Rudd lors d'une visite en sol irakien, a remercié les soldats pour leur travail. Il leur a aussi appris la date officielle du début du rapatriement, le 1 juin 2008. Ainsi 550 soldats australiens reprendront la route pour l'Australie comme promis pendant la campagne électorale. Aussi, lors de sa récente visite à Washington, le Premier ministre Rudd a dit avoir confirmé au gouvernement de l'Irak qu'il recevrait 165 millions pour assistance au peuple irakien. Nous souhaitons, a-t-il dit, que cette aide puisse permettre l'amélioration de l'économie et de l'agriculture³¹³. Il a aussi assuré que 1000 soldats australiens resteront en poste en Irak. Donc, il y a rupture avec la politique de sécurité engendrée par Howard concernant ce sujet, mais cette rupture était anticipée depuis les élections.

Les changements climatiques sont aussi un autre sujet important. Kevin Rudd s'est engagé à signer le protocole de Kyoto afin de diminuer de 60% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. La situation en Australie est très difficile concernant les précipitations, certaines régions souffriraient de la pire sécheresse depuis mille ans et en mars 2007, toutes les capitales australiennes étaient en état de restriction de consommation d'eau. Le réchauffement climatique, selon le rapport de l'Australian Commonwealth Scientific and Research Organization (CSIRO), aurait pour effet d'augmenter la température, les feux de forêts et les tempêtes sur le continent australien. Le 27 avril dernier, Peter Garatt, député de l'opposition pour les changements climatiques et l'environnement, déclarait que le gouvernement de Howard se devait de ratifier le protocole et que seul un gouvernement travailliste pourrait assurer la prospérité environnementale. Il ne semble pas avoir tort puisqu'en septembre dernier, l'Australie, hôte du Sommet de l'Asia Pacific Economic

³¹³ Prime Minister of Australia. Joint Press conference with Prime minister of Australia. Joint Press conference with the President of the United States of America, East Room, Whitehouse, Washington D.C. (en ligne) http://www.pm.gov.au/media/Interview/2008/interview_0152.cfm Page consultée le 22 avril 2008.

Cooperation (APEC), avait l'opportunité de démontrer son engagement envers les changements climatiques en plaçant le sujet à l'ordre du jour. Le résultat fut l'adoption, par les 21 pays présents, de la déclaration de Sydney, où il y a volonté de réduire l'intensité énergétique de 25% d'ici 2030 sans l'utilisation de mesures contraignantes. Un résultat décevant pour les ardents défenseurs de l'environnement, et un facteur qui a définitivement nuit à la réélection de John Howard.

Du 3 au 15 décembre 2007 se tenait la conférence de Bali sur les changements climatiques. Le Premier Ministre Rudd a envoyé une délégation australienne et dès la première journée de la conférence, soit le 3 décembre 2007, il a indiqué qu'il a engendré la participation australienne au Protocole de Kyoto en le ratifiant. Cette signature marque ainsi le premier acte officiel du gouvernement et a pour conséquence que l'Australie va devenir officiellement membre du Protocole de Kyoto d'ici la fin mars 2008. Ensuite, au cours des cinq derniers mois, le Premier Ministre lors d'une visite au Royaume-Uni et en Chine, a su s'assurer le soutien des dirigeants respectifs de ces pays à la lutte des changements climatiques. Le bilan est donc positif concernant ce sujet et la promesse électorale est respectée.

Kevin Rudd a aussi promis de s'excuser auprès de la population aborigène de l'Australie. Il signera ainsi la déclaration des Nations Unies sur les droits des populations aborigènes. Le 14 septembre 2007, elle avait été adoptée par 143 membres. Les quatre votes négatifs provenaient du Canada, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Cette déclaration reconnaît les injustices dont ont souffert les Aborigènes. Elle avance qu'il est urgent de promouvoir le respect de leurs droits et que les populations aborigènes de toutes les nations devraient être libres d'exercer tous leurs droits sans subir de discrimination. La position du nouveau Premier ministre à ce sujet laisse donc présager une amélioration du sort des Aborigènes en Australie, du moins pour les trois prochaines années.

Le 13 février 2008, Kevin Rudd a tenu sa promesse et a présenté des excuses devant le Parlement australien à Canberra. Il a dit : “Today, we honour the Indigenous peoples of this land (...), The time has now come for the nation to turn a new page in Australia’s history by righting the wrongs of the past and so moving forward to the future. We apologise for the laws and policies of successive Parliaments and governments that have inflicted profound grief, suffering and loss. We apologise especially for the removal of Aboriginal and Torres Strait Islander children from their families, their communities and their country. (...) We today take this first step by acknowledging the past and laying claim to a future that embraces all Australians. (...) We would in parliament say sorry to the stolen generations and today I honor that commitment”³¹⁴. Le bilan cinq mois après les élections concernant les aborigènes est donc positif. Les relations se sont améliorées et le geste posé le 13 février 2008 est historique.

Le 25 novembre 2007, il y a eu prédiction concernant une future réapparition de la croyance australienne en les organisations internationales comme l’ONU. Il est possible d’affirmer maintenant cinq mois après les élections que cette croyance refait surface peu à peu. D’ailleurs, le Premier ministre a rencontré Ban Ki-Moon le 29 mars 2008 à New York. L’objet d’un futur siège australien au Conseil de Sécurité en 2013-2014 était au cœur des discussions. Kevin Rudd lors d’une conférence de presse a dit : “Mr Rudd said Australia had last sat on the 15-member body in 1986 and it was time it had a more effective voice in the world”³¹⁵ ce qui démontre que les prédictions étaient justes concernant l’engouement australien envers les organisations régionales. D’ailleurs, lors de sa récente visite au Royaume-Uni, le Premier ministre Gordon Brown a affirmé son soutien lors de la candidature australienne en 2012 pour

³¹⁴ Prime Minister of Australia. Speech Apology to Australia’s Indigenous peoples House of Representatives, Parliament House, Canberra. (En ligne) http://www.pm.gov.au/media/Speech/2008/speech_0073.cfm Page consultée le 22 avril 2008.

³¹⁵ Coorey, Phil. Rudd targets UN council seat. (En ligne) <http://www.smh.com.au/news/national/rudd-targets-un-council-seat/2008/03/30/1206850709159.html>. Page consultée le 22 avril 2008.

le siège au Conseil de Sécurité démontrant ainsi le sérieux du Premier ministre australien dans la campagne pour ce siège à l'ONU³¹⁶.

Concernant l'alliance américaine, les élections ont eu pour conséquence de la perte d'un allié fidèle, car John Howard était reconnu comme étant très pro-américain. Le Président Bush perd ainsi son dernier membre de la « coalition of the willing », qui a déclaré la guerre en Irak en 2003. Le Premier ministre espagnol Jose Maria Aznar s'est retiré en 2004, le Premier ministre britannique Tony Blair a pris sa retraite et le Premier ministre polonais a été défait aux dernières élections. Le renforcement de l'alliance avec les États-Unis était une priorité dans ses divers mandats. Néanmoins, si la réaction du Président Bush à ce nouveau gouvernement risque d'interrompre la relation privilégiée entretenue entre les États-Unis et l'Australie, l'issue des élections américaines prévues pour novembre 2009 pourrait s'avérer fort intéressante si les démocrates l'emportent. Dans ce cas de figure, l'«Australian Labor Party» partagera probablement plusieurs points de vue avec les États-Unis et, notamment, le retrait des troupes en Irak.

Lors de sa visite à Washington du 27 mars au 1 avril 2008, le Premier ministre Rudd a souligné que le résultat des présidentielles américaines ne changerait en rien la relation entre les deux pays. Il a dit lors d'une conférence de presse : « This alliance with the United States has been supported by 12 U.S. Presidents, Republican and Democrat and 13 Australian Prime Minister, Labor and Liberal »³¹⁷. Il a ajouté aussi que peu importe que le future Président soit Républicain ou Démocrate, il sera

³¹⁶ Prime Minister of Australia. Speech Adress to the London School of Economics: Australia and the UK- Global Partner in Shaping the future Global Order, London. (En ligne) http://www.pm.gov.au/media/Speech/2008/speech_0199.cfm Page consultée le 22 avril 2008.

³¹⁷ Prime Minister of Australia. Joint Press conference with Prime minister of Australia. Joint Press conference with the President of the United States of America, East Room, Whitehouse, Washington D.C. (en ligne) http://www.pm.gov.au/media/Interview/2008/interview_0152.cfm Page consultée le 22 avril 2008.

soutenu par l'Australie. Il a affirmé qu'un des principaux objectifs de son voyage était de réaffirmé auprès du Président Bush l'importance de l'alliance qui les unit à l'Australie. Ainsi, cinq mois après les élections, la visite de Kevin Rudd aux États-Unis démontre son attachement à l'alliance. Il continue le travail de son prédécesseur John Howard, ce qui constitue une continuité de la politique de sécurité australienne. Lors d'une conférence de presse avec le Président Bush et le Premier ministre Rudd³¹⁸, un journaliste a demandé au Président américain des précisions au sujet de l'alliance entre les deux pays. L'Australie, selon le journaliste, a changé sa politique étrangère et elle a des positions très différentes sur l'Irak, les changements climatiques et potentiellement avec la Chine. Selon le Président Bush, la politique étrangère australienne est encore semblable à celle des États-Unis. Le Premier ministre Rudd a signalé son désir d'aider la démocratie irakienne ainsi nous voyons une position commune dans le domaine des affaires étrangères et ce parce que l'Australie et les États-Unis partagent les mêmes valeurs. Donc, la relation bilatérale américaine australienne reste en bon état.

Concernant l'impact des élections sur la relation entretenue entre l'Australie et le Canada nous croyons qu'il semble clair que la relation pourrait souffrir de l'élection de Kevin Rudd. Récemment, le 11 septembre 2007, dans son discours devant le Parlement australien, Stephen Harper déclarait qu'il existait, à son avis, une relation étroite et chaleureuse entre l'Australie et le Canada. Il ajoutait que les deux pays étaient devenus des cousins, des cousins stratégiques. Le chemin de la réconciliation a en fait commencé avec la visite de John Howard, Premier ministre australien, le 18 mai 2006. Premier chef d'État à visiter le Canada après les élections remportées par le Parti conservateur, John Howard avait alors célébré, lors d'une séance du Parlement canadien, la profonde amitié qui unissait les deux nations.

³¹⁸ Prime Minister of Australia. Speech The Australia-US alliance and Emerging Challenges in the Asia-Pacific region, The Brooking Institution, Washington. (En ligne) http://www.pm.gov.au/media/Speech/2008/speech_0157.cfm. Page consultée le 22 avril 2008.

Cette visite diplomatique avait permis aux deux Premiers ministres de se rencontrer et de renouer des liens que les choix politiques du précédent gouvernement libéral canadien avaient rendu caduques. En 2002, Jean Chrétien avait ratifié le protocole de Kyoto et avait refusé de participer à la guerre en Irak l'année suivante. Au contraire, le Premier ministre australien avait répondu favorablement à la demande des États-Unis en envoyant 2000 Australiens en Irak. Howard avait établi des parallèles entre les attentats de Bali du 12 octobre 2002, qui avaient tué 88 Australiens, et ceux du 11 septembre 2001 pour démontrer que l'Australie était vulnérable et qu'il fallait absolument désarmer l'Irak. Enfin, John Howard avait également eu une position bien différente de celle du Canada concernant le protocole de Kyoto, qu'il avait rejeté. Selon lui, ratifier ce protocole aurait entraîné des licenciements dans le pays et aurait porté préjudice à l'industrie australienne. Les deux pays avaient donc fait des choix opposés concernant leur politique étrangère dans le domaine de l'environnement et du militaire.

Lors de son discours, Stephen Harper Premier ministre canadien, devant le Parlement australien, avait révélé de grands changements à ce niveau et la relation canado-australienne a été évoquée à cette occasion comme une relation chaleureuse. L'élection du Parti conservateur et la vision de la politique étrangère de Stephen Harper y sont pour beaucoup. En 2003, Stephen Harper, alors chef de l'Alliance canadienne, avait vivement contesté la décision canadienne de ne pas envoyer de troupes en Irak. Les membres du Parti Conservateur avaient affirmé qu'il était de la responsabilité du gouvernement d'appuyer les États-Unis, et cela, même sans l'approbation des Nations Unies, et Harper avait accusé les libéraux de laisser l'Angleterre et l'Australie former une relation privilégiée avec Washington aux dépens des Canadiens. Il se rapproche également de la vision de John Howard sur le dossier des changements climatiques. En effet, dans une entrevue donnée à CTV News, Harper avait affirmé qu'il n'appuierait ni la ratification du protocole de Kyoto,

ni sa mise en œuvre. Bref, l'amitié qui unissait Stephen Harper et John Howard va probablement demeurer, mais le Premier ministre n'est plus un homme influent concernant la politique de sécurité en Australie. Il y a définitivement une prise de position différente entre le Canada et l'Australie concernant certains enjeux, dont le dossier de l'environnement.

Malgré tout, nous croyons que l'alternance politique ne provoquera pas une rupture comme l'élection de John Howard le fit. Les relations entre l'Australie et l'Indonésie se sont améliorées grandement, et la Chine figure parmi la liste des alliés des Australiens. Les relations avec l'Asie sont donc positives, il ne peut alors pas y avoir de rupture intense, simplement une nouvelle amélioration de la relation. Concernant les États-Unis, il est bon de noter que Kevin Rudd est considéré comme étant le Premier ministre travailliste le plus en faveur de l'alliance depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Selon certains auteurs, il aurait même été jusqu'à choquer plusieurs fervent du «Australian Labor Party» en déclarant son engagement à l'alliance américaine lors de son discours de la victoire, le 24 novembre 2004. Bien qu'il projette de retirer les troupes de l'Irak, sa décision de travailler en coopération avec le Président des États-Unis concernant ce projet ne vient pas ternir la relation. En décembre 2006, Kevin Rudd a déclaré qu'il était «rock solid friend » concernant l'alliance avec les Américains, un ami solide, et que tout retrait des troupes se ferait en consultation avec les alliés.

Ainsi, nous croyons que l'alternance politique n'est pas toujours synonyme de rupture politique. Il faudra donc observer les actes du nouveau Premier ministre avant de poser des jugements rapides concernant une future rupture dans la politique de sécurité australienne. Sa perception de la place de l'Australie sur la sphère internationale pourrait être celle d'un pays allié des États-Unis, qui souhaite s'intégrer dans sa région. Une perception assez semblable à Howard, avec cependant une intensification du rôle australien en Asie. Il a étudié à l'université dans le

programme d'études asiatiques ; ainsi, il a une majeure en études chinoises et en histoire de la Chine et parle couramment le mandarin. Nous pouvons ainsi faire un lien entre cet attachement à la Chine et le système de croyances de Kevin Rudd. Tel que défini par Ole Holsti, le système de croyances est composé d'un certain nombre d'images du passé, du présent et du futur, et inclut la connaissance qu'a un individu de lui-même et du monde. Ce système dynamique est continuellement en interaction avec de nouvelles informations et il oriente l'individu envers son environnement. La connaissance de l'histoire chinoise et de la langue pourrait donc faire en sorte que l'Australie accorde une certaine priorité à ce pays. Il est donc possible de faire l'hypothèse suivante que le défi de la politique de sécurité australienne soit de balancer les relations entre la Chine et les États-Unis. Elle pourrait également être mieux gérée avec Kevin Rudd comme Premier ministre, sachant qu'il accorde un attachement particulier aux deux grandes puissances. Kevin Rudd a d'ailleurs annoncé lors de son élection qu'il y aurait trois piliers à la politique étrangère sous son parti, soit l'attachement envers les États-Unis, l'engagement australien envers l'Asie et l'engagement envers l'ONU. Le retour envers l'engagement envers l'ONU nous permet de croire qu'il y aura un retour de l'internationalisme de Gareth Evans à l'ordre de l'agenda de l'«Australian Labor Party». Ainsi cinq mois après les élections australiennes, nous pouvons affirmer que les principales promesses relatives à la politique de sécurité australienne ont été tenues et que les relations avec les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine se sont maintenu au niveau du gouvernement précédent. Bref, il n'y a pas d'annonce de rupture au sein de la politique de sécurité australienne comme les élections de 1996 avaient occasionnées ce qui confirme que l'alternance politique n'est pas toujours synonyme de rupture.

9- Bibliographie

1. Monographie

Albinski, Henry S. In *Australian foreign policy : into the new millennium*. South Melbourne : Macmillan Education Australia, 1997, 308 p.

Alcoff Martin, Linda et Eduardo Mendieta. *Identities: race, class, gender and nationality*. Melbourne: Blackwell publishing, 2003, 428 p.

Alston, Philip et Madelaine Chiam. *Treaty-making and Australia: globalisation versus sovereignty?* Annandale: Australian National University, 1995, 309 p.

Aulich, Chris et Roger Wettenhall. *Howard's second and third governments: Australian commonwealth administration 1998-2004*. Sydney: University of New South Wales Press, 2005, 256 p.

Australia Department of Defence. *Strategic Review 1993*. Canberra: Department of Defence , 1993, 78 p.

Ayson, Robert et Desmond Ball. *Strategy and Security in Asia Pacific*. Crows Nest: Allen & Unwin, 2006, 343 p.

Ball, Desmond et Pauline Kerr. *Presumptive Engagement: Australia's Asia Pacific security policy in the 1990s*. St-Leonard: Allen&Unwin, 1996, 222 p.

_____. *Australia, The US Alliance and Multilateralism in Southeast Asia*. Working Paper No.311. Canberra: Strategic and Defence Studies Center, 1997, 17 p.

_____, et Stephen Hennigham. *South Pacific Security: Issues and Perspectives*. Canberra Papers on Strategy and Defence no.72. Canberra: Strategic and Defence Studies Center, 1991, 155 p.

_____. *The US-Australian Alliance: History and prospects*. Working Paper No.330. Canberra: Strategic and Defence Studies centre, Australia National University, 1999, 30 p.

_____. *American Bases in Australia*. South Caufield: Victorian Association for peace studies, 1982, 23 p.

_____, et Amitav Acharya. *The next Stage: Preventive diplomacy and security cooperation in the Asia-Pacific region*. Canberra Paper on Strategy and Defence

- No.131. Canberra: Strategic and Defence Studies Centre and Institute Defence and Strategic Studies, 1999, 324 p.
- Barclay, Glen. *Friends in high places: Australian-American Diplomatic relations since 1945*. Melbourne : Oxford University Press, 1985, 245 p.
- Battistella, Dario. *Theorie des Relations Internationales*. Paris: Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2003, 511 p.
- Beeson, Mark. *Bush and Asia: Americas evolving relation with East Asia*. New York: Routledge, 2006, 270 p.
- Bell, Coral. *Dependent Ally: A Study in Australia Foreign Policy*. St-Leonard: Allen & Unwin Australia Pty Ltd, 1984, 196 p.
- _____. *A world out of balance: American ascendancy & international politics in the 21st century*. Double Bay: Longueville Media, 2003, 267 p.
- Bell, Roger, Tim McDonald et Alan Tidwell. *Negotiations in the Pacific century: The New Asia, USA and Australia*. St-Leonard: Allen & Unwin, 1996, 324 p.
- Bercovitch, Jacob. *ANZUS in crisis: alliance management in international affairs*. Basingstoke: Macmillan, 1988, 267 p.
- Booth, Ken et Russell Troad. *Strategic cultures in the Asia Pacific Region*. New York: St-Martins Press, 1999, 378 p.
- Bridgman, Peter et Glyn Davis. *Australian Policy Handbook*. St-Leonard: Allen & Unwin, 1998, 156 p.
- Broinowski, Alison. *About face: Asian accounts of Australia*. Melbourne: Scribe Publications, 2003, 288 p.
- _____, *Howard's war*. Melbourne: Scribe, 2003, 138 p.
- Brook, Christopher et Anthony McGrew. *Asia Pacific in the new world order*. New York: Routledge, 1998, 347 p.
- Brown, Gary. *Australia's security: Issues for the new century*. Canberra: Australia Defence Studies Center, 1994, 231 p.
- _____, *The Joint Defence Facilities as bargaining chips: pros and cons*. Canberra: Department of the Parliamentary Library, 1986, 30 p.

Bui, Hoang, Phu. *Australia's security towards Southeast Asia after the Cold War*. Memoire: University of Melbourne, 2006, 72 p.

Chalk, Peter. *Australian foreign and defense policy in the wake of the 1999/2000 East Timor intervention*. Santa Monica: Rand, 2001, 88 p.

Cheeseman, Graeme et Robert Bruce. *Discourses of danger & dread frontiers: Australian defence and security thinking after the Cold War*. Canberra: Allen & Unwin in association with the Department of International Relations and the Peace Research Centre, 1996, 317 p.

Cook, Ian. *Government and Democracy in Australia*, Oxford: Oxford University Press, 2004, 344 p.

Cooper, Andrew, Richard Higgott et Kim Nossal. *Relocating middle powers: Australia and Canada in a changing world*. Carlton: Melbourne University Press, 1993, 233 p.

Connors, Michael K, Davison Remy et Jorn Dosch. *The New Global Politics of the Asia-Pacific*. New York: Routledge Curzon, 2004, 225 p.

Cotton, James et John Ravenhill. *The National interest in a global era: Australia in world affairs 1996-2000*. South Melbourne: Oxford University Press, 2001, 377 p.

_____, *Trading an Alliance security: Australia in world Affairs 2001-2005*. South Melbourne: Oxford University Press, 2007, 424 p.

Dalrymple, Rawdon. *Continental drift: Australia's search for a regional identity*. Aldershot: Ashgate, 2003, 243 p.

David, Charles-Philippe. *Au Sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis*. 2^e édition. Sainte-Foy: Les Presses de l'Université Laval, 2004, 737 p.

Dennis, Peter et Jeffrey Grey. *Serving vital interests: Australia Strategic planning in peace and war*. Sydney: University of NSW Australia Defence Force Academy, 1996, 153 p.

Dibb, Paul. *The Future of Australia Defence relationship with the USA*. Sydney: The Australian Centre for American Studies, 1993, 90p.

_____, et Ken Anderson. *Strategic Guideline for enabling Research and development to support Australian Defence*. Canberra Paper on Strategic and Defence No.115. Canberra: Strategic and Defence Studies center, 1996, 105 p.

_____, *The Emerging Geopolitics of the Asia Pacific region*. Working Paper No. 296. Canberra: Strategic and Defence Studies Center, Research School of Pacific and Asia Studies, 1996, 20 p.

_____ et Robert D. Blackwill. *America's Asian Alliances*. Cambridge: Belfer Center for Science and International Affairs, 2000, 143 p.

Dobell, Graeme. *Australia finds home: The choice and chances of an Asia-Pacific journey*. Sydney: ABC Books, 2000, 378 p.

Edwards, Peter et David Goldsworthy. *Facing North: A Century of Australia engagement with Asia Vol. 2 1970-2000*. Carlton: Melbourne University Press, 2003, 460 p.

Evans, Gareth. *Making Australian Foreign Policy*. Melbourne: Australia Fabian Society, 1989, 49 p.

_____, et Paul Dibb. *Australia Paper on Practical Proposals for security cooperation in the Asia Pacific region*. Canberra: Department of Foreign Affairs and Trade, Strategic Defence Studies Centre, 1994, 24 p.

_____, et Bruce Grant. *Australia Foreign Relations in the world of the 1990s*. Carlton: Melbourne University Press, 1991, 389 p.

Firth, Stewart. *Australia in International Politics: An Introduction to Australian Foreign Policy 2nd edition*. Crows Nest: Allen & Unwin Australia Pty Ltd, 2005, 342 p.

Foreign Affairs Defence and Trade Reference Committee. *Bali 2002: Security Threats to Australia in Southeast Asia*. Canberra: Foreign Affairs, Defence and Trade References Committee, 2004, 197 p.

Fry, Greg. *Australia's Regional Security*. Sydney: Allen & Unwin Australia Pty Ltd, 1991, 221 p.

Garran, Robert. *True believer: John Howard, George Bush, The American Alliance*. Crows Nest: Allen and Unwin, 2005, 230 p.

George, Alexander. *Presidential Decision-making in Foreign Policy: The Effective Use of Information and Advice*, Boulder: Westview Press, 1980, 267 p.

Goldsworthy, David. *Facing north: a century of Australian engagement with Asia*. [Canberra]: Dept. of Foreign Affairs and Trade; Carlton South, Vic.: Melbourne University Press, 2001-2003. Vol. 2 1970-2000, 467 p.

Gopal, D. *Australia in the emerging global order*. Delhi: Shipra publications, 2002, 369 p.

Hardjono, Ratih. *White tribe of Australia: an Indonesian view of Australia*. South Yarra: Monash Asia Institute, 1992, 238 p.

Harper, Norman. *A great and powerful friend: a study of Australian American relations between 1900-1975*. St-Lucia: University of Queensland Press, 1987, 416 p.

Harris, Stuart. *Will China divide Australia and the US?*. Sydney: The Australian Center for American Studies, The University of Sydney, 1998, 90p.

Higgott, Richard et J.L. Richardson. *International relations: global and Australian perspectives on an evolving discipline*. Canberra: Department. of International Relations, Australian National University, c1991, 479 p.

Holsti, Ole. *Making American Foreign Policy*, New York: Routledge, 2006, 390 p.

Hudson, Valerie. *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary Theory*. Lanham: Rowman & Littlefield Publisher, 2007, 225 p.

Hughes, Colin. *Mr Prime Minister: Australian Prime Ministers, 1901-1972*. Melbourne: Oxford University Press, 1976. 208 p.

Jayasuriya, Laksiri. *The Australian-Asian connection: Retrospect and prospect*. Sydney: H.V. Evatt Research Center, 1988, 36 p.

Jenning, Peter. *Australia and Asia-Pacific regional Security*. Working Paper No. 267. Canberra: Strategic and Defence Studies Centre, 1992, 13 p.

Jervis, Robert. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton, N.J., 1976. 445 p.

Keating, Paul. *Advancing Australia*. Sydney: Big Picture Publication, 1995, 130 p.

- _____, *Engagement: Australia faces the Asia Pacific*. Sydney: Macmillan Australia Pty Limited, 2000, 310 p.
- Kelly, Paul. *The changes, the challenges, the choice for Australia*. St-Leonard: Allen & Unwin, 2000, 296 p.
- Kirkpatrick, Jeane, Arthurs Burns, Hugh Morgan et John Stone. *Australia in the world: opportunity, risk and security*. Sydney: Institute of Public Affairs, 1986, 55 p.
- Langmore, John. *Dealing with America: the UN, the US and Australia*. Sydney, NSW: UNSW Press, c2005, 104 p.
- Lee, David et Christopher Waters. *Evatt to Evans: The Labor Tradition in Australian Foreign Policy*. Canberra: Allen & Unwin, 1997, 253 p.
- Little, Graham. *Political Ensemble: A Psychosocial Approach to Politics and Leadership*. Oxford Melbourne University Press, 1985, 217p.
- McDougall, Derek. *Australian Foreign Relations*. Melbourne: Addison Wesley Longman, 1998, 286p.
- _____ et Peter Shearman. *Australian Security after 9/11*. Aldershot: Ashgate, 2006, 232 p.
- McGillivray, Mark et Gary Smith. *Australia and Asia*. Melbourne: Oxford University Press, 1997, 248 p.
- Mediansky, F.A. *Australia in a changing world: New Foreign Policy Directions*. Botany: Maxwell Macmillan Publishing Australia Pty Ltd, 1992, 338 p.
- Milner, Anthony. *Comparing Cultures*. Melbourne: Oxford University Press, 1996, 300 p.
- Paul, Erik. *Australia in Southeast Asia: Regionalisation and Democracy*. NIAS Report series No. 37. Copenhagen: Nordic Institute of Asian Studies, 1998, 126 p.
- Peebles, Dave. *Pacific Regional Order*. Canberra: ANUE Press et Asia Pacific Press, 2005, 322 p.
- Ravenal, Earl C. Large-scale foreign policy change: the Nixon doctrine as history and portent. Berkeley: Institute of International Studies, University of California, c1989, 89 p.

Ravindra, Varma. *Australia and Southeast Asia: the crystallization of a relationship*. New Delhi: Abhinav Publications, 1974, 343 p.

Richardson, James L. *The Foreign Policy of the Hawke-Keating Governments: An Interim Review*. Working Paper No.14. Canberra: Department of International Relations, Research School of Pacific and Asian Studies, 1997, 25 p.

Russell, Ian. Peter VanNess et Beng Hut-Chua. *Australia's human right Diplomacy*. Canberra: The Australia National University, 1992, 179 p.

Saltford, John. *The United Nations and the Indonesian Takeover of West Papua, 1962-1969: The anatomy of betrayal*. New York: Routledge Curzon, 2003, 228 p.

Selochan, Viberto. *New directions and new thinking in Australia- Southeast Asia relations*. Australia Asia Papers no.62. Vathan: Griffith University, 1992, 56 p.

Senate Standing Committee on Foreign Affairs and Defence. *Australia Defence Co-operation with its neighbours in the Asian-Pacific region*. Canberra: Australian Government Publishing Service, 1984, 120 p.

Sheridan, Greg. *Tigers: Leaders of the new Asia Pacific*. Sydney: Allen and Unwin, 1997, 324 p.

Siracusa, Joseph M et David Coleman. *Australia looks to America: Australia-American relations since Pearl Harbour*. Claremont: Regina Book, 2006, 200 p.

Smith, Garry, Dave Cox et Scott Burchill. *Australia in the world: an introduction to Australia Foreign Policy*. Melbourne: Oxford University Press, 1996, 252 p.

Smith, Mike. *Australia's national security into the Twenty-First century: Rethinking strategic direction*. Canberra: Strategic Defence Studies Centre, Australia National University, 1997, 35 p.

Snyder, Richard C., H. W. Bruck et Burton Sapin. *Foreign Policy Decision-Making: An Approach to the Study of International Politics*. Glencoe: Ill., 1962, 64p.

Solomon, David. *Howard's Race*. Sydney: Harper Collins Publishers Pty Limited., 2002, 262 p.

Tam, See Song et Amitav Acharya. *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interest and Regional Order*. New York: M.E. Sharpe, 2004, 264 p.

Tow, William. *Changing Utterly? Australian International policy in an uncertain age*. Sydney: Lowy Institute for International Policy, 2004, 140 p.

_____, *Australian-American relations: Looking toward the next century*. South Yarra: Macmillan Education Australia Pty Ltd., 1998, 226 p.

_____, et Douglas T. Stuard. *A US Strategy for the Asia Pacific*. Adelphi Paper No. 299. London: Oxford University Press, 1995, 74 p.

Vicziany Marika, David Wright-Neville et Pete Lentini. *Regional security in the Asia Pacific: 9/11 and after*. Cheltenham : E. Elgar, 2004, 270 p.

Woodward, Garry. *Human Rights in Australia Foreign Policy: with special reference to Cambodia, Burma and China*. Occasional Paper No. 6. East Melbourne: Australia Institute of International Affairs. 1992, 37 p.

2. Périodiques

Acharya, Amitav et Richard Stubbs. "Theorizing Southeast Asian Relations: An Introduction". *The Pacific Review*, Vol.19, No.2 (June 2006), p.125-134.

Acharya, Amitav. "Do Norms and identity matter? Community and power in Southeast Asia's regional order". *The Pacific review*, Vol.18, No.1 (March 2005), p. 95-118.

Albinski, Henry S. "Responding to Asia Pacific Human Rights Issues: Implications for Australian-American Relations". *Australian Journal of International Affairs*, Vol.50, No.1 (1996), p. 43-58.

Beeson, Mark, Alex J. Bellamy et Bryn Hughes. "Taming the tigers? Reforming the security sector in Southeast Asia". *The Pacific Review*, Vol.19, No.4 (December 1996), p. 449-472.

_____. "American Hegemony: the View from Australia". *SAIS Review*, Vol. 23 (Summer-Fall 2003), p. 113-131.

Bell, Coral. "Washington and its allies". *Quadrant*, Vol.41, No.1-2 (Jan,Fev 1997), p. 21-27.

Camilleri, Joseph A. "A Leap into the past-in the name of the 'national interest' ". *Australian Journal of International Affairs*, Vol.57, No.3 (November 2003), p. 431-453.

Catry, Jean-Pierre. « Quand l'Australie spolie le Timor-Oriental ». *Le Monde diplomatique*, Novembre 2004, p. 6.

Cheeseman, Graeme et Ian McAllister. "Australian opinion on international trade and the security link with the USA". *The Pacific Review*, Vol.19, No.2 (1996), p. 265-274.

Conley, Tom. "Issues in Australia Foreign Policy July to December 2004". *Australian Journal of Politic and History*, Vol.51, No. 2 (2005), p.257-273.

Davison, Graeme. "The Colonial Strut: Australia Leaders on the World Stage". *Australian Journal of Political and History*, Vol 51, No 1 (2005), p. 6-16.

Dibb, Paul. "Australia's Alliance with America". *Melbourne Asia Policy Papers*, Vol. 1, No.1(march 2003), p.1-12.

_____. "The Future of International Coalitions: How Useful? How Manageable?". *The Washington Quarterly*, Vol.25, No.2 (spring 2002), p.131-144.

Dupont, Alan. "Transformation or stagnation? Rethinking Australia's defence". *Australian Journal of International Affairs*, Vol.57, No.1 (2003), p.55-76.

Evans, Gareth. "Cooperative Security and Intrastate Conflict". *Foreign Policy*, Vol. 43 (1994), p.3-21.

Flitton, Daniel. "Issues in Australian Foreign Policy July to December 2003". *Australian Journal of Politic and History*, Vol. 50, No.2 (2004), p.229-246.

Fraser, Malcolm. "An Australian Critique". *Australian Journal of International Affairs*. Vol.55, No.2 (2001), p.225-234.

Girling, J.L.S. "The Guam Doctrine". *International Affairs*, Vol.46, No.1 (Jan 1970), p. 48-62.

Gorjao, Paulo. "Australia's dilemma between geography and history: how consolidated is engagement with Asia?". *International Relation of Asia-Pacific*, Vol.3 (2003), p.176-196.

Greener-Barcham, Beth et Manuhua Barcham. "Terrorism in South Pacific? Thinking critically about approaches to security in the region". *Australia Journal of International Affairs*, Vol.60, No 1 (March 2006), p.67-82.

- Gurry, Meg. "Identifying Australia's 'Region': From Evatt to Evans". *Australian Journal of International Affairs*, Vol.49, No.1, (May 1995), p.17-31.
- Gyngell, Allan. "Australia Emerging Global Role". *Current History*, (March 2005), p.100-114.
- Higgott, Richard A et Kim Nossal. "The International politics of liminality: relocating Australia in the Asia Pacific". *Australian Journal of Political Science*, Vol. 32, No.2 (1997), p.169-185.
- Hogue, Cavan. "Issues in Australian Foreign Policy". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 54, No. 2 (July 2000), p. 141-150.
- Horowitz, Michael. "Don't take Canberra for Granted: the Future of the US-Australian Alliance". *Foreign Policy Research Institute*, (Summer 2004), p. 465-478.
- Jones, David Martin. "Advance Australia-Anywhere". *Orbis*, Vol.43, No.3 (1999), p. 443-460.
- Kent, Anne. "Australia-China Relations, 1966-1996: A Critical Overview", *Australian Journal of Politics and History*, Vol.42, No.3, p.365-384.
- Kerr, Pauline. "The Security Dialogue in the Asia-Pacific". *The Pacific Review*, Vol.7 p. 367-81.
- Kevin, Tony. "Australian Foreign Policy at the Crossroads". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 56, No. 1 (2002), p.31-37.
- Leaver, Richard. "The meanings, origins and implications of the Howard Doctrine" *The Pacific Review*, Vol.14, No.1 (2001), p. 15-34.
- _____. "Introduction: Australia, East Timor and Indonesia". *The Pacific Review*, Vol.14, No.1 (2001), p.1-14.
- Lyon, Rod. "Issue in Australian Foreign Policy, January to June 2001". *Australian Journal of Politic and History*, Vol. 47, No. 4 (2001), p. 516-530.
- Mackerras, Malcolm. "Australia Issue in National Politics". *European Journal of Political Research*, Vol. 43 (2004), p. 927-933.
- Malik, Mohan J. "Securing Australia: From Alliances to Agreements". *Australian Defence Studies Centre*, (1998), p. 3-26.

Masson, Isabelle, Alex Macleod et David Morin. *Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales*. Revue Études internationale, volume xxxv, No. 1 (Mars 2004), p. 7-23.

McDonald, Matt. "Construction Insecurity: Australia Security Discourse and Policy Post-2001". *International Relation*, Vol. 19, No 3(2005), p. 297-320.

McDonald, Matt. "Perspectives on Australian foreign policy, 2004". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 59, No. 2 (June 2005), p.153-168.

McDougall, Derek. "Australia's Peacekeeping Role in the Post-Cold war Era". *Contemporary Southeast Asia*, Vol. 24, No.3(2002), p. 1-27.

_____. "Australia and Asia-Pacific Security Regionalism: From Hawke and Keating to Howard". *Contemporary Southeast Asia*, Vol.23, No.1 (2001),p.81-101.

Milner, Anthony. "What is Left of engagement with Asia?". *Australian Journal of International Affairs*, Vol.55, No.2 (2000), p. 177-184.

_____. "Are we retreating from Asia?". *Quadrant*, Vol.40, No.10 (October 1996) p. 61-65.

Narramore, Terry. "Coming to terms with Asia in discourses of Asia-Pacific regional Security". *Australian Journal of Political Science*, Vol.33, No.2 (Juillet 1998), p. 253-265.

O'Connor, Brendon. "Perspectives on Australian foreign policy 2003". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 58, No. 2 (June 2004), p. 207-220.

Pan, Chengxin. "Neoconservatism, US-China conflict, and Australia's great and powerful friends dilemma". *The Pacific Review*, Vol.19, No.4 (Dec 2006), p. 429-448.

Searle, Anna et Ippei Kamae. "Anchoring trilateralism: can Australia-Japan-US security relation work?" *Australian Journal of International Affairs*, Vol.58, No. 4 (December 2004), p. 464-478.

Tan, See Seng. "Rescuing constructivism from the constructivists: a critical reading of constructivist intervention in Southeast Asian Security". *The Pacific Review*, Vol. 19, No.2 (June 2006), p.239-260.

- Thakur, Ramesh. "Australia's Regional engagement". *Contemporary Southeast Asia*, Vol. 20, No.1 (1998), p.1-21.
- Tow, William T."Sino-American relations and the 'Australian Factor' : inflated expectations or discriminate engagement?". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 59, No. 4 (December 2005), p.451-467.
- Vaughn, Bruce R. "Australia's Strategic Identity Post-September 11 in context: Implication for the war against terror in Southeast Asia". *Contemporary Southeast Asia*, No.1 (2004), p.94-115.
- Verrier, June R. "Australia's self-image as a regional and international security actor: some implications of the Iraq war". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 57, No 3 (November 2003), p.455-471.
- Wainwright, Elsin. "Responding to state failure- the case of Australia and Solomon Islands". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 57, No. 3, p. 485-498.
- Warnecke, G.W."Suetsugu's Fence-Key to Pacific Strategy". *Pacific Affairs*, Vol.15, No. 4 (1942), p. 430-449.
- Wear, Rae. "Australian Liberalism, Past and Present". *Australian Journal of Politics and History*, Vol. 51, No. 3 (2005), p. 473-480.
- Wesley, Michael. "Perspectives on Australian foreign policy 2001". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 56, No.1 (2002), p. 47-63.
- Wesley, Michael et Tony Warren. "Wild Colonial Ploys? Currents of Thought in Australian Foreign Policy". *Australian Journal of Political Science*, Vol.35, No. 1 (2000), p. 9-26.
- White, Hugh. "Australia-U.S Relations Mr. Howard Goes to Washington: The U.S. and Australia in the Age of Terror". The center for Strategic and International studies, (July 2003), p. 137-149.
- White, Hugh. "Australian Defence Policy and the Possibility of War". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 56, No. 2 (2002), p.253-264.
- William, Clive. "Australian Security Policy, post-11 September". *Australian Journal of International Affairs*, Vol. 56, No.1 (2002), p. 13-21.

Williams, Paul. "Tampa, Terrorism, Temptation: The Howard Government and the Misuse of Mandate". *Social Alternatives*, Vol. 21, No. 3 (Winter 2002), p. 28-34.

Wright-Neville, David. "Dangerous dynamics: activists, militants and terrorists in Southeast Asia". *The Pacific Review*, Vol. 17, No. 1 (March 2004), p. 27-46.

3. Sites Internet

Brabin-Smith, Richard. *Australia's International Defence Relationships with the United States, Indonesia and New Zealand Strategic and Defense Study Center*. Disponible (en ligne) http://rspas.anu.edu.au/papers/sdsc/wp/wp_sdsc_400.pdf (Page consultée le 25 juillet 2007)

Brown, Gary Frank Frost et Stephen Sherlock. "*The Australian-Indonesian Security Agreement - Issues and Implications*". Australia Parliamentary Library Research Paper 25 (1995-96) Disponible (en ligne) <http://www.aph.gov.au/Library/Pubs/rp/1995-96/96rp25.htm> (Page consultée le 27 juillet 2007)

Bruce, Robert. "*Australia's Policy Toward Europe: Observations on Economic Links And Cultural Identity In The Context Of Changing Relations With Asia*". Cahier ORIHS. No. 4. Disponible (en ligne) <http://web.upmf-grenoble.fr/orihs/cahiers/4/Bruce.pdf> (Page consultée le 14 septembre 2007)

Cook, Ivan. "*Australians Speak 2005 : public opinion and foreign policy*". The Lowy Institute Poll. 29 march 2005. p.1-24 disponible (en ligne) <http://www.lowyinstitute.org/Publication.asp?pid=236> (Page consultée le 14 juillet 2007)

Coorey, Phil. Rudd targets UN council seat. Disponible (En ligne) <http://www.smh.com.au/news/national/rudd-targets-un-council-seat/2008/03/30/1206850709159.html>. (Page consultée le 22 avril 2008)

Defence Update 2003 « *Annual report* ». Australia Government Department of Defence 2003. Disponible (en ligne) <http://www.defence.gov.au/ans2003/Report.pdf> p 1-28 (Page consultée le 18 octobre 2007)

Department of Veterans Affairs, Australian government. "*Australian Peacekeeping Operations* ». Disponible (en ligne)
<http://www.dva.gov.au/commem/commac/studies/anzacsk/res1.htm>
 (Page consultée le 22 octobre 2007)

Dibb, Paul. "*Self-reliance defence of Australia: The history of an Idea*" Strategic and Defense Study Center, 10 octobre 2006 (en ligne)
http://rspas.anu.edu.au/papers/sdsc/Anniversary_paper_Dibb.pdf
 (Page consultée le 14 octobre 2007)

Hawke, Allan. "*Australian's defence policy: From dependence to independence in our strategy*". Royal United Service Institutes of Brisbane, 21 june 2000 Disponible (en ligne)
<http://www.defence.gov.au/media/2000/210600.doc>
 (Page consultée le 15 juillet 2007)

Metcalf, Karl. "*Near neighbours: records on Australia's relations with Indonesia*". National Archives research guide Vol.16 (2001) Disponible (en ligne)
http://www.naa.gov.au/Publications/research_guides/guides/neighbours/introduction.htm
 (Page consultée le 14 juillet 2007)

Prime Minister of Australia. Speech The Australia-US alliance and Emerging Challenges in the Asia-Pacific region, The Brooking Institution, Washington. Disponible (En ligne) http://www.pm.gov.au/media/Speech/2008/speech_0157.cfm.
 (Page consultée le 22 avril 2008)

Prime Minister of Australia. Speech Adress to the London School of Economics: Australia and the UK- Global Partner in Shaping the future Global Order, London. Disponible (En ligne) http://www.pm.gov.au/media/Speech/2008/speech_0199.cfm
 (Page consultée le 22 avril 2008)

Prime Minister of Australia. Joint Press conference with Prime minister of Australia. Joint Press conference with the President of the United States of America, East Room, Whitehouse, Washington D.C. Disponible (en ligne)
http://www.pm.gov.au/media/Interview/2008/interview_0152.cfm
 (Page consultée le 22 avril 2008)

Prime Minister of Australia. Joint Press conference with Prime minister of Australia. Joint Press conference with the President of the United States of America, East Room, Whitehouse, Washington D.C. Disponible (en ligne)
http://www.pm.gov.au/media/Interview/2008/interview_0152.cfm
 (Page consultée le 22 avril 2008)

Prime Minister of Australia. Speech Apology to Australia's Indigenous peoples
House of Representatives, Parliament House, Canberra. (En ligne)
http://www.pm.gov.au/media/Speech/2008/speech_0073.cfm
(Page consultée le 22 avril 2008)

White Paper "*Advancing the national interest: Australia's Foreign and Trade policy White Paper*". Australian Government Department of Foreign Affairs and Trade. 2003 p1-188. Disponible (en ligne)
<http://www.dfat.gov.au/ani/index.html>
(Page consultée le 15 septembre 2007)

4. Mémoire

Leblanc, Olivier. *La politique étrangère de l'Australie et le cas de l'intervention au Timor-Oriental en 1999 dans le cadre de l'INTERFET*. Mémoire: UQAM, 2004, 126 p.